

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DU DÉVELOPPEMENT

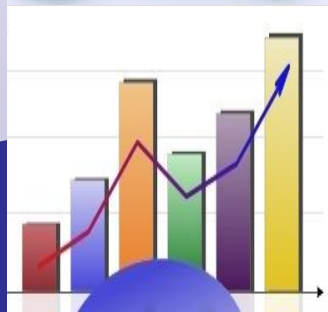
SECRETARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES
ET DES STATISTIQUES SECTORIELLES

BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

ANNUAIRE STATISTIQUE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES 2019



Octobre 2020

MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DES ETUDES
ET DES STATISTIQUES SECTORIELLES

BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

ANNUAIRE STATISTIQUE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES 2019

Avec l'appui du Sous-programme Statistiques du Programme d'appui à la gestion publique
et aux statistiques (PAGPS), financé par l'Union européenne



Septembre 2020



AVANT-PROPOS

L'information statistique occupe une place importante dans la vie socioéconomique d'un pays. Elle constitue un outil d'aide à la décision, indispensable pour la bonne formulation, le suivi et l'évaluation des politiques et stratégies de développement.

Conformément aux recommandations de la Charte africaine de la statistique, le Burkina Faso a retenu comme l'un des défis de la Politique du secteur de la gouvernance économique (PSGE 2018-2027), la production et la diffusion régulière de statistiques économiques et sociales de qualité. En outre, le Burkina Faso a adhéré au Système général de diffusion des données amélioré (SGDD-a) qui vise l'amélioration et la diffusion des données macroéconomiques officielles du pays dans les délais requis.

A ce titre, le Ministère de l'économie, des finances et du développement (MINEFID) à travers la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS), élabore depuis 2013 un annuaire statistique fournissant une série de données sur une période glissante de dix (10) ans dans divers domaines de l'économie et des finances.

La production de l'Annuaire statistique de l'économie et des finances (ASEF) vise principalement à promouvoir la culture statistique au sein de mon département et à assurer le devoir de redevabilité en mettant à la disposition du public des données fiables du domaine de l'économie et des finances.

La présente édition, huitième du genre, fournit des statistiques sur la période 2010-2019. Dans le but de préserver la qualité des données, son élaboration a été fondée sur une approche participative.

Je remercie tous les acteurs qui ont œuvré à l'élaboration de cette édition de l'annuaire et particulièrement, tous les partenaires pour leurs assistances technique et financière à la production de ce document.

Par ailleurs, j'invite l'ensemble des structures à conjuguer davantage leurs efforts afin de relever les défis qui s'imposent au Ministère en matière de production statistique. Je les exhorte également à entretenir des relations de travail et de collaboration, de sorte à favoriser l'amélioration du système d'information du ministère, qui garantissent la production et la publication de données de qualité.

**Le Ministre de l'économie, des finances
et du développement**

Lassané KABORE
Officier de l'Ordre de l'Étalon

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	5
TABLE DES MATIERES	7
SIGLES ET ABREVIATIONS	9
LISTE DES TABLEAUX	11
DEMARCHE METHODOLOGIQUE	15
PREMIERE PARTIE : PRESENTATION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT	17
1.1. ORGANISATION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT	17
1.2. ORGANIGRAMME DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT	22
1.3. MOYENS DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT	23
1.3.1. Ressources humaines du ministère	23
1.3.2. Ressources financières du ministère	24
DEUXIEME PARTIE : QUELQUES DONNEES SOCIOECONOMIQUES	27
2.1. DONNEES DEMOGRAPHIQUES	27
2.2. ELEMENTS DE COMPTABILITE NATIONALE AUX PRIX COURANTS	29
2.3. ELEMENTS DE COMPTABILITE NATIONALE AUX PRIX CONSTANTS	30
2.4. AUTRES ELEMENTS DE COMPTABILITE NATIONALE	31
2.5. INDICATEURS DE L'INFLATION	31
2.6. INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN	31
2.7. INDICATEURS DE PAUVRETE	31
TROISIEME PARTIE : SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET	33
3.1. RECETTES BUDGETAIRES	33
3.1.1. Situation globale des recettes	35
3.1.2. Situation détaillée des recettes par nature et par régie	36
3.1.3. Mobilisation des ressources propres par Unité de recouvrement (UR)	40
3.2. DEPENSES BUDGETAIRES	42
3.2.1. Situation d'exécution des dépenses par titre budgétaire	42
3.2.2. Evolution des dépenses par ministère et institution	43
3.2.3. Evolution des dépenses par titre budgétaire et par ministère et institution	52
QUATRIEME PARTIE : SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE	71
4.1. ENCOURS DE LA DETTE	73
4.2. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	73
4.3. RATIOS D'ENDETTEMENT	74
4.4. TIRAGES SUR EMPRUNTS	74
4.5. ALLEGEMENTS DE DETTE OBTENUS	74
CINQUIEME PARTIE : SITUATION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	75
5.1. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT PAR NATURE DE FINANCEMENT	77
5.2. PRINCIPAUX RATIOS DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	78
5.3. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT PAR DONATEUR	78
5.4. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT SELON LES INSTRUMENTS DE FINANCEMENT	79
SIXIEME PARTIE : TABLEAUX DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT ET SOLDES CARACTÉRISTIQUES	85

6.1. SITUATION DES OPERATIONS DE RECETTES DE L'ÉTAT	87
6.2. SITUATION DES OPERATIONS DE DEPENSES DE L'ÉTAT	88
6.3. SITUATION DES SOLDES CARACTERISTIQUES.....	89
SEPTIEME PARTIE : COMPTES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	91
7.1. COMPTE DES REGIONS	91
7.2. COMPTES DES COMMUNES.....	94
7.3. RECETTES ET DEPENSES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES PAR NATURE	97
HUITIEME PARTIE : SITUATION DU COMMERCE EXTERIEUR.....	99
8.1. SOLDE COMMERCIAL	99
8.2. EXPORTATIONS	101
8.3. IMPORTATIONS	104
NEUVIEME PARTIE : BALANCE DES PAIEMENTS	107
DIXIEME PARTIE : SITUATION MONETAIRE	111
ONZIEME PARTIE : CRITERES DE CONVERGENCE.....	119
11.1. CRITERES DE CONVERGENCE UEMOA.....	121
11.2. CRITERES DE CONVERGENCE CEDEAO	121
DOUZIEME PARTIE : AUTRES STATISTIQUES DU SECTEUR DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	123
12.1. STATISTIQUES DES PASSATIONS DE MARCHES PUBLICS	123
12.2. STATISTIQUES DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES	125
12.3. STATISTIQUES DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DE L'EQUIPEMENT DE L'ÉTAT.....	127
GLOSSAIRE	129
METADONNEES	138

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACDI	Agence canadienne de développement international
AE	Autorisation d'engagements
ANDFOP	Agence nationale du domaine foncier des organismes publics
APD	Aide publique au développement
ASEF	Annuaire statistique de l'économie et des finances
BAD	Banque africaine de développement
BADEA	Banque arabe pour le développement économique en Afrique
BAES	Bureau d'analyse et d'études stratégiques
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CAF	Coût assurance et fret
CASEM	Conseil d'administration du secteur ministériel
CCP	Comptes courants postaux
CEDEAO	Communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest
CENTIF	Cellule nationale de traitement des informations financières
CID	Circuit informatisé de la dépense
CMDA	Cellule ministérielle de déconcentration administrative
CMLS	Comité ministériel de lutte contre le sida
CNDP	Comité national de la dette publique
CNE	Caisse nationale d'épargne
CODEP-MP	Comité de suivi des délais de paiement et des marchés publics
COSED	Comité de suivi de l'économie et du développement
CP	Crédit de paiements
CPC	Cadre permanent de concertation
CSEBT	Comité de suivi de l'exécution du budget et de la trésorerie
CTCI	Classification type du commerce international
DAF	Direction de l'administration des finances
DDII	Direction du développement institutionnel et de l'innovation
DDP	Direction de la dette publique
DGAIE	Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat
DGB	Direction générale du budget
DG-CMEF	Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
DGCOOP	Direction générale de la coopération
DGCT	Direction générale des collectivités territoriales
DGD	Direction générale des douanes
DGDT	Direction générale du développement territorial
DGEP	Direction générale de l'économie et de la planification
DGESE	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGF	Dotations globales de fonctionnement
DGI	Direction générale des impôts
DGTCP	Direction générale du trésor et de la comptabilité publique
DTS	Droit de tirage spécial
EPE	Etablissement public de l'Etat
FAD	Fonds africain de développement
FBCF	Formation brute de capital fixe
FBDES	Fonds burkinabè de développement économique et social
FCFA	Franc de la communauté financière africaine
FMI	Fonds monétaire international
FOB	Free on board (sans frais à bord)
GIZ	Deutsche gesellschaft für internationale zusammenarbeit
IAP	Instrument automatisé de prévision

IDH	Indice de développement humain
IGF	Inspection générale des finances
IHPC	Indice harmonisé des prix à la consommation
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie
KFW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
LONAB	Loterie nationale burkinabè
MBP6	Modèle de balance de paiement 6
ME	Monnaie étrangère
MINEFID	Ministère de l'économie, des finances et du développement
na	Non applicable
nd	Non disponible
nda	Non déclaré ailleurs
OFID	Fonds de l'OPEP pour le développement international
ODD	Objectif du développement durable
ONG	Organisation non gouvernementale
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PAP	Plan d'action prioritaire
PIB	Produit intérieur brut
PNDES	Plan national de développement économique et social
PNUD	Programme des nations unies pour le développement
POSEF	Politique sectorielle de l'économie et des finances
PSTE	Pays pauvre très endetté
PS	Perceptions spécialisées
PSGE	Politique du secteur de la gouvernance économique
PTF	Partenaires techniques et financiers
REV	Revenu
SFD	Système financier décentralisé
SIGASPE	Système intégré de gestion administrative et salariale du personnel de l'Etat
SONABEL	Société nationale d'électricité du Burkina
SP-CNPE	Secrétariat permanent du Comité national de politique économique
SP-CPF	Secrétariat permanent du Comité de politique fiscale
SP-ITIE	Initiative pour la transparence dans les industries extractives
SP-PIF	Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière
TMDC	Trésoreries des missions diplomatique et consulaire
TOFE	Tableau des opérations financières de l'Etat
TPP	Taxe sur les produits pétroliers
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	Union économique et monétaire ouest africaine
UR	Unité de recouvrement
VA	Valeur ajoutée
VAN	Valeur actualisée nette
XBs	Exportation des biens et services

LISTE DES TABLEAUX

Tableau N°1.1 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère par catégorie, par sexe et par statut	23
Tableau N°1.2 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère par région de 2011 à 2019	23
Tableau N°1.3 : Répartition de l'effectif du personnel par tranche d'âge	23
Tableau N°1.4 : Répartition de l'effectif du personnel par ancienneté	24
Tableau N°1.5 : Evolution des dotations budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA).....	24
Tableau N°1.6 : Dotations budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA).....	24
Tableau N°1.7 : Evolution des situations d'exécution des dépenses budgétaires hors financements extérieurs du ministère (en millions FCFA).....	25
Tableau N°1.8 : Exécution budgétaire du ministère par nature (y compris les financements extérieurs en millions FCFA)	25
Tableau N°2.1 : Evolution de l'effectif de la population par région et par sexe	29
Tableau N°2.2 : Evolution du taux d'accroissement naturel de la population (en %).....	29
Tableau N°2.3 : Evolution de la valeur ajoutée par secteur aux prix courants (en milliards FCFA).....	29
Tableau N°2.4 : Evolution de l'emploi du PIB, valeurs courantes (en milliards FCFA)	30
Tableau N°2.5 : Evolution de la valeur ajoutée brute par secteur, volumes chaînés à partir de 2015 (en milliards FCFA)	30
Tableau N°2.6 : Evolution de l'emploi du PIB, volumes chaînés à partir de 2015 (en milliards FCFA).....	30
Tableau N°2.7 : Evolution des taux de croissance du produit intérieur brut, de la consommation finale des ménages et du PIB réel/habitant aux prix constants de 2015	31
Tableau N°2.8 : Evolution des indicateurs de l'inflation	31
Tableau N°2.9 : Evolution des indicateurs de développement humain	31
Tableau N°2.10 : Evolution de l'espérance de vie selon le sexe (en années)	31
Tableau N°2.11 : Evolution des indices de pauvreté.....	31
Tableau N°3.1 : Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget objet (en milliards de FCFA).....	35
Tableau N°3.2 : Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget programme (en milliards de FCFA).....	35
Tableau N°3.3 : Evolution des recouvrements par régie au profit du budget de l'Etat (en milliards FCFA).....	35
Tableau N°3.4 : Evolution des recouvrements des impôts par nature de recettes (en milliards FCFA)	36
Tableau N°3.5 : Evolution des impôts par grande catégorie (en milliards FCFA)	36
Tableau N°3.6 : Evolution des impôts directs par type d'impôt (en milliards FCFA).....	36
Tableau N°3.7 : Evolution des impôts sur la propriété par type (en milliards FCFA)	36
Tableau N°3.8 : Evolution des taxes sur les biens et services par type (en milliards FCFA).....	37
Tableau N°3.9 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGI par nature (en milliards FCFA).....	37
Tableau N°3.10 : Evolution des recouvrements de la DGD par type (en milliards FCFA)	38
Tableau N°3.11 : Evolution des recettes douanières par grandes catégories (en milliards FCFA)	38
Tableau N°3.12 : Evolution des taxes douanières sur les biens et services par nature (en milliards FCFA).....	38
Tableau N°3.13 : Evolution des recettes liées au commerce international (en milliards FCFA)	39
Tableau N°3.14 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGD par nature (en millions FCFA)	39
Tableau N°3.15 : Evolution des recouvrements de la DGTCP par nature (en milliards FCFA)	40
Tableau N°3.16 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGTCP par type (en milliards FCFA).....	40
Tableau N°3.17 : Evolution des recouvrements par UR de la DGI au profit du budget de l'Etat (en milliards de FCFA).....	40
Tableau N°3.18 : Evolution des recouvrements par UR de la DGD (en de milliards FCFA).....	41
Tableau N°3.19 : Evolution des recouvrements par UR de la DGTCP (en milliards de FCFA)	41
Tableau N°3.20 : Evolution de l'exécution des dépenses budgétaires par titre (en milliards FCFA)	42
Tableau N°3.21 : Evolution de la situation d'exécution du budget de l'Etat base ordonnancement (en milliards de FCFA)....	42
Tableau N°3.22 : Evolution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution hors financement extérieur (en milliards FCFA).....	43
Tableau N°3.23 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution et par programme y compris financement extérieur (en milliards FCFA)	45
Tableau N°3.24 : Evolution de l'exécution des dépenses du titre I par ministère et institution (en milliards FCFA)	52
Tableau N°3.25 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes (en milliards de francs) ...	52
Tableau N°3.26 Evolution de la situation d'exécution des charges financières de la dette (en milliards FCFA).....	52
Tableau N°3.27 : Evolution des dépenses du titre II par ministère et institution (en milliards FCFA)	53
Tableau N°3.28 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses du personnel par ministère et institution (en milliards FCFA).....	55
Tableau N°3.29 : Evolution des dépenses du titre III par ministère et institution (en milliards FCFA)	57
Tableau N°3.30 : Situation d'exécution des dépenses pour les acquisitions de biens et services par ministère et institution (en milliards FCFA)	59
Tableau N°3.31 : Evolution des dépenses du titre IV par ministère et institution (en milliards FCFA).....	61
Tableau N°3.32 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution (en milliards FCFA).....	64
Tableau N°3.33 : Evolution des dépenses du titre V (hors financements extérieurs) par ministère et institution (en milliards FCFA).....	66
Tableau N°3.34 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses d'investissements « part Etat » par ministère et institution (en milliards FCFA)	68
Tableau N°3.35 : Evolution des dépenses du titre VI par ministère et institution (en milliards FCFA).....	70

Tableau N°3.36 Evolution de la situation d'exécution budgétaire des dépenses de Transferts en capital (en milliards FCFA)	70
Tableau N°4.1 : Evolution de l'encours de la dette extérieure par détenteur (en milliards FCFA)	73
Tableau N°4.2 : Evolution de l'encours de la dette intérieure par détenteur (en milliards FCFA)	73
Tableau N°4.3 : Evolution du service de la dette publique selon l'origine par type de service (en milliards FCFA)	73
Tableau N°4.4 : Evolution des principaux ratios d'endettement	74
Tableau N°4.5 : Evolution des tirages sur emprunts par type (en milliards FCFA)	74
Tableau N°4.6 : Evolution des allègements obtenus de la dette par type (en milliards FCFA)	74
Tableau N°5.1 : Déboursement de l'aide extérieure par nature de financement (millions de dollars US)	77
Tableau N°5.2 : Déboursement de l'aide extérieure par secteur et sous-secteur nationaux (millions de dollars US)	77
Tableau N°5.3 : Evolution des principaux ratios de l'aide publique au développement (APD)	78
Tableau N°5.4 : Evolution de l'aide publique au développement par bailleur (en millions de \$US)	78
Tableau N°5.5 : Evolution de l'aide publique au développement selon les instruments de financements	79
Tableau N°5.6 : Evolution de l'aide projet par agence donatrice (en millions de \$US)	79
Tableau N°5.7 : Evolution de l'appui budgétaire par agence donatrice (en millions de \$US)	82
Tableau N°5.8 : Evolution de l'aide alimentaire par agence donatrice (en millions de \$US)	83
Tableau N°5.9 : Evolution de l'assistance et secours d'urgence par agence donatrice (en millions de \$US)	84
Tableau N°6.1 : Evolution des opérations de recettes par nature (en milliards FCFA)	87
Tableau N°6.2 : Evolution des opérations de recettes fiscales par type (en milliards FCFA)	87
Tableau N°6.3 : Evolution des opérations recettes non fiscales par type (en milliards FCFA)	87
Tableau N°6.4 : Evolution des opérations de dépenses et prêts nets par nature (en milliards FCFA)	88
Tableau N°6.5 : Evolution des soldes caractéristiques et financements (en milliards FCFA)	89
Tableau N°7.1 : Evolution des recettes totales des conseils régionaux par région (en millions FCFA)	93
Tableau N°7.2 : Evolution des dépenses totales des conseils régionaux par région (en millions FCFA)	93
Tableau N°7.3 : Evolution des recettes des communes urbaines par commune (en millions FCFA)	94
Tableau N°7.4 : Evolution des dépenses des communes urbaines par commune (en millions FCFA)	95
Tableau N°7.5 : Recettes des communes rurales par région (en millions FCFA)	96
Tableau N°7.6 : Dépenses des communes rurales par région (en millions FCFA)	96
Tableau N°7.7 : Recettes des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)	97
Tableau N°7.8 : Dépenses des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)	97
Tableau N°8.1 : Evolution des flux du commerce extérieur (en milliards FCFA)	101
Tableau N°8.2 : Evolution des exportations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA)	101
Tableau N°8.3 : Evolution des exportations par principaux produits selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)	102
Tableau N°8.4 : Evolution des exportations selon les principaux pays de destination (en milliards FCFA)	103
Tableau N°8.5 : Evolution des importations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA)	104
Tableau N°8.6 : Evolution des importations des principaux produits selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)	105
Tableau N°8.7 : Evolution des importations des principaux produits importés (nomenclature INSD en milliards FCFA)	105
Tableau N°8.8 : Evolution des importations selon les principaux pays d'origine (en milliards FCFA)	106
Tableau N°9.1 : Evolution de la balance des paiements (en milliards FCFA)	109
Tableau N°10.1 : Situation des agrégats de monnaie (en milliards FCFA)	111
Tableau N°10.2 : Situation des créances nettes sur l'Administration centrale (en milliards FCFA)	113
Tableau N°10.3 : Situation des autres institutions de dépôt (en milliards FCFA)	114
Tableau N°10.4 : Situation de la Banque centrale (en milliards FCFA)	115
Tableau N°10.5 : Situation des créances sur les secteurs autres que l'Administration centrale (en milliards FCFA)	116
Tableau N°10.6 : Situation des actifs extérieurs nets des institutions de dépôt (en milliards FCFA)	117
Tableau N°11.1 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1 ^{er} rang UEMOA)	121
Tableau N°11.2 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2 ^{ème} rang UEMOA)	121
Tableau N°11.3 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1 ^{er} rang CEDEAO)	121
Tableau N°11.4 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2 ^{ème} rang CEDEAO)	121
Tableau N°12.1 : Evolution des marchés publics par mode de passation (en nombre)	125
Tableau N°12.2 : Evolution des marchés publics par mode de passation (en milliards FCFA)	125
Tableau N°12.3 : Indicateurs des systèmes financiers décentralisés (SFD) (en nombre)	125
Tableau N°12.4 : Indicateurs des systèmes financiers décentralisés (en milliards de FCFA)	125
Tableau N°12.5 : Répartition des points de services des SFD agréés par région et par province (en nombre)	126
Tableau N°12.6 : Nombre de bâtiments administratifs réhabilités et de baux administratifs conclus	127
Tableau N°12.7 : Autres statistiques des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat (en millions FCFA)	127

EQUIPE DE COLLECTE DES DONNEES

SANE/CONGO Aïssata, Coordonnateur, DGESS

NANEMA Marcellin, Superviseur, DGESS

GANSONRE Ismaël, Contrôleur, DGESS

OUEDRAOGO Franck Edouard, Contrôleur, DGESS

SISSAO Issa, Contrôleur, DGESS

OUEDRAOGO Téné, Contrôleur, DGESS

BAYALA Bouboualé, Contrôleur, DGESS

OUEDRAOGO Mahamadi, Contrôleur, DGESS

OUEDRAOGO Ousséni, Collecteur, DGB

BAYALA Firmin, Collecteur, DGCOOP

KABORE P. Toussaint, Collecteur, DGI

SAWADOGO Yahaya, Collecteur, DGCMEF

SAWADOGO Lassinin, Collecteur, DGD

BAYILI Niamboè, Collecteur, DGEP

OUEDRAOGO Kadiatou R., Collecteur, DRH

BASSOLE Wilfried Gustave, Collecteur, DGTCP/DSOFE

SENI Yves Innocent, Collecteur, DGTCP/RG

ZOUNGRANA Tasséré, Collecteur, DGTCP/DDP

BAKOA André, Collecteur, INSD

BAMOGO Jean Paul, Collecteur, DAF

BOUDA/ YAMEOGO T. Odette, Collecteur, SP/CNPE

KI/OUEDRAOGO Fatoumata, Collecteur, SP/PIF

OUEDRAGO W. P. Justin, Collecteur, BCEAO

ILBOUDO Marcel, Collecteur, DGDT

LOUGUE Théodore, Collecteur, DGAIE

OUEDRAOGO W. Claver, Collecteur, MATDC/DGCT

DEMARCHE METHODOLOGIQUE

La présente note méthodologique décrit les principales étapes du processus de production de l'annuaire statistique 2019 et les changements majeurs intervenus.

1- Processus de production de l'Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Le processus d'élaboration de l'ASEF 2019 s'est appuyé sur une démarche intégrée et itérative à travers le recours aux structures internes et externes pour la collecte des données nécessaires. Dans l'optique de faciliter la collecte des données et de s'assurer de leur fiabilité, le MINEFID s'appuie sur un réseau de correspondants statistiques désignés par chaque structure concernée. Ces derniers participent à toutes les étapes du processus qui se résument en trois phases : (i) collecte des données statistiques, (ii) mise à jour de la base de données et (iii) validation des données et production de l'annuaire.

1.1- La phase de collecte des données

La collecte des données s'est déroulée au cours du mois de juillet 2020, suite à des correspondances adressées aux structures concernées. Cette phase a été marquée par l'actualisation et la transmission des fiches de collecte par courrier ordinaire aux structures puis par voie électronique aux correspondants statistiques. Ces derniers se sont chargés de leur remplissage et de leur transmission à la DGESS dans un délai de deux (02) semaines.

1.2- La phase de mise à jour de la base de données

La mise à jour a consisté essentiellement à examiner les tableaux de données transmis par les structures, à identifier les nouvelles rubriques, les éventuels changements majeurs de nomenclatures et de méthodologies et à alimenter la base de données sur la période 2004-2019.

1.3- La phase de validation des données et de production de l'annuaire

Cette phase, qui constitue l'étape ultime du processus d'élaboration de l'annuaire, a été marquée par l'organisation et la tenue de l'atelier d'élaboration de l'ASEF 2019. Elle a permis de réunir l'ensemble des correspondants statistiques pour examiner les données, les valider et élaborer l'annuaire.

2- Les principaux changements

L'ASEF 2019 est caractérisé par quelques changements par rapport à l'édition précédente. Ces changements portent principalement sur :

- l'actualisation des données des comptes nationaux sur la période 2010-2018 conformément au nouveau Système de comptabilité national (SCN 2008) et en utilisant la nouvelle année de base de 2015. Les données de 2018 sont sémié définitives et celles de 2019 sont provisoires ;
- l'actualisation des données sur le commerce extérieur de la période 2010-2018. Les données de 2018 et 2019 sont provisoires ;
- l'actualisation des données de la BCEAO. Pour les statistiques monétaires se sont des corrections sur les données de certaines banques ainsi que les effets de la migration des statistiques monétaires. Pour la balance, le changement est dû au fait que les données étaient des estimations et non des réalisations ;
- l'actualisation des données des dépenses budgétaires globales par ministère et institutions des années 2017 et 2018 pour prendre en compte les financements extérieurs ;
- l'insertion de nouvelles rubriques, notamment dans les statistiques de la DGI, de la DGD, et de la DGCOOP.



PREMIERE PARTIE :

**PRESENTATION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT**



1.1. Organisation du Ministère de l'économie, des finances et du développement

Aux termes de l'article 10 du décret n°2019-0139/PRES/PM/SGG-CM du 18 février 2019 portant attributions des membres du Gouvernement, le Ministère de l'économie, des finances et du développement (MINEFID) a pour mission d'élaborer, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer la politique du gouvernement en matière d'économie, de finances publiques, de gestion de développement et d'aménagement du territoire.

Pour prendre en charge sa mission, le MINEFID est organisé par le décret n°2020-0354/PRES/PM/MINEFID du 15 mai 2020, portant organisation du Ministère de l'économie, des finances et du développement.

Aux termes de ce décret, le MINEFID est organisé ainsi qu'il suit :

1.3.2. Ressources financières du ministère

développement, chargé du budget ;

- le Cabinet du Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie, des finances et du développement, chargé de l'aménagement du territoire ;
- le Secrétariat général.

Le Cabinet du Ministre de l'économie, des finances et du développement comprend :

- le Directeur de cabinet ;
- les Conseillers techniques et Chargés de missions ;
- l'Inspection générale des finances (IGF) ;
- l'Agence judiciaire de l'Etat (AJE) ;
- la Cordonation nationale de lutte contre la fraude (CNLF) ;
- la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF) ;
- le Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière (SP/PIF) ;
- le Secrétariat permanent de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (SP-ITIE) ;
- le Secrétariat permanent du Comité national de politique économique (SP/CNPE) ;
- le Secrétariat permanent du Comité de politique fiscale (SP/CPF) ;
- le Bureau d'analyse et des études stratégiques (BAES) ;
- l'Agence nationale du domaine foncier des organismes publics (ANDFOP) ;
- le Secrétariat particulier ;
- le Protocole ;
- la Sécurité.

Le Cabinet du Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie, des finances et du développement, chargé du Budget comprend :

- les Conseillers techniques ;
- le Chef de cabinet ;
- le Secrétariat particulier ;
- la Sécurité.

Le Cabinet du Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie, des finances et du développement, chargé de l'aménagement du territoire comprend :

- les Conseillers techniques ;
- le Chef de cabinet ;
- le Secrétariat particulier ;
- la Sécurité.

Enfin, le Secrétariat général comprend :

- les services du Secrétariat général ;
- les structures centrales ;
- les structures rattachées ;
- les structures de mission.

Les structures centrales du MINEFID sont les suivantes :

- la Direction générale des impôts (DGI) ;
- la Direction générale des douanes (DGD) ;
- la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP) ;
- la Direction générale de la coopération (DGCOP) ;
- la Direction générale du budget (DGB) ;
- la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DG-CMEF) ;
- la Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat (DGAIE) ;
- la Direction générale de l'économie et de la planification (DGEP) ;
- la Direction générale du développement territorial (DGD) ;
- la Direction générale des services informatiques (DGS) ;
- la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) ;
- la Direction de l'administration des finances (DAF) ;
- la Direction des marchés publics (DMP) ;
- la Direction des ressources humaines (DRH) ;
- la Direction des archives et de la documentation (DAD) ;
- la Direction de la communication et de la presse ministérielle (DCPM) ;
- la Direction du développement institutionnel et de l'innovation (DDII) ;
- le Bureau comptable matières principal (BCMP).

Certaines directions générales disposent de services déconcentrés. Il s'agit de :

- la Direction générale des douanes (DGD) avec les Directions régionales des douanes (DRD)¹,
- la Direction générale des impôts (DGI) avec les Directions régionales des impôts (DRI) et les Directions provinciales des impôts (DPI) ;
- la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP) avec les Trésoreries régionales (TR), la Trésorerie des missions diplomatique et consulaire (TMDC), les Trésoreries principales, les perceptions, les trésoreries auprès des ambassades et des missions permanentes du Burkina Faso à l'étranger, les perceptions auprès des consulats généraux du Burkina Faso à l'étranger, et les perceptions spécialisées auprès des ministères et institutions ;
- la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DG-CMEF) avec les Directions régionales du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DR-CMEF), les Directions provinciales du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DP-CMEF) et les Directions du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (D-CMEF) auprès des ministères et institutions ainsi que des EPE ;
- la Direction générale du Budget (DGB) avec les Directions régionales du budget (DRB) ;
- la Direction générale de l'économie et de la planification (DGEP) avec les Directions régionales de l'économie et de la planification (DREP).

Les structures rattachées sont celles sous tutelles du ministère et sont les suivantes :

- l'Ecole nationale des régies financières (ENAREF) ;
- l'Ecole nationale des douanes (END) ;
- l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD)² ;
- le Fonds burkinabè de développement économique et social (FBDES) ;
- la Loterie nationale burkinabè (LONAB).

Pour ce qui est des structures de missions, elles sont composées des projets et programmes sous-tutelle technique du MINEFID. En 2020, le portefeuille est constitué de dix huit (18) projets et programmes.

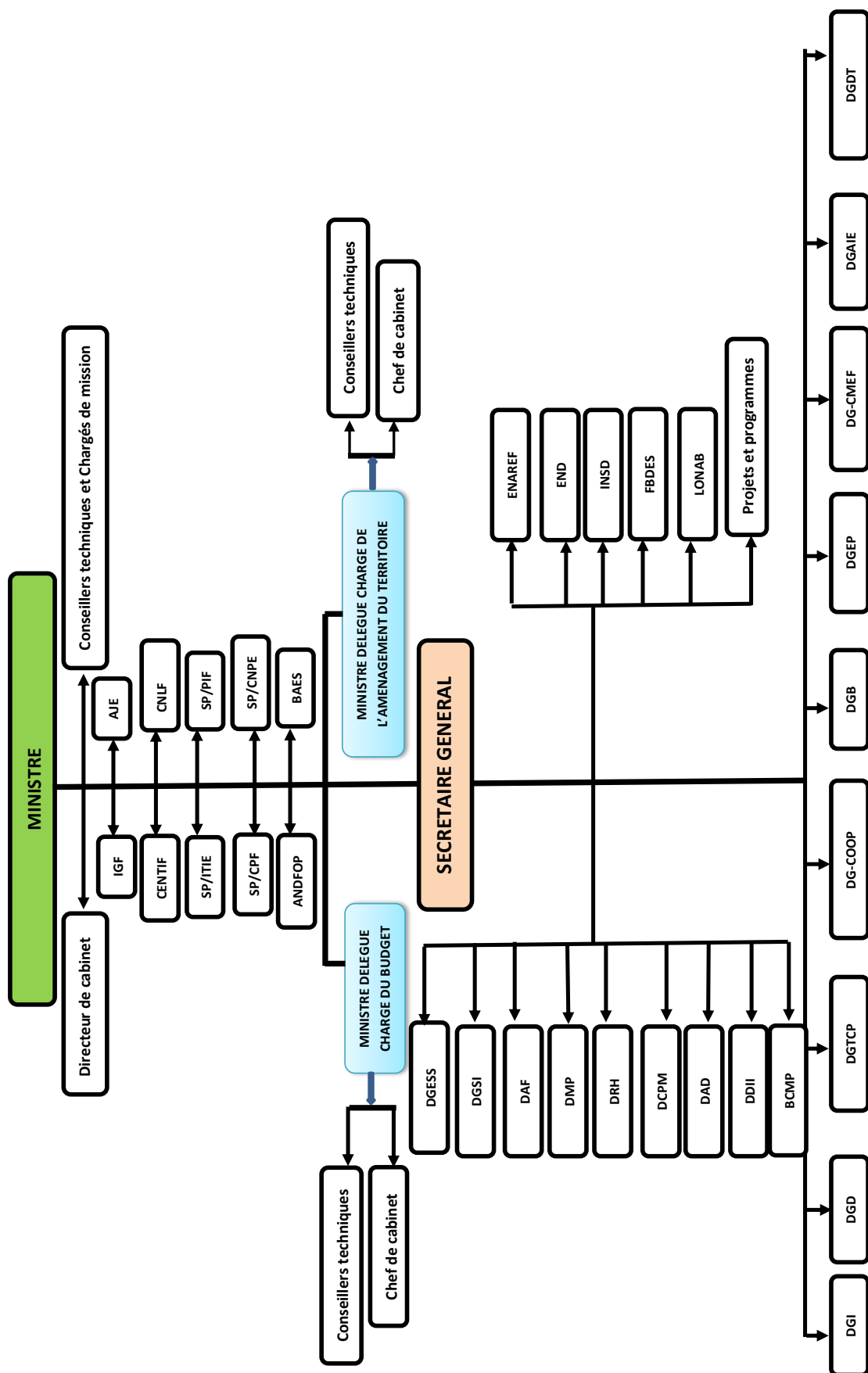
Par ailleurs, pour exécuter des missions spécifiques, les principaux cadres suivants ont été créés :

¹ La DGD dispose de sept (07) Directions régionales

² L'INSD dispose de trois (03) directions régionales

- le Comité national de la dette publique (CNDP) ;
- le Comité de suivi des délais de paiement et des marchés publics (CODEP-MP) ;
- le Comité de suivi de l'exécution du budget et de la trésorerie (CSEBT) ;
- le Cadre permanent de concertation (CPC) ;
- le Conseil d'administration du secteur ministériel (CASEM) ;
- le Comité de suivi de l'économie et du développement (COSED) ;
- le Comité ministériel de lutte contre le sida (CMLS) ;
- la Cellule genre ;
- la Cellule environnementale ;
- la Cellule ministérielle de déconcentration administrative (CMDA).

1.2. Organigramme du Ministère de l'économie, des finances et du développement



1.3. Moyens du Ministère de l'économie, des finances et du développement

1.3.1. Ressources humaines du ministère

Tableau N°1.1 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère par catégorie, par sexe et par statut

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Effectif total	6 203	7 022	7 385	7 648	7 849	7 983	8 368	8 538	9 312	9 411
Catégorie										
A et assimilés	1 881	2 080	2 253	2 241	2 302	2 414	2 480	2 844	3 370	3 385
B et assimilés	1 722	1 876	1 942	1 951	1 932	2 179	2 258	2 248	2 518	2 566
C et assimilés	1 536	1 727	1 813	1 874	2 025	1 987	2 253	2 049	2 158	2 185
D et assimilés	879	1 020	922	1 152	1 268	1 069	1 050	1 052	928	934
E et assimilés	185	319	455	430	322	334	327	345	338	341
Sexe										
Hommes	5 162	5 834	5 966	6 168	6 288	6 395	6 750	6 845	7 486	7 569
Femmes	1 041	1 188	1 419	1 480	1 561	1 588	1 618	1 693	1 826	1 842
Statut										
Fonctionnaires	5 829	6 264	6 157	6 384	6 382	6 491	8 113	8 323	9 202	9 327
Contractuels	374	758	1228	1264	1467	1492	255	215	110	84

Source : Direction des ressources humaines, base des données du personnel

Tableau N°1.2 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère par région

Région	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Boucle du Mouhoun	nd	210	217	213	219	223	251	235	208	214
Cascades	nd	196	207	190	225	229	214	230	228	237
Centre	nd	4051	4284	4672	4714	4794	5058	5183	6361	6372
Centre-Est	nd	386	413	356	409	416	428	366	361	367
Centre-Nord	nd	155	173	171	182	185	192	266	182	188
Centre-Ouest	nd	225	224	251	262	266	270	287	273	281
Centre-Sud	nd	238	231	237	232	236	231	209	212	218
Est	nd	321	337	310	333	339	345	327	321	327
Hauts-Bassins	nd	516	535	526	525	534	586	649	413	421
Nord	nd	201	214	213	214	218	223	226	222	228
Plateau Central	nd	112	116	122	127	129	136	148	133	143
Sahel	nd	207	211	206	227	231	238	216	202	208
Sud-Ouest	nd	204	223	181	180	183	196	196	196	207
Total	nd	7022	7385	7648	7849	7983	8368	8538	9312	9411

Source : Direction des ressources humaines, base des données du personnel

Tableau N°1.3 : Répartition de l'effectif du personnel par tranche d'âge

Tranche d'âge	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Moins de 20 ans	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0
20 à 24 ans	190	209	165	106	58	67	72	120	131	131
25 à 29 ans	1187	1270	1308	928	800	804	843	724	790	817
30 à 39 ans	2575	3002	3185	3586	3780	4000	4192	3911	4269	4304
40 à 49 ans	1476	1667	1791	1976	2097	2018	2115	2315	2520	2565
50 à 59 ans	773	874	935	1029	1114	1094	1146	1433	1564	1594
60 ans et plus	0	0	0	23	0	0	0	35	38	0
Total	6203	7022	7385	7648	7849	7983	8368	8538	9312	9411

Source : Direction des ressources humaines, base des données du personnel

Tableau N°1.4 : Répartition de l'effectif du personnel par ancienneté

Tranche d'ancienneté	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Moins de 5 ans	2098	2746	2729	2740	2363	2489	2609	1809	1974	2064
5 à 9 ans	1209	1370	1679	1846	2255	2347	2460	2744	2988	3048
10 à 14 ans	882	873	766	737	883	909	966	1390	1517	1577
15 à 19 ans	605	555	718	788	829	782	820	755	824	867
20 à 24 ans	580	468	519	654	681	613	643	699	763	812
25 à 29 ans	421	595	554	510	390	469	492	526	574	612
30 à 34 ans	358	339	364	320	388	276	289	430	469	377
35 ans et plus	50	76	56	53	60	98	89	185	202	54
Total	6203	7022	7385	7648	7849	7983	8368	8538	9312	9411

Source : Direction des ressources humaines, base des données du personnel

1.3.1. Ressources financières du ministère

Tableau N°1.5 : Evolution des dotations budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA)

Nature	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Dépenses courantes	18 178,6	40 138,7	42 828,0	45 878,3	46 949,2	39 600,4	43 516,5
Personnel	11 356,9	12 041,1	15 894,0	15 980,4	18 221,7	19 830,1	26 506,6
Fonctionnement	1 792,2	4 636,1	3 216,0	2 746,0	4 917,5	5 617,1	5 566,9
Transferts courants	5 029,5	23 461,5	23 718,0	27 151,9	23 810,0	14 153,2	11 443,0
Dépenses en capital	26 759,4	31 024,5	45 280,7	47 597,4	61 787,3	39 960,7	40 742,1
Equipements & Investissements	26 759,4	31 024,5	45 280,7	47 597,4	61 787,3	39 960,7	40 742,1
Ressources nationales	19 501,4	20 592,8	36 207,5	41 089,2	47 220,4	32 981,9	35 272,2
Ressources extérieures	7 258,0	10 431,7	9 073,2	6 508,2	14 566,9	6 978,9	5 469,9
Subventions	7 220,5	10 431,7	8 950,8	6 334,4	14 566,9	6 978,9	4 469,9
Prêts	37,5	0,0	122,4	173,8	0,0	0,0	1 000,0
Total	44 938,0	71 163,2	88 108,7	93 475,7	108 736,5	79 561,1	84 258,6

Source : Direction de l'administration des finances, Circuit informatisé des dépenses (CID)

Tableau N°1.6 : Dotations budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA)

Tableau N° 1.6 : Dotations budgétaires du ministère par nature (en millions € HT)						
2017			2018		2019	
	AE*	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires		85 275,3		109 892,3		109 596,5
Dépenses de personnel		28 279,7		28 157,4		35 177,5
Dépenses d'acquiisiions de biens et services		45 119,6		60 235,8		42 095,2
Dépenses de transferts courants		11 876,0		21 499,2		32 323,8
Depenses en capital	58 209,4	28 231,2	13 380,7	18 324,2	21 800,8	16 873,1
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	58 209,4	28 231,2	13 380,7	18 324,2	21 800,8	16 873,1
Financement sur budget national (ressources propres)	57 886,8	26 165,1	12 819,6	12 092,2	21 734,3	12 470,5
Financement sur ressources Extérieures	322,6	2 066,1	561,2	6 232,1	66,5	4 402,6
Subventions	322,6	2 066,1	561,2	4 524,2	66,5	3 622,0
Prêts	0,00	0,00	0,00	1 707,9	0,00	780,6
Total	58 209,4	113 506,5	13 380,7	128 216,6	21 800,8	126 469,7

Source : Direction de l'administration des finances, Circuit informatisé des dépenses (CID)

(*) il n'y a pas d'autorisation d'engagement pour les dépenses courantes.

Tableau N°1.7 : Evolution des situations d'exécution des dépenses budgétaires hors financements extérieurs du ministère (en millions FCFA)

Nature	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Dépenses courantes	18 752,0	40 702,7	40 767,9	40 767,9	38 930,1	38 664,8	43 500,2
Personnel	12 052,3	13 071,9	14 030,5	14 030,5	16 766,8	19 185,1	26 506,6
Fonctionnement	1 756,5	4 579,6	3 192,3	3 192,3	4 548,4	5 508,6	5 550,7
Transferts courants	4 943,2	23 051,2	23 545,1	23 545,1	17 614,9	13 971,1	11 442,9
Dépenses en capital	19 181,5	20 455,1	36 109,4	40 485,2	39 075,6	32 737,9	35 022,2
Total	37 933,5	61 157,8	76 877,3	81 253,1	78 005,7	71 402,7	78 522,4

Source : Direction de l'administration des finances, Circuit informatisé des dépenses (CID)

Tableau N°1.8 : Exécution budgétaire du ministère par nature (y compris les financements extérieurs en millions FCFA)

	2017		2018		2019	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP*
Dépenses ordinaires		83 830,2		102 297,1		107 201,0
Dépenses de personnel		27 470,0		24 602,9		34 533,0
Dépenses d'acquisitions de biens et services		44 800,1		59 383,2		41 791,6
Dépenses de transferts courants		11 560,1		18 311,0		30 876,3
Dépenses en capital	26 701,5	26 996,5	1 303,7	12 557,7	8 970,0	13 736,5
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	26 701,5	25 060,6	1 303,7	12 557,7	8 970,0	13 736,5
Dépenses de transferts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	26 701,5	110 826,7	1 303,7	114 854,8	8 970,0	120 937,5

Source : Direction de l'administration des finances, Circuit informatisé des dépenses (CID)

(*) Montant engagé visé et ordonnancé



DEUXIEME PARTIE :

QUELQUES DONNEES SOCIOECONOMIQUES



2.1. Données démographiques

Tableau N°2.1 : Evolution de l'effectif de la population par région et par sexe

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Région										
B. du Mouhoun	1 586 748	1 631 321	1 677 018	1 723 830	1 771 896	1 821 059	1 871 492	1 923 192	1 976 217	2 030 595
Cascades	613 229	637 279	661 936	687 170	713 059	739 497	766 540	794 192	822 445	851 276
Centre	2 043 943	2 136 581	2 231 807	2 329 499	2 429 718	2 532 311	2 637 303	2 744 666	2 854 356	2 966 307
Centre-Est	1 262 783	1 302 449	1 343 079	1 384 663	1 427 320	1 470 903	1 515 518	1 561 208	1 607 993	1 655 846
Centre-Nord	1 334 860	1 375 380	1 416 895	1 459 402	1 502 994	1 547 565	1 593 214	1 639 966	1 687 858	1 736 887
Centre-Ouest	1 310 644	1 348 784	1 387 860	1 427 894	1 468 966	1 510 975	1 554 040	1 598 159	1 643 388	1 689 721
Centre-Sud	703 358	722 631	742 378	762 632	783 430	804 709	826 548	848 940	871 927	895 498
Est	1 369 233	1 416 229	1 464 366	1 513 642	1 564 144	1 615 740	1 668 520	1 722 513	1 777 738	1 834 166
Hauts-Bassins	1 660 910	1 718 161	1 776 803	1 836 838	1 898 361	1 961 204	2 025 513	2 091 282	2 158 541	2 227 277
Nord	1 306 619	1 343 897	1 382 111	1 421 253	1 461 430	1 502 527	1 544 677	1 587 866	1 632 149	1 677 542
Plateau Central	764 574	785 746	807 444	829 692	852 536	875 910	899 884	924 474	949 697	975 568
Sahel	1 086 250	1 121 764	1 158 147	1 195 388	1 233 559	1 272 545	1 312 463	1 353 307	1 395 109	1 437 848
Sud-Ouest	687 826	708 336	729 362	750 893	772 973	795 549	818 685	842 382	866 662	891 529
Burkina Faso	15 730 977	16 248 558	16 779 206	17 322 796	17 880 386	18 450 494	19 034 397	19 632 147	20 244 080	20 870 060

Sexe

Hommes	7 590 133	7 839 350	8 095 324	8 357 967	8 627 830	8 904 256	9 187 904	9 478 805	9 777 136	10 082 776
Femmes	8 140 844	8 409 208	8 683 882	8 964 829	9 252 556	9 546 238	9 846 493	10 153 342	10 466 944	10 787 284

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Projections démographiques de 2007 à 2020 effectuées à partir du RGPH 2006

Tableau N°2.2 : Evolution du taux d'accroissement naturel de la population (en %)

	1960	1975	1985	1991	1996	2006
Taux d'accroissement naturel	1,8	2,2	3,2	2,9	3,1	3,4

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Enquête démographique 1991 et recensements de 1985, 1996 et 2006

2.2. Eléments de comptabilité nationale aux prix courants

Tableau N°2.3 : Evolution de la valeur ajoutée par secteur aux prix courants (en milliards FCFA)

Secteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Secteur primaire	1 207,7	1 311,8	1 523,5	1 569,8	1 631,2	1 583,3	1 651,4	1 686,2	2 057,9	1 890,1
Secteur secondaire	1 303,3	1 615,2	1 723,0	1 600,0	1 716,3	1 703,4	1 892,3	2 059,3	2 186,8	2 396,6
Secteur tertiaire	2 107,0	2 309,2	2 585,7	2 759,6	2 925,6	3 083,7	3 331,5	3 601,5	3 786,0	4 172,0
Impôts et taxes	384,2	456,6	580,9	710,8	611,4	625,0	729,9	844,2	889,7	910,5
Produit intérieur brut	5 002,2	5 692,8	6 413,1	6 640,1	6 884,5	6 995,3	7 605,1	8 191,3	8 920,4	9 369,2

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels (2010 à 2019)

Tableau N°2.4 : Evolution de l'emploi du PIB, valeurs courantes (en milliards FCFA)

Emploi du PIB	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Consommation finale des ménages	3 418,2	3 745,0	4 238,0	4 531,3	4 594,2	4 738,0	4 938,6	5 152,0	5 424,0	5 654,1
Consommation publique	723,2	813,3	914,2	973,2	1 065,4	1 115,3	1 255,4	1 453,1	1 515,9	1 781,9
Consommation Finale ISBL-SM	163,0	165,7	195,7	217,5	240,3	265,3	290,6	300,4	314,1	343,7
Importation des biens et services	1 428,5	1 782,0	2 221,5	2 454,1	2 195,6	2 307,2	2 431,9	2 688,1	2 870,1	2 937,8
Exportation des biens et services	1 026,2	1 491,3	1 705,8	1 797,9	1 854,1	1 826,3	1 970,9	2 166,8	2 509,3	2 376,9
FBCF	1 006,6	1 202,0	1 420,8	1 559,3	1 284,7	1 339,4	1 539,7	1 710,6	1 769,0	1 919,2
Variation des stocks	93,4	57,5	160,2	15,1	41,4	17,2	40,8	95,3	256,9	229,8
Aquisition moins cessions d'objets de valeur	na	na	na	na	na	1,0	1,1	1,2	1,4	1,5
Produit intérieur brut	5 002,2	5 692,8	6 413,1	6 640,1	6 884,5	6 995,3	7 605,1	8 191,3	8 920,4	9 369,2

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels (2010 à 2019)

2.3. Eléments de comptabilité nationale aux prix constants

Tableau N°2.5 : Evolution de la valeur ajoutée brute par secteur, volumes chaînés à partir de 2015 (en milliards FCFA)

Secteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Secteur primaire	1 391,0	1 359,6	1 475,4	1 567,0	1 636,0	1 583,3	1 650,2	1 646,8	1 865,6	1 898,1
Secteur secondaire	1 252,5	1 409,3	1 385,0	1 449,4	1 600,0	1 703,4	1 789,3	1 894,9	1 947,9	1 992,6
Secteur tertiaire	2 278,3	2 427,8	2 636,5	2 779,5	2 920,3	3 083,7	3 289,6	3 493,0	3 621,3	3 925,3
Impôts et taxes	442,7	508,5	603,2	661,8	580,1	625,0	683,0	830,5	965,6	1 079,1
Produit intérieur brut	5 373,4	5 729,2	6 098,9	6 452,2	6 731,4	6 995,3	7 412,1	7 871,9	8 401,8	8 880,6

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels (2010 à 2019)

Tableau N°2.6 : Evolution de l'emploi du PIB, volumes chaînés à partir de 2015 (en milliards FCFA)

Emplois du PIB	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Consommation finale des ménages	3 689,8	3 909,7	4 270,8	4 534,6	4 580,4	4 738,0	4 929,9	5 110,2	5 311,5	5 607,3
Consommation publique	769,1	828,8	886,1	939,6	997,5	1 115,3	1 233,8	1 398,4	1 406,2	1 602,4
Consommation Finale ISBL-SM	181,9	181,0	207,3	227,2	244,6	265,3	286,2	290,7	301,9	330,3
Importation des biens et services	1 429,4	1 718,3	2 036,4	2 278,2	2 075,3	2 307,2	2 476,1	2 726,3	3 176,5	3 496,2
Exportation des biens et services	1 141,7	1 410,1	1 412,9	1 687,7	1 798,4	1 826,3	1 874,1	2 034,2	2 294,6	2 167,8
FBCF	926,2	1 072,3	1 224,3	1 325,6	1 154,4	1 339,4	1 518,1	1 654,5	2 026,6	2 374,7
Variation des stocks	141,6	82,3	222,2	14,3	42,5	17,2	45,0	109,2	235,6	317,2
Aquisition moins cessions d'objets de valeur	na	na	na	na	na	1,0	1,0	1,2	1,3	1,3
Produit intérieur brut	5 373,4	5 729,2	6 098,9	6 452,2	6 731,4	6 995,3	7 412,1	7 871,9	8 401,8	8 880,6

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels (2010 à 2019)

2.4. Autres éléments de comptabilité nationale

Tableau N°2.7 : Evolution des taux de croissance du produit intérieur brut, de la consommation finale des ménages et du PIB réel/habitant aux prix constants de 2015

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Croissance du PIB réel (%)	8,4	6,6	6,5	5,8	4,3	3,9	6,0	6,2	6,7	5,7
Taux de croissance de la consommation finale des ménages (%)	5,2	6,0	9,2	6,2	1,0	3,4	4,1	3,7	3,9	5,6
PIB réel / habitant (en milliers de FCFA)	318,0	350,4	382,2	383,3	385,0	379,1	399,5	417,2	440,6	448,9

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels (2010 à 2019)

2.5. Indicateurs de l'inflation

Tableau N°2.8 : Evolution des indicateurs de l'inflation

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Déflateur annuel du PIB base 100 de 2015	132,3	141,1	149,3	146,2	145,3	140,8	139,0	145,6	149,0	102,9
Déflateur de la consommation finale des ménages base 100 de 2015	92,6	95,8	99,2	99,9	100,3	100,0	100,2	100,8	102,1	100,8
Taux d'inflation annuel (%)	-0,6	2,8	3,8	0,5	-0,3	0,9	-0,2	2,9	1,9	-3,2

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels (2010 à 2019)

2.6. Indice de développement humain

Tableau N°2.9 : Evolution des indicateurs de développement humain

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Indice du développement humain	0,329	0,331	0,343	0,388	0,402	0,402	0,420	0,423	0,434	nd
Rang	161	181	183	181	183	185	182	183	182	nd
Nombre de pays classés	182	187	187	187	188	188	189	189	189	nd

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Rapports mondiaux sur le développement humain du PNUD

Tableau N°2.10 : Evolution de l'espérance de vie selon le sexe (en années)

Sexe	1985	1991	1996	2006
Hommes	48,2	50,7	53,5	55,8
Femmes	48,8	53,2	54,1	57,5
Ensemble	48,5	52,2	53,8	56,7

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Enquête démographique (1991) et recensements (1985, 1996 et 2006)

2.7. Indicateurs de pauvreté

Tableau N°2.11 : Evolution des indices de pauvreté

Indices de pauvreté	1994	1998	2003	2009*	2014*
Seuil de pauvreté (en FCFA)	41 099	72 690	82 672	130 735	153 530
Incidence P0 (%)	44,5	45,3	46,4	46,7	40,1
Profondeur P1 (%)	13,9	13,7	15,6	15,1	9,7
Sévérité P2 (%)	6,0	5,9	7,1	6,7	3,3

Source : Institut national de la statistique et de la démographie.

(*) Changement d'approche méthodologique.



TROISIEME PARTIE :

SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET



3.1. Recettes budgétaires

3.1.1. Situation globale des recettes

Tableau N°3.1 : Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget objet (en milliards de FCFA)

Nature	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Recettes ordinaires	647,55	832,34	997,76	1 096,46	1 051,23	1 033,40	1 201,79
Recettes fiscales	524,90	728,36	885,39	971,26	927,91	913,66	1 040,29
Recettes non fiscales	111,03	96,84	106,78	121,53	121,51	115,34	160,05
Recettes en capital	11,62	7,14	5,59	3,67	1,81	4,39	1,45
Recettes extraordinaires	269,79	233,99	223,71	328,49	378,42	269,04	403,13
Dons	139,08	148,15	180,96	187,75	203,98	134,60	229,78
Emprunts	130,71	85,85	42,75	140,73	174,44	134,44	173,36
Recettes budgétaires	793,23	881,54	1 056,06	1 326,24	1 474,88	1 320,28	1 436,53

Source : Direction générale du budget, Lois de règlements

Tableau N°3.2 : Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget programme (en milliards de FCFA)

	2017	2018	2019
Recettes ordinaires	1 355,60	1 439,91	1 660,19
Vente de produits		3,21	0,00
Recettes fiscales	1 191,24	1 252,64	1 355,77
Recettes non fiscales	122,23	144,81	293,50
Produits financiers	27,76	2,63	2,55
Recettes exceptionnelles	14,37	36,62	8,38
Recettes extraordinaires	122,17	151,55	144,97
Dons programmes	60,99	78,59	102,43
Dons projets et legs	61,18	72,95	42,53
Recettes totales	1 477,77	1 591,45	1 805,16

Source : Direction générale du budget ; Direction générale du trésor et de la comptabilité publique ; Direction générale des impôts ; Direction générale des douanes ; Direction générale de la coopération

Tableau N°3.3 : Evolution des recouvrements par régie au profit du budget de l'Etat (en milliards FCFA)

Régie	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
DG Douanes	244,33	313,41	441,06	476,10	431,35	440,46	488,17	575,21	639,18	638,29
DG Impôts	313,56	386,12	464,73	521,54	521,89	503,54	595,02	673,37	723,48	844,64
DG Trésor	118,26	101,39	106,57	121,38	119,25	116,72	148,81	149,13	178,00	323,07
Ensemble	676,15	800,92	1 012,36	1 119,02	1 072,49	1 060,72	1 232,00	1 397,71	1 540,66	1 806,00

Source : Direction générale du trésor et de la comptabilité publique ; Direction générale des impôts ; Direction générale des douanes

3.1.2. Situation détaillée des recettes par nature et par région

3.1.2.1. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale des impôts

Tableau N°3.4 : Evolution des recouvrements des impôts par nature de recettes (en milliards FCFA)

Nature	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Total Budget Etat	313,56	386,12	464,73	521,54	521,89	503,54	595,02	673,37	723,48	844,64
Recettes fiscales	313,54	386,12	464,59	521,40	521,88	503,54	594,99	673,37	723,48	844,64
Recettes non fiscales	0,02	0,01	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes en capital	0,00	0,00	0,14	0,11	0,01	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00
Recettes recouvrées au profit des collectivités	15,26	14,19	16,35	19,41	20,21	19,10	22,83	22,30	27,63	29,92
Ensemble	328,82	400,31	481,08	540,95	542,10	522,64	617,85	695,67	751,11	874,57

Source : Direction générale des impôts

Tableau N°3.5 : Evolution des impôts par grande catégorie (en milliards FCFA)

Grande catégorie	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Impôts directs	139,06	206,01	261,93	284,49	270,02	242,44	295,16	334,10	387,71	461,67
Impôts sur la propriété	4,16	4,90	5,77	7,15	9,43	7,52	10,69	8,42	7,81	8,59
Taxes sur les biens et services	170,15	174,94	196,71	229,32	242,18	253,31	288,47	330,19	327,23	373,66
Autres taxes	0,18	0,27	0,32	0,57	0,26	0,26	0,70	0,65	0,74	0,73
Total	313,56	386,12	464,73	521,54	521,89	503,54	595,02	673,37	723,48	844,64

Source : Direction générale des impôts

Tableau N°3.6 : Evolution des impôts directs par type d'impôt (en milliards FCFA)

Type	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Impôts sur les sociétés	67,03	122,37	156,89	169,84	162,67	132,05	163,45	173,79	209,66	249,43
Impôt progressif sur les revenus*	0,08	0,09	0,13	0,04	0,02	0,02	0,01	0,05	na	na
Impôt unique sur les traitements et salaires	50,81	56,16	67,94	73,66	63,48	65,65	78,32	89,66	101,50	113,74
Reversement des honoraires des greffiers et notaires	0,02	0,01	0,09	na	na	na	na	na	na	na
Impôts sur les bénéfices industriels des personnes physiques	3,13	3,27	4,63	4,77	4,24	4,83	4,88	19,74	16,13	26,25
Impôts sur les bénéfices non commerciaux	2,40	2,74	3,00	3,88	3,96	4,81	6,05	6,67	8,01	9,48
Impôt sur les revenus des valeurs mobilières	5,88	11,42	17,44	17,48	21,38	18,93	23,81	22,75	30,12	na
Impôts sur les revenus des créances	1,62	2,33	3,14	4,23	3,75	4,70	5,46	6,15	4,71	na
Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers**	na	na	na	na	na	na	na	na	na	43,92
Impôt sur les revenus fonciers	2,34	2,29	2,34	2,89	2,92	3,21	3,67	4,14	4,81	4,87
Taxe sur la plus-value des valeurs immobilières	0,26	0,35	0,44	0,40	0,19	0,37	0,73	1,18	0,35	0,76
Taxe patronale d'apprentissage	5,48	4,99	5,90	7,29	7,41	7,89	8,76	10,81	12,43	13,21
Ensemble	139,06	206,01	261,93	284,49	270,02	242,44	295,16	334,95	387,71	461,67

Source : Direction générale des impôts

(*) depuis 2018, cet impôt est pris en compte dans l'IUTS ; (**) à compter de 2019, l'IRC et l'IRVM ont été fusionnés pour donner l'IRCM

Tableau N°3.7 : Evolution des impôts sur la propriété par type (en milliards FCFA)

Type	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Droits d'inscription et d'immatriculation foncière	1,32	1,33	1,24	1,45	1,60	1,16	1,67	1,62	1,82	2,49
Droits de mutation	2,80	3,48	4,29	5,57	7,67	6,16	8,84	6,70	5,81	5,78
Droits de succession	0,03	0,07	0,22	0,12	0,13	0,18	0,17	0,10	0,16	0,27
Droits de donation	0,01	0,01	0,03	0,02	0,02	0,02	0,02	0,01	0,01	0,05
Impôts sur la propriété	4,16	4,89	5,78	7,16	9,42	7,52	10,69	8,42	7,81	8,59

Source : Direction générale des impôts

Tableau N°3.8 : Evolution des taxes sur les biens et services par type (en milliards FCFA)

Type	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Taxes sur la valeur ajoutée	120,16	129,28	142,43	166,27	169,24	178,48	201,85	228,04	222,16	269,60
Taxes sur les boissons	8,37	9,72	11,53	13,74	15,49	16,63	19,55	23,79	24,26	27,56
Taxes sur les tabacs	7,23	7,84	9,55	10,91	11,83	15,21	17,67	18,36	22,27	24,16
Contribution du secteur boisson	3,89	4,56	5,42	6,55	7,54	8,21	9,46	10,48	10,61	1,08
Taxe sur les jeux de hasard	na	na	na	na	na	na	na	na	1,34	0,85
Taxe sur les contrats d'assurances	1,75	2,61	3,06	3,14	3,78	3,81	4,37	4,34	4,01	4,40
Licences*	0,19	0,21	0,28	0,22	0,02	0,02	0,06	0,02	na	na
Autres droits d'enregistrement	22,20	15,56	18,61	22,25	24,69	21,31	24,41	30,87	29,29	32,21
Droits de timbre	5,68	4,57	5,19	5,52	6,86	6,54	7,99	10,19	9,79	9,96
Taxes pour le développement touristique	0,68	0,60	0,64	0,72	0,75	0,72	0,68	0,81	0,87	0,87
Taxe spécifique sur les entreprises de télécommunication	na	na	na	na	1,98	2,39	2,43	2,45	2,63	2,76
Prélèvement sur les Billets d'Avion (PBA)	na	na	na	na	na	na	na	na	na	0,20
Taxes sur biens et services	170,15	174,94	196,71	229,32	242,18	253,31	288,47	329,34	327,23	373,66

Source : Direction générale des impôts

(*) La taxe sur les licences n'est plus comptabilisée au budget de l'Etat. Elle est versée aux collectivités territoriales à partir de 2018.

Tableau N°3.9 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGI par nature (en milliards FCFA)

Nature	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Total recettes budget national	24,26	68,87	106,27	87,70	73,55	61,52	68,85	87,10	97,09	103,81
Total Recettes Fiscales	24,26	68,87	106,27	87,70	73,55	61,52	68,85	87,10	97,09	103,81
Autres droits d'enregistrement (ADE)	0,00	0,00	0,00	0,05	0,02	0,02	0,04	0,01	0,02	0,01
Impôt sur les sociétés (IS)	na	33,27	57,39	49,40	41,55	20,66	26,41	38,82	48,99	53,08
Impôt sur les revenus des créances dépôts et cautionnements (IRC)	0,00	0,00	0,00	1,01	0,18	0,16	0,18	2,58	5,63	na
Impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRVM)	1,01	2,16	4,19	1,49	2,18	3,34	6,33	1,47	0,00	na
Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers (IRCM)	na	na	na	na	na	na	na	na	na	4,61
Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)	9,24	12,17	17,25	14,76	13,94	16,02	19,04	21,29	22,36	22,90
Impôt sur les bénéfices industriels des personnes physiques / Minimum forfaitaire de perception (BIC-PP/MFP)	3,27	0,17	0,09	0,12	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,13
Retenues à la source / Impôts sur les revenus fonciers (RET/IRF)	0,05	0,07	0,08	0,08	0,14	0,11	0,10	0,10	0,11	0,13
Retenues intérieures (RET/INT)	3,17	3,58	7,85	4,35	3,84	na	0,00	0,00	0,00	0,00
Retenues extérieures (RET/EXT)	1,25	2,00	2,56	1,99	1,70	4,96	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe patronale et d'apprentissage (TPA)	0,07	0,16	0,31	0,51	0,62	0,97	0,88	2,03	1,84	2,23
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	6,21	15,30	16,56	13,94	9,39	15,27	15,42	20,34	18,13	20,65
Taxe sur la plus-value immobilière (TPVI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,46	0,47	0,01	0,06
Produits divers et accidentels (PDA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Impôts sur les bénéfices non commerciaux	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	0,01
Droits de timbre	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	0,00
Total recettes hors budget de l'Etat	nd	nd	nd	nd	0,09	0,71	0,54	0,97	1,69	1,83
Patente	nd	nd	nd	nd	0,07	0,08	0,40	0,82	1,54	1,68
Pénalités/Assiette	nd	nd	nd	nd	0,01	0,40	0,07	0,06	0,01	0,00
Pénalités/Recouvrement	nd	nd	nd	nd	0,01	0,23	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de poursuite	nd	nd	nd	nd	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Nature	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Taxes sur la voirie	nd	nd	nd	nd	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00
Taxes sur les biens de mainmorte	nd	nd	nd	nd	0,00	0,00	0,06	0,08	0,12	0,14
Taxe sur les véhicules à moteurs	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	0,01
Taxe sur les propriétés bâties et non bâties	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	0,00
Total recettes minières	24,26	68,87	106,27	87,70	73,65	62,23	69,39	88,06	98,78	105,64

Source : Direction générale des impôts

3.1.2.2. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale des douanes

Tableau N°3.10 : Evolution des recouvrements de la DGD par type (en milliards FCFA)

Type	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Recettes fiscales	237,82	305,96	430,43	464,37	422,47	430,81	476,04	561,64	625,60	624,70
Recettes non fiscales	6,51	7,45	10,63	11,73	8,87	9,65	12,13	13,57	13,58	13,59
Total	244,33	313,41	441,06	476,10	431,35	440,46	488,17	575,21	639,18	638,29

Source : Direction générale des douanes

Tableau N°3.11 : Evolution des recettes douanières par grandes catégories (en milliards FCFA)

Grandes catégories	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018*	2019
Taxes sur biens et services	151,86	193,98	278,93	295,74	276,80	285,72	316,94	380,45	423,44	428,82
Commerce International	85,48	99,52	133,49	149,47	129,14	127,30	139,17	159,51	180,42	174,91
Autres recettes fiscales	0,47	12,46	18,01	19,16	16,53	17,79	19,93	21,68	21,74	20,97
Autres recettes non fiscales	6,51	7,45	10,63	11,73	8,87	9,65	12,13	13,57	13,58	13,59
Total	244,33	313,41	441,06	476,10	431,34	440,46	488,17	575,21	639,18	638,29

Source : Direction générale des douanes

(*) Les amendes initialement comptabilisées dans le Commerce international, sont prises en compte dans les autres recettes fiscales à partir de 2018.

Tableau N°3.12 : Evolution des taxes douanières sur les biens et services par nature (en milliards FCFA)

Nature	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018*	2019
Taxe sur la valeur ajoutée	116,04	153,15	226,86	256,99	220,71	214,68	238,73	283,89	315,56	317,06
Taxe boissons	1,63	2,09	2,49	1,87	1,42	1,36	1,59	1,45	1,83	1,46
Colas	0,34	0,29	0,08	0,09	0,11	0,13	0,14	0,13	0,07	0,08
Tabacs/allumettes	0,14	0,73	0,52	0,78	0,69	0,79	1,19	1,28	1,84	1,71
Café/Thé	0,59	0,60	0,82	1,10	0,99	1,48	1,28	1,25	1,43	1,75
Taxes sur les produits pétroliers	31,71	35,49	46,34	33,02	50,99	65,27	71,82	90,17	100,04	102,92
Taxes sur les produits de la parfumerie et des cosmétiques	0,24	0,20	0,26	0,24	0,26	0,25	0,32	0,24	0,27	0,35
Redevance informatique	1,17	1,43	1,56	1,65	1,63	1,77	1,88	2,04	2,08	2,33
Taxe sur les emballages plastiques	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	0,00	0,12	0,56
Taxe sur les véhicules de Tourisme	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	0,00	0,20	0,60
Total	151,86	193,98	278,93	295,74	276,80	285,72	316,94	380,45	423,44	428,82

Source : Direction générale des douanes

(*) Avant 2018, les taxes sur les emballages plastiques et celles sur les véhicules de tourisme étaient prises en compte dans les droits de douanes.

Tableau N°3.13 : Evolution des recettes liées au commerce international (en milliards FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018*	2019
Droit de douanes	75,04	87,56	118,04	132,03	114,65	112,25	123,15	140,24	159,78	154,22
Redevance statistique	8,86	10,00	14,58	16,80	13,81	14,45	15,60	18,82	20,19	20,25
Contribution du secteur élevage	0,43	0,46	0,64	0,63	0,68	0,60	0,42	0,45	0,45	0,42
Amendes	1,15	1,49	0,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	na	na
Total	85,48	99,51	133,49	149,46	129,14	127,30	139,17	159,51	180,42	174,89

Source : Direction générale des douanes

(*) les amendes initialement comptabilisées dans le Commerce international, sont prises en compte dans les autres recettes fiscales à partir de 2018

Tableau N°3.14 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGD par nature (en millions FCFA)

Nature	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Acompte Impôt sur le Bénéfice (AIB)	184,86	91,26	91,79	131,77	72,18	155,55	157,11	67,72
Contribution pour le programme de vérification des importations (CPVI)	1 913,37	2 096,45	1 019,29	1 473,07	1 464,90	2 203,18	2 018,55	2 091,37
Droit de douanes (DD)	12 045,11	17 071,32	11 044,60	11 611,89	11 461,78	13 246,11	15 750,84	16 085,69
Intérêt de retard (IDR)	0,00	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prélèvement communautaire (CEDEAO)	1 501,17	1 759,05	1 118,39	1 299,44	1 242,83	1 747,40	1 770,24	1 906,48
Prélèvement communautaire de solidarité (UEMOA)	2 140,01	2 366,37	1 165,02	1 685,58	1 668,35	2 313,72	1 896,27	1 915,95
Péage (PEA)	38,39	45,96	29,58	38,15	34,74	43,95	46,15	48,27
RRO/RCP (*)	20,51	13,43	6,92	22,00	15,92	65,45	59,05	88,76
Redevance informatique (RI)	154,51	78,31	60,61	64,39	70,95	91,55	98,88	115,10
Redevance statistique (RS)	3 002,33	3 518,10	2 236,78	2 598,88	2 485,65	3 494,77	3 540,47	3 812,94
Remise spéciale (RSP)	175,97	81,22	58,03	64,77	65,51	78,55	90,00	92,99
Taxe sur la marge bénéficiaire (TMB)	0,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spécifique sur les produits de la parfumerie et des cosmétiques (TPPC)	0,78	0,00	0,05	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01
Taxe sur les produits pétroliers (TPP)	0,00	1 161,10	6 375,22	7 691,69	8 401,04	10 435,28	11 968,23	12 803,88
Taxe sur les boissons (TSB)	0,06	0,63	0,00	0,20	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les emballages plastiques (TEP)	na	na	na	na	na	na	na	3,38
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	41 601,06	60 158,61	36 711,97	39 567,38	40 126,04	46 675,54	55 403,16	56 270,49
Total	62 779,02	88 441,93	59 918,27	66 249,21	67 109,88	80 551,05	92 798,97	95 303,04

Source : Direction générale des douanes

(*) RRO/RCP= Rémunération pour la reprographie des œuvres littéraires et artistiques sur les supports graphiques et analogues (RRO)/Rémunération pour copie privée (RCP).

3.1.2.3. Situation des recettes mobilisées par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

Tableau N°3.15 : Evolution des recouvrements de la DGTCP par nature (en milliards FCFA)

Nature	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Recettes courantes	109,00	94,09	101,37	119,67	117,28	112,73	147,28	135,57	168,50	314,30
Recettes fiscales	2,78	3,52	3,66	4,39	1,94	3,70	4,33	3,25	5,19	5,12
Recettes non fiscales	106,22	90,57	97,71	115,28	115,34	109,03	142,96	132,33	163,31	309,18
Recettes en capital	9,39	7,30	5,20	1,71	1,97	3,99	1,53	13,55	9,50	8,77
Total	118,39	101,39	106,57	121,38	119,25	116,72	148,81	149,13	178,00	323,07

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Recette générale

Tableau N°3.16 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGTCP par type (en milliards FCFA)

Type	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Royalties ou redevances proportionnelles	12,60	31,00	37,45	33,64	30,89	31,14	38,64	42,56	51,60	59,19
Taxes superficielles part Etat	0,00	2,48	3,34	3,59	2,98	6,36	5,06	8,11	8,86	6,91
Taxes superficielles part collectivités	0,00	0,00	0,84	0,90	0,75	1,59	1,26	2,03	2,22	1,73
Droits fixes/titre minier	0,37	0,57	0,74	0,39	0,46	0,40	0,27	1,14	1,60	0,92
Frais de dossier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00
Pénalités	0,03	0,12	0,63	0,11	0,01	0,10	0,02	0,10	0,16	0,19
Total	13,00	34,17	43,00	38,64	35,10	39,59	45,26	53,93	64,45	68,94

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Recette générale

3.1.3. Mobilisation des ressources propres par Unité de recouvrement (UR)

Tableau N°3.17 : Evolution des recouvrements par UR de la DGI au profit du budget de l'Etat (en milliards de FCFA)

Unité de recouvrement	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
DGE	256,51	318,32	384,42	424,00	426,23	406,62	497,01	564,03	603,42	715,78
DME-C I	29,86	34,89	39,47	49,52	44,05	41,58	38,08	35,85	38,38	44,63
DME-C II	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,42	25,31	30,49	29,70
DME-HBS	2,65	2,95	3,20	3,74	2,94	2,96	3,50	3,88	4,02	4,23
DGUF-O	2,33	3,03	3,64	4,55	5,81	4,69	6,12	5,05	4,03	4,79
DGUF-B	0,39	0,60	0,80	1,02	1,29	0,98	1,60	1,09	1,34	1,10
DRI-C	14,67	17,16	21,83	25,70	28,14	34,65	25,92	22,68	24,76	27,93
DRI-PC	0,00	0,56	0,73	0,92	0,94	0,77	1,02	1,03	1,24	1,33
DRI-CS	0,00	0,32	0,44	0,51	0,50	0,49	0,56	0,58	0,57	0,63
DRI-HBS	2,30	1,74	2,14	2,56	2,82	2,48	2,20	2,71	2,96	2,85
DRI-CSC	0,00	0,66	0,68	0,80	0,81	0,80	0,87	1,03	1,07	1,10
DRI-SO	0,00	0,34	0,40	0,47	0,46	0,39	0,48	0,52	0,59	0,61
DRI-CO	1,02	1,25	1,57	1,38	1,42	1,28	1,51	1,71	1,92	2,07
DRI-BMH	0,70	0,72	0,89	1,03	1,08	0,96	1,04	1,41	1,77	1,68
DRI-CN	0,79	0,57	0,76	0,95	1,02	0,96	1,24	1,55	1,49	1,25
DRI-SHL	0,00	0,38	0,47	0,69	0,78	0,60	0,72	0,74	0,98	0,86
DRI-N	0,91	1,00	1,23	1,39	1,28	1,08	1,24	1,50	1,46	1,27
DRI-E	1,38	0,84	1,10	1,32	1,24	1,19	1,30	1,35	1,34	1,27
DRI-CE	0,00	0,77	0,96	1,01	1,07	1,04	1,18	1,35	1,65	1,47
BRIGADE Mixte	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ensemble	313,56	386,12	464,73	521,54	521,89	503,54	595,02	673,37	723,48	844,53

Source : Direction générale des impôts

Tableau N°3.18 : Evolution des recouvrements par UR de la DGD (en de milliards FCFA)

Unité de recouvrement	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Direction régionale du centre	183,09	242,41	360,40	386,47	333,64	344,64	387,81	449,21	500,39	497,98
Direction régionale du centre-sud	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,05	7,42	6,89
Direction régionale de l'ouest	45,51	51,52	69,06	82,89	90,81	87,62	92,24	110,61	120,65	124,01
Direction régionale du centre-est	12,53	14,93	7,88	3,59	3,82	4,78	5,03	6,28	6,60	6,40
Direction régionale de l'est	1,52	2,09	2,04	1,71	1,60	1,63	1,77	1,93	2,35	1,42
Direction régionale du sud-ouest	1,20	1,79	1,01	0,75	0,77	0,79	0,25	0,76	0,84	0,85
Direction régionale du nord	0,47	0,66	0,67	0,70	0,72	1,00	1,07	1,37	0,93	0,73
Total	244,32	313,41	441,06	476,10	431,35	440,46	488,17	575,21	639,18	638,29

Source : Direction générale des douanes

Tableau N°3.19 : Evolution des recouvrements par UR de la DGTCP (en milliards de FCFA)

Unité de recouvrement	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Groupe RG	115,42	98,14	103,01	117,60	115,55	113,19	145,18	145,22	178,00	323,07
Recette Générale	66,30	20,65	13,05	30,03	9,23	12,57	19,17	15,74	28,36	151,39
DAMOF	10,89	14,69	19,80	22,13	38,35	24,48	32,62	33,23	43,08	60,84
DDP	8,54	10,22	8,67	4,66	5,54	6,53	2,31	14,89	13,93	10,86
TMDC	2,52	2,40	2,57	2,92	2,78	2,82	2,90	3,32	3,17	3,10
SCSP	2,10	2,63	2,79	3,06	2,85	2,89	2,82	2,75	0,00	0,00
AJT	1,49	0,89	0,79	1,90	3,40	6,13	1,40	0,77	0,47	0,74
PS/MINEFID	1,86	1,79	1,17	1,30	1,32	1,06	2,05	1,93	1,92	1,29
PS/MTMUSUR	1,66	2,11	2,45	2,55	2,71	2,89	3,10	3,26	3,82	4,75
PS/MCIA	0,63	0,86	1,04	1,00	0,92	0,19	14,99	0,36	0,40	1,01
PS/MATDSI	1,60	2,36	2,45	2,92	4,11	3,94	4,59	4,23	3,95	4,32
PS/MEEVCC	1,36	1,35	1,50	1,41	1,70	1,72	1,84	1,56	1,62	1,23
PS/MCAT	0,15	0,08	0,12	0,08	0,12	0,05	0,13	0,08	0,16	0,06
PS/MESRSI	0,43	0,49	0,49	0,75	0,79	0,82	0,03	0,03	0,03	0,04
PS/MMC	14,46	35,65	44,07	40,11	36,78	40,15	48,04	55,76	67,66	73,10
PS/MAAH	0,39	0,50	0,46	0,52	0,56	0,60	0,60	0,68	0,68	0,63
PS/MJDHPDC	0,26	0,47	0,52	0,89	1,44	2,04	1,15	1,23	2,70	3,28
PS/MUH	0,24	0,14	0,24	0,23	0,27	0,18	0,22	0,25	0,55	0,31
PS/MFSNF	0,08	0,14	0,14	0,16	0,11	0,09	0,08	0,02	0,04	0,02
PS/MFPTPS	0,15	0,51	0,29	0,38	0,46	0,44	0,56	0,78	0,91	0,80
PS/MSANTE	0,13	0,07	0,20	0,29	0,41	0,40	0,45	0,43	0,55	0,54
PS/MENA	0,08	0,08	0,09	0,12	0,13	0,14	1,01	1,14	1,39	1,48
PS/MRAH	0,07	0,02	0,08	0,14	0,16	0,16	0,30	0,20	0,17	0,18
PS/MJFIP	0,04	0,03	0,05	0,05	0,04	0,04	0,07	0,09	0,03	0,04
PS/MAECBE	na	na	na	na	0,11	0,11	0,12	0,12	0,11	0,12
PS/MDENP	na	na	na	na	0,03	0,01	0,00	0,02	0,06	0,04
PS/MDNAC	na	na	na	na	1,23	2,79	4,62	2,35	2,26	2,87
Groupe TR*	2,97	3,25	3,57	3,78	3,70	3,54	3,63	3,91	na	na
TRHB	0,88	0,93	0,97	1,00	1,05	1,04	1,06	1,09	na	na
TRCas	0,16	0,17	0,19	0,21	0,22	0,23	0,21	0,20	na	na
TRBM	0,13	0,11	0,13	0,13	0,13	0,11	0,13	0,14	na	na
TRCO	0,06	0,07	0,08	0,13	0,09	0,10	0,12	0,11	na	na
TRSO	0,06	0,07	0,08	0,09	0,09	0,10	0,11	0,14	na	na
TRE	0,54	0,64	0,67	0,70	0,69	0,61	0,56	0,63	na	na
TRCE	0,81	0,94	0,95	0,92	0,91	0,85	0,82	0,85	na	na
TRN	0,08	0,09	0,11	0,13	0,12	0,12	0,13	0,13	na	na
TRPC	0,00	0,00	0,02	0,04	0,01	0,01	0,07	0,17	na	na
TRCS	0,13	0,12	0,19	0,20	0,20	0,19	0,22	0,21	na	na
TRSahel	0,06	0,07	0,10	0,14	0,12	0,11	0,12	0,14	na	na
TRCN	0,03	0,04	0,09	0,10	0,08	0,08	0,09	0,09	na	na
Total	118,39	101,39	106,57	121,38	119,25	116,73	148,81	149,13	178,00	323,07

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Recette générale,

(*) Avec l'effectivité du transfert du péage au Fond spécial routier, les autres recettes recouvrées par les TR au profit du budget de l'Etat sont prises en compte directement dans la situation de la Recette générale.

3.2. Dépenses budgétaires

3.2.1. Situation d'exécution des dépenses par titre budgétaire

Tableau N°3.20 : Evolution de l'exécution des dépenses budgétaires par titre (en milliards FCFA)

Titre	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Dépenses ordinaires	590,54	690,94	907,81	907,03	1 037,43	1 100,33	1 279,07
Titre 1 : Amortissements, charge de la dette	67,09	68,34	93,14	105,10	159,55	194,17	229,10
Titre 2 : Dépenses de personnel	245,44	281,37	333,69	353,67	436,08	467,47	556,88
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	90,74	97,14	120,69	118,10	101,68	117,79	127,20
Titre 4 : Transferts courants	187,26	244,08	360,28	330,16	340,12	320,9	365,89
Dépenses en capital	500,01	453,01	654,65	761,88	520,46	441,89	535,88
Titre 5 : Dépenses d'investissements	496,21	449,16	649,15	722,23	511,34	437,21	528,89
Etat	295,62	256,33	374,90	475,16	290,13	281,89	319,45
Subventions	51,32	63,74	133,80	186,82	163,01	105,90	100,85
Prêts	149,27	129,09	140,46	60,25	58,19	49,42	108,58
Titre 6 : Transferts en capital	3,80	3,85	5,50	39,65	9,12	4,68	6,99
Total dépenses budgétaires	1 090,55	1 143,95	1 562,46	1 668,91	1 557,89	1 542,22	1 814,95

Source : Direction générale du budget, Lois de règlement et Circuit informatisé de la dépense (CID).

La nomenclature budgétaire en 2017 a changé en tenant compte de l'opérationnalisation du Budget Programme.

Tableau N°3.21 : Evolution de la situation d'exécution du budget de l'Etat base ordonnancement (en milliards de FCFA)

	2017			2018			2019		
	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
Dépenses ordinaires	na	1 311,88	1 299,24	na	1 413,47	1 382,70	na	1 650,35	1 612,32
Charges financières de la dette	na	67,69	69,63	na	99,71	95,77	na	100,00	116,77
Dépenses de personnel	na	620,89	619,31	na	705,52	695,70	na	845,90	844,24
Dépenses d'acquisition de biens et services	na	180,34	173,91	na	198,55	192,47	na	209,96	201,10
Dépenses de transferts courants	na	442,46	436,34	na	409,19	398,33	na	493,98	449,86
Dépenses en atténuation des recettes	na	0,50	0,05	na	0,50	0,42	na	0,50	0,36
Dépenses en capital	2 270,97	985,91	673,37	1 222,77	778,47	564,76	780,54	716,32	525,31
Investissements exécutés par l'Etat	2 250,78	965,71	656,85	1 190,27	752,97	542,53	775,48	711,26	524,00
Etat	1 444,75	577,66	555,28	849,32	444,32	432,44	409,49	409,35	393,63
Subventions	209,36	261,44	61,18	100,41	174,21	49,95	92,48	171,26	44,08
Prêts	596,68	126,62	40,39	240,54	134,44	60,13	273,51	130,65	86,28
Transferts en capital	20,19	20,19	16,52	32,50	25,50	22,23	5,06	5,06	1,31
TOTAL	2 270,97	2 297,78	1 972,61	1 222,77	2 191,93	1 947,45	780,54	2 366,67	2 137,63

Source : Direction générale du budget, /Projets de lois de règlements.

3.2.2. Evolution des dépenses par ministère et institution

Tableau N°3.22 : Evolution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution hors financement extérieur (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Présidence	6,92	5,67	8,93	17,93	18,37	15,29	19,06
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	0,37	0,46	1,07	0,53	0,59	0,59	0,61
Premier Ministère	7,07	8,18	4,15	15,37	14,87	24,91	21,14
Parlement	9,00	9,11	10,09	10,77	11,65	0,00	na
Assemblée Nationale						8,16	12,66
Conseil Economique et Social	0,52	0,53	0,55	0,59	0,66	0,65	0,79
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	0,25	0,47	na	na	na	na	na
Min. Relat° avec le Parlement et Réf Pol	na	na	3,32	0,40	na	na	na
Min. Relat° avec les institutions et des Réf Pol	na	na	na	na	0,44	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	24,72	22,89	na	na	na	na	na
Min. Admin.Territ. Décentral. & Sécu.	na	na	60,12	42,35	na	na	na
Min. Admin.Territ. et de la Sécurité	na	na	na	17,84	51,94	88,14	na
Min. Admin.Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	na	na	na	na	na	na	87,29
Ministère de la Justice	7,56	8,36	na	15,38	13,93	na	na
Min. de la Justice Promo. Droits Hum.	na	na	11,20	na	na	na	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	na	na	na	na	na	15,80	18,85
Ministère de la Défense	63,01	66,00	na	na	na	na	na
Ministère Défense Nle et Anc. Comb.	na	na	85,22	103,71	86,70	87,53	95,43
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	17,33	19,41	22,66	29,31	25,01	37,09	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	na	na	35,33
Ministère de la Sécurité	21,81	19,35	na	na	na	na	na
Ministère de l'Economie et des Finances	104,66	129,19	170,96	187,72	239,74	250,39	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	na	na	na	306,91
Ministère des Finances et du Budget	na	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	7,37	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et francophonie	na	3,44	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture et du Tourisme	na	na	4,16	4,31	4,94	5,18	4,56
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na	na	na	na	na	0,00	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	1,51	1,14	na	na	na	0,00	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	3,34	na	na	na	na	0,00	na
Min. FonctPubl et Reforme Adm.	na	4,17	na	na	na	0,00	na
Min. FonctPublTrav. & Sécu. Sociale	na	na	6,91	7,80	7,01	8,37	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale	na	na	na	na	na	0,00	9,12
Ministère de l'Information	na	na	na	na	na	0,00	na
Ministère de la Communication	na	3,29	3,13	10,68	8,88	0,00	na
Ministère de la Communication, chargé Relat° avec CNT	na	na	na	na	na	9,15	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	na	8,36
Ministère de la Promotion de la Femme	0,86	1,01	1,76	na	na	na	na

Ministère et institution	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	na	na	na	1,42	1,36	1,34	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	na	na	na	na	na	na	13,58
Ministère des Sports et des Loisirs	1,53	1,99	2,79	2,68	2,55	3,08	7,46
Ministère de la Santé	74,48	72,78	89,97	102,98	93,03	110,97	146,71
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	7,06	7,22	18,50	14,62	10,69	11,37	na
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	106,95	na	na	na	na	na	na
Min de l'Education Ntle et Alphabétisation	na	106,05	128,76	143,42	180,24	183,36	266,24
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	64,03	na	na	na	na	na	na
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur	na	64,79	78,35	97,84	92,11	91,45	na
Min. Enseig Supérieur. Recherche Scienc. Innov	na	na	na	na	na	na	123,13
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	6,19	na	na	na	na	na	na
Min. de l'Indus., Commerce, P Init. Priv Art.	na	2,32	na	na	na	na	na
Min. de l'Industrie Commerce & Artis	na	na	5,94	4,21	5,48	3,27	4,28
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	3,36	12,59	15,36	na	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	na	na	na	33,60	4,12	9,09	9,58
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	38,72	55,32	na	na	na	na	na
Min. de l'Agriculture & de l'Hydrauliq.	na	na	73,73	na	na	na	na
Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	na	na	na	45,79	35,51	na	na
Min Agri RessHydrAss&Séc Alimentaire	na	na	na	na	na	70,54	na
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	na	na	na	na	na	na	48,56
Ministère des Ressources Animales	5,07	4,80	15,69	na	na	7,60	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	na	na	na	13,24	12,84	na	9,93
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	4,23	na	na	na	na	na	na
Ministère Environnement et du Développement Durable	na	3,99	4,96	5,75	7,82	na	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na	na	na	na	na	8,82	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	na	na	na	na	11,21
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na	na	na	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	33,75	35,16	52,48	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures, du désenclavement et des Transports	na	na	na	64,40	34,57	37,23	na
Ministère des Infrastructures	na	na	na	na	na	na	61,24
Ministère des Postes et Télécommunications (Technologie)	na	na	na	na	na	na	na
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	1,06	0,72	na	na	na	na	na
Ministère des Transports	0,61	0,99	na	na	na	na	na
Min. Transports Postes & Eco. Numériq.	na	na	3,94	0,44	na	na	na
Min. Transports Mob. Urbaine & Sécurité Routière	na	na	na	na	na	na	0,45
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	na	na	na	3,59	4,45	2,46	3,18
Ministère de l'Economie et du Développement	na	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Promotion des Droits Humains	0,43	0,37	na	na	na	na	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	0,75	1,49	na	na

Ministère et institution	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	3,69	6,77	na	na	na	na	na
Min Jeunesse Form. Profession. & Emp.	na	na	20,33	11,41	17,27	11,32	na
Min Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	na	na	na	na	na	na	13,74
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	4,78	1,71	10,62	8,55	7,45	5,35	6,22
Min. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na	na	na	na	na	na	na
Ministère RechScientif et Innovation	na	2,53	4,93	5,83	6,55	6,35	na
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	na	na	na	13,70	8,95	na	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	na	na	na	34,77	27,70	na	na
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	na	na	na	na	na	na	25,32
Grande Chancellerie	0,80	0,51	0,70	1,37	0,73	0,45	0,51
Conseil Supérieur de l'Information	na	na	na	na	na	na	na
Conseil Supérieur de la communication	0,64	0,60	0,75	0,53	0,49	0,86	0,64
Inspection Générale de l'Etat	na	na	na	na	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	0,54	0,58	0,65	1,10	1,02	0,79	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	na	na	na	na	0,80
Délégation Générale à l'Informatique	na	na	na	na	na	na	na
Conseil Constitutionnel	0,35	0,45	0,52	0,58	0,60	0,89	0,79
Conseil d'Etat	0,36	0,41	0,45	0,43	0,47	0,57	0,63
Cour des Comptes	0,58	0,59	0,78	0,80	0,82	0,83	1,00
Cour de Cassation	0,42	0,52	0,55	0,67	0,70	0,69	1,07
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,20	0,20	0,19	0,20	0,37	0,16	0,21
Commission de l'Informatique et des Libertés	na	na	na	0,40	0,32	0,29	0,33
Médiateur du Faso	na	na	na	0,48	0,46	0,48	0,43
Transferts Ressources Collectivités T.	5,39	12,96	14,34	23,88	21,84	11,22	15,05
Dépenses Communes Interministérielles	248,42	251,53	348,69	317,72	269,93	254,79	213,99
Total	889,95	951,11	1 288,20	1 421,84	1 336,24	1 386,90	1 606,40

Source : Direction générale du budget, Lois de règlement,

Tableau N°3.23 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution et par programme y compris financement extérieur (en milliards FCFA)

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
01		Présidence du Faso	16,94	40,55	27,47	32,49	34,07	20,81	34,29	37,52	36,88
	001	Pilotage de l'action présidentielle	12,75	20,78	18,55	24,73	14,93	14,78	26,11	30,61	30,98
	002	Renforcement des capacités d'analyse et de transparence de l'action publique	-	0,64	0,30	0,00	0,79	0,32	0,00	1,34	0,61
	003	Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	4,20	19,13	8,62	7,76	18,35	5,72	8,17	5,57	5,29
02		Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	-	0,74	0,74	0,10	0,72	0,79	0,24	1,10	1,08
	004	Organisation du travail gouvernemental	-	0,74	0,74	0,10	0,72	0,79	0,24	1,10	1,08
03		Premier Ministère	187,68	59,61	37,15	111,55	48,92	24,86	109,94	33,84	25,68
	005	Coordination de l'action gouvernementale	1,07	2,98	2,99	0,62	2,57	3,10	1,25	3,06	2,24
	006	Appui à la gouvernance	-	2,10	2,06	0,00	2,46	2,32	0,00	2,57	2,59
	007	Pilotage des projets stratégiques	186,61	47,71	25,30	110,93	38,34	13,94	108,69	26,69	19,08
	008	Promotion du capital humain	-	6,83	6,80	0,00	5,54	5,50	0,00	1,53	1,77
04		Parlement	3,25	15,42	15,42	3,50	16,67	16,67	0,00	20,87	20,87

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
	134	Fonction parlementaire	3,25	15,42	15,42	3,50	16,67	16,67	0,00	20,87	20,87
05		Conseil Economique et Social	-	0,84	0,84	0,00	0,79	0,79	0,00	0,83	0,82
	009	Conseil Economique et Social	-	0,84	0,84	0,00	0,79	0,79	0,00	0,83	0,82
08		Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	0,10	0,75	0,71	0,18	2,68	2,53
	029	Intégration africaine	na	na	na	0,00	0,51	0,49	0,18	2,32	2,17
	141	Pilotage et soutien des services du MIABE	na	na	na	0,10	0,23	0,22	0,00	0,37	0,36
09		Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale (ex Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation)	17,24	109,75	97,05	33,43	37,73	35,38	3,14	45,38	36,10
	010	Sureté de l'Etat	0,27	0,27	0,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	011	Administration du territoire	2,96	14,50	15,22	3,48	8,83	9,46	1,02	11,98	13,60
	012	Sécurité intérieure	0,46	2,70	40,22	0,00	0,00	0,09	0,00	0,00	0,00
	013	Protection civile	0,99	2,52	2,04	24,09	2,05	1,82	0,66	3,60	3,29
	014	Décentralisation	11,84	33,58	23,12	3,24	22,53	18,29	1,20	23,46	13,30
	015	Etat civil	0,08	0,89	0,56	1,02	0,42	0,12	0,16	0,38	0,20
	016	Pilotage et soutien des services du MATD	0,64	55,30	15,62	1,61	3,90	5,60	0,10	5,96	5,71
10		Ministère de la Justice (ex Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	11,02	27,15	24,10	9,34	31,28	28,00	6,48	32,19	30,33
	017	Administration judiciaire	7,38	11,10	9,46	6,06	12,99	12,14	3,82	14,58	11,27
	018	Administration pénitentiaire	2,81	9,08	8,11	3,01	9,90	8,40	2,66	11,27	11,91
	019	Droits humains	0,47	1,49	0,32	0,00	2,50	0,42	0,00	1,60	0,00
	020	Civisme et citoyenneté	-	0,34	0,20	0,00	0,47	0,21	0,00	0,28	0,00
	021	Pilotage et soutien	0,35	5,13	6,01	0,27	5,41	6,83	0,00	4,47	7,15
11		Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	13,00	114,10	114,06	67,93	169,94	169,94	67,95	209,73	209,73
	022	Défense	6,27	8,89	8,90	38,40	40,71	40,73	29,25	33,57	33,57
	023	Préparation et emploi des forces	1,32	54,45	54,43	4,00	63,51	63,48	2,00	80,21	80,21
	024	Equiperment des forces	3,27	3,74	3,74	15,59	15,99	15,99	15,75	16,28	16,28
	025	Appui à la sécurité publique et à la protection civile	0,44	26,61	26,60	0,43	25,19	25,19	0,52	34,56	34,56
	026	Renforcement du lien Armée-Nation	0,13	1,24	1,24	0,00	1,03	1,03	0,00	1,27	1,27
	027	Pilotage et soutien	1,58	19,15	19,14	9,52	23,52	23,51	20,43	43,84	43,84
	104	Pilotage et soutien des services du Ministère				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
12		Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur)	13,60	38,16	37,93	12,60	46,60	35,98	5,22	41,86	40,93
	028	Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	12,60	33,72	33,24	12,41	35,21	24,42	5,22	38,39	37,60
	029	Intégration Africaine (ex Intégration régionale)	-	0,51	0,77	0,00	2,09	2,41	0,00	0,00	0,00
	030	Pilotage et soutien aux services du Ministère	1,00	3,92	3,92	0,19	9,30	9,15	0,00	3,47	3,34
13		Ministère de la Sécurité	12,58	21,31	20,96	13,89	71,23	72,01	14,75	107,01	102,12
	010	Sureté de l'Etat	-	0,07	0,07	0,27	0,34	0,34	1,06	4,82	0,94
	012	Sécurité intérieure	12,37	19,82	19,53	13,33	62,61	66,92	13,17	83,90	82,50
	016	Pilotage et soutien des services du MATD				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
	057	Pilotage et soutien aux services de la Santé				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	139	Pilotage et soutien des services du Ministère de la Sécurité	0,22	1,41	1,36	0,29	8,27	4,74	0,53	18,30	18,67
14		Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	58,21	181,20	179,30	13,38	227,93	225,46	21,80	226,47	238,34
	031	Charge de la dette	-	67,69	69,63	0,00	99,71	95,77	0,00	100,00	116,77
	032	Pilotage de l'Economie et du développement	17,28	17,92	17,70	6,55	11,71	9,86	14,31	9,41	9,20
	033	Mobilisation des ressources	11,79	43,08	38,99	1,05	59,76	57,90	0,00	26,01	19,89
	034	Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	1,10	4,36	4,96	0,00	4,05	4,64	0,00	4,73	5,20
	035	Gestion des comptes publics et sauvegarde des intérêts financiers et du patrimoine de l'Etat	0,30	0,91	3,58	0,00	4,92	7,86	0,00	4,49	5,49
	036	Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	0,69	0,87	1,30	0,00	1,18	1,57	0,00	3,91	1,87
	037	Relations économiques et financières internationales	0,11	7,02	6,09	0,03	6,70	3,75	0,00	17,18	16,98
	038	Pilotage et soutien des services du ministère	26,94	39,35	37,06	5,75	39,89	44,11	7,49	60,74	62,94
15		Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	8,04	6,13	5,60	9,41	7,17	7,38	0,41	8,13	8,06
	039	Culture	6,75	3,05	3,12	7,00	4,38	4,82	0,00	4,02	4,00
	040	Tourisme	1,29	1,41	0,94	2,36	1,08	0,80	0,41	2,22	1,85
	041	Pilotage et soutien aux services du MCAT	-	1,67	1,55	0,05	1,70	1,76	0,00	1,88	2,20
17		Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	2,19	11,68	11,35	5,21	12,43	11,99	1,72	12,48	12,32
	042	Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	0,85	5,79	5,48	1,05	5,15	4,79	1,16	5,51	4,93
	043	Réforme de l'administration	0,05	0,23	0,25	0,00	0,17	0,26	0,00	0,20	0,03
	044	Travail décent	1,28	2,92	2,70	4,16	3,76	3,92	0,56	3,48	3,06
	045	Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	0,01	2,75	2,91	0,00	3,36	3,02	0,00	3,28	4,30
18		Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	5,74	11,04	10,25	2,59	13,06	13,04	1,40	11,56	11,26
	046	Communication	5,74	9,09	8,55	1,75	11,09	10,89	1,32	9,12	8,70
	047	Pilotage et soutien	-	1,87	1,68	0,84	1,84	2,09	0,08	2,34	2,49
	124	Relations avec le Parlement	-	0,08	0,02	0,00	0,13	0,06	0,00	0,09	0,07
20		Ministère des Sports et des Loisirs	3,25	8,79	8,26	2,92	7,60	7,50	1,43	8,99	8,89
	052	Sport et activités physiques	3,25	3,45	3,47	2,57	5,26	5,59	1,29	6,31	6,68
	053	Loisirs	-	0,38	0,09	0,07	0,42	0,13	0,11	0,58	0,25
	054	Pilotage et soutien des services du MSL	-	4,96	4,70	0,28	1,92	1,79	0,03	2,11	1,96
21		Ministère de la Santé	98,45	219,56	192,58	58,72	207,27	196,76	46,54	238,29	218,59
	055	Accès aux services de santé	73,00	99,00	119,20	46,98	72,83	119,13	41,65	77,53	116,93
	056	Prestation des services de santé	23,14	97,69	54,22	9,18	104,42	52,25	3,73	124,73	73,29
	057	Pilotage et soutien des services du Ministère de la Santé	2,31	22,87	19,16	2,55	30,02	25,38	1,16	36,02	28,37

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
22		Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire (ex Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille)	2,93	17,00	14,80	3,17	17,72	16,13	1,48	22,14	18,86
	048	Femme et du genre	0,69	3,22	1,30	0,60	2,31	0,52	0,60	3,25	1,53
	049	Enfance et famille	1,93	4,20	1,85	1,67	6,32	2,02	0,75	6,59	1,72
	050	Solidarité nationale et gestion des catastrophes	0,31	5,23	6,95	0,90	7,18	9,42	0,13	9,74	11,45
	051	Pilotage et soutien des services du Ministère	-	4,34	4,70	0,00	1,90	4,17	0,00	2,56	4,15
23		Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (ex Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation)	35,36	348,43	331,78	34,31	353,82	385,12	21,93	465,89	451,07
	058	Accès à l'éducation formelle	31,80	105,46	288,24	31,51	189,30	336,79	18,66	332,06	210,18
	059	Qualité de l'éducation formelle	3,06	122,56	25,47	1,60	127,06	26,61	3,27	76,75	42,06
	060	Accès et qualité de l'éducation non formelle	-	2,30	2,02	0,02	2,23	2,03	0,00	2,48	2,02
	061	Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	0,50	118,12	16,06	1,18	35,23	19,68	0,00	54,60	196,81
24		Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	118,82	110,51	105,63	33,18	88,89	88,40	59,24	99,20	95,84
	062	Enseignement supérieur	49,64	47,57	61,74	22,09	42,77	44,50	25,31	49,33	48,91
	063	Fourniture des services sociaux aux étudiants	42,26	28,55	25,81	1,60	29,25	26,05	29,60	32,35	30,47
	064	Recherche scientifique et technologique	0,42	8,41	7,88	1,82	9,98	9,74	2,44	11,42	8,95
	065	Pilotage de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	22,83	23,00	9,32	1,22	4,81	6,30	0,70	4,55	6,08
	066	Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	3,67	2,98	0,87	6,45	2,08	1,81	1,20	1,54	1,43
25		Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	12,72	16,84	14,94	7,86	20,36	16,75	4,12	11,85	11,46
	067	Industrie	10,73	6,12	4,70	5,32	5,46	5,07	3,97	7,14	6,74
	068	Commerce	0,03	8,30	7,77	0,73	11,33	8,00	0,00	1,17	1,01
	069	Artisanat	1,78	0,61	0,36	1,70	1,26	1,02	0,15	0,52	0,45
	070	Secteur privé	-	0,45	0,28	0,00	0,79	0,65	0,00	1,16	0,84
	071	Pilotage et soutien	0,18	1,36	1,82	0,11	1,52	2,02	0,00	1,86	2,41
26		Ministère des Mines et des Carrières	-	7,42	4,28	4,34	2,73	2,83	0,48	6,06	5,84
	072	Mines et carrières	0,00	6,49	3,19	2,42	2,22	2,10	0,26	5,27	5,14
	073	Energie	-	0,00	0,19	0,00	0,00	0,07	0,00	0,00	0,00
	074	Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines et des Carrières	-	0,93	0,90	1,92	0,52	0,66	0,22	0,79	0,70
27		Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles (ex Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques)	92,82	129,69	86,49	134,39	135,68	85,63	69,88	99,58	70,40
	075	Aménagements hydro-agricoles et irrigations	44,24	40,65	24,38	63,52	41,81	30,21	45,29	38,36	28,68
	076	Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	26,11	25,25	22,51	22,22	40,00	14,64	6,77	11,85	8,83

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
	077	Economie agricole	5,99	8,27	2,02	15,01	10,31	4,19	5,86	12,06	2,83
	078	Développement durable des productions agricoles	5,09	17,69	16,82	22,47	11,40	11,14	4,53	13,32	13,06
	079	Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	9,17	16,04	10,24	3,89	12,25	11,19	6,81	9,18	7,45
	080	Pilotage et soutien	2,21	21,80	10,53	7,28	19,91	14,26	0,61	14,81	9,55
28		Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	107,99	20,73	16,31	55,71	24,67	17,45	27,71	26,21	24,17
	081	Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	29,44	5,44	5,20	12,83	8,01	9,03	3,58	5,40	6,09
	082	Productivité et compétitivité des productions animales	52,06	7,86	5,36	19,70	10,49	4,21	22,37	13,04	12,19
	083	Santé animale et santé publique vétérinaire	12,23	2,08	0,99	5,68	1,53	0,33	0,77	1,75	0,57
	084	Développement des productions halieutiques et aquacoles	9,33	0,85	0,51	11,67	1,47	0,83	0,08	1,76	0,61
	085	Pilotage et soutien	4,93	4,49	4,26	5,83	3,17	3,06	0,91	4,26	4,71
29		Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique	9,61	35,41	19,70	6,41	21,61	15,74	9,41	22,13	17,68
	086	Gestion durable des ressources forestières et fauniques	2,37	9,73	12,06	1,71	7,72	8,28	7,28	13,31	11,16
	087	Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	0,65	2,38	0,92	0,27	1,57	0,46	0,11	1,56	0,53
	088	Gouvernance environnementale et développement durable	4,23	13,52	1,65	3,34	4,97	0,47	0,45	1,23	0,39
	089	Economie verte et changement climatique	2,35	3,30	1,09	0,89	3,41	1,21	1,57	2,64	1,24
	090	Pilotage et soutien	-	6,46	3,98	0,20	3,94	5,33	0,00	3,39	4,36
30		Ministère des Infrastructures	1046,12	211,00	135,48	175,62	123,41	106,34	119,49	166,36	99,30
	091	Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	1040,32	206,15	130,70	171,62	119,33	101,73	119,41	162,79	94,89
	092	Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	5,80	0,34	0,02	3,00	0,13	0,06	0,00	0,19	0,17
	093	Développement de réseau de pistes rurales	-	1,01	1,01	0,00	0,67	0,62	0,00	0,15	0,15
	094	Pilotage et soutien	-	3,49	3,75	1,00	3,29	3,94	0,08	3,23	4,09
31		Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	30,42	21,39	5,37	49,22	23,80	13,56	19,92	17,16	16,05
	095	Développement d'infrastructures de communications électroniques	30,15	19,39	3,38	48,92	21,65	11,52	19,92	15,06	14,00
	096	Appui au sous-secteur postal	0,15	0,03	0,02	0,22	0,02	0,01	0,00	0,23	0,23
	097	Pilotage et soutien aux structures du MDENP	0,11	1,98	1,97	0,08	2,13	2,03	0,00	1,88	1,82
32		Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	2,72	1,93	1,87	17,49	7,17	6,84	7,38	10,19	9,52
	098	Transports et météorologie	1,07	0,72	0,64	16,07	4,63	4,27	5,87	7,38	7,19
	099	Mobilité et sécurité routière	1,65	0,73	0,73	1,42	1,89	1,59	1,47	1,43	1,06
	100	Pilotage et soutien des services du MTMUSR	-	0,48	0,50	0,00	0,65	0,98	0,03	1,38	1,27

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
35		Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	na	na	0,00	1,59	0,72
	019	Droits humains	na	na	na	na	na	na	0,00	1,20	0,35
	020	Civisme et citoyenneté	na	na	na	na	na	na	0,00	0,26	0,25
	145	Pilotage et soutien des services du Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	na	na	0,00	0,13	0,12
37		Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes (ex Ministère de la Jeunesse, de la Formation et de l'Insertion Professionnelles)	7,16	20,11	18,52	4,80	20,47	17,29	1,09	11,63	11,42
	101	Jeunesse	0,54	1,32	2,54	0,10	2,18	3,42	0,00	2,62	2,68
	102	Formation professionnelle	0,90	3,21	3,04	2,76	6,19	2,65	0,79	4,97	4,79
	103	Promotion de l'emploi (ex Insertion professionnelle)	5,72	11,46	10,08	1,95	9,21	8,73	0,00	2,67	1,83
	104	Pilotage et soutien des services du Ministère	-	4,12	2,86	0,00	2,88	2,50	0,30	1,37	2,12
	139	Pilotage et soutien des services du Ministère de la Sécurité	na	na	na	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
38		Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	22,66	9,29	7,24	8,93	5,94	4,02	6,99	8,18	5,72
	105	Planification et aménagement urbain	3,18	2,05	1,91	4,32	0,86	0,92	2,63	2,27	0,81
	106	Architecture et construction	2,00	1,41	1,41	1,74	1,33	1,22	3,37	3,81	2,93
	107	Accès aux logements décents	16,81	3,75	2,22	2,70	2,51	0,61	0,97	1,05	0,88
	108	Pilotage et soutien aux service du MUH	0,67	2,08	1,70	0,17	1,24	1,28	0,03	1,05	1,10
42		Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	84,18	87,48	78,02	90,30	66,28	51,20	27,43	42,86	39,34
	109	Aménagements hydrauliques (ex Mobilisation des ressources en eau)	53,79	55,43	50,97	72,14	44,71	34,45	17,29	26,17	24,35
	110	Gestion intégrée des ressources en eau	4,67	4,20	2,41	3,57	5,54	2,86	1,54	4,08	3,41
	111	Approvisionnement en eau potable (exEau potable)	16,44	17,02	15,75	11,78	10,14	8,78	6,83	8,74	8,26
	112	Assainissement des eaux usées et excréta (ex Assainissement)	8,54	6,97	5,25	2,09	4,17	3,13	1,25	1,38	1,20
	113	Pilotage et soutien	0,73	3,85	3,63	0,72	1,72	1,98	0,52	2,49	2,12
43		Ministère de l'Energie	176,30	44,94	15,11	132,46	34,84	23,94	67,28	27,18	22,61
	073	Energie	173,30	41,71	11,89	131,96	34,54	23,41	67,20	26,34	21,95
	140	Pilotage et soutien des services du Ministère de l'Energie	3,00	3,23	3,22	0,50	0,30	0,53	0,08	0,84	0,66
50		Grande Chancellerie	0,21	0,90	0,89	0,00	0,61	0,66	0,00	0,72	0,72
	114	Ordres burkinabè	0,21	0,90	0,89	0,00	0,61	0,66	0,00	0,72	0,72
51		Conseil Supérieur de la Communication	0,05	0,91	0,76	0,50	0,95	0,82	0,40	1,01	0,87
	115	Régulation du secteur de la communication	0,05	0,91	0,76	0,50	0,95	0,82	0,40	1,01	0,87
52		Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	6,10	3,00	2,72	1,00	2,24	2,22	1,20	2,46	2,41
	116	Contrôle d'Etat	6,10	3,00	2,72	1,00	2,24	2,22	1,20	2,46	2,41
54		Conseil Constitutionnel	5,37	2,61	2,57	32,33	3,27	3,23	0,00	0,81	0,80
	117	Coordination des actions du Conseil constitutionnel	5,37	2,61	2,57	32,33	3,27	3,23	0,00	0,81	0,80
55		Conseil d'Etat	0,00	0,74	0,74	0,00	0,75	0,75	0,00	0,78	0,78

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
	118	Juridiction supérieure de l'ordre administratif	-	0,74	0,74	0,00	0,75	0,75	0,00	0,78	0,78
56		Cour des Comptes		1,13	1,13	0,00	1,06	1,12	0,00	1,13	1,13
	119	Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	-	1,13	1,13	0,00	1,06	1,12	0,00	1,13	1,13
57		Cour de Cassation	0,06	1,46	1,40	0,11	1,31	1,32	0,16	1,54	1,47
	120	Juridiction supérieure de l'Ordre judiciaire	0,06	1,46	1,40	0,11	1,31	1,32	0,16	1,54	1,47
58		Commission Electorale Nationale Indépendante		0,27	0,27	0,00	1,25	1,25	0,00	0,38	0,37
	121	Elections	-	0,27	0,27	0,00	1,25	1,25	0,00	0,38	0,37
59		Commission de l'Informatique et des Libertés	0,04	0,39	0,39	0,00	0,38	0,38	0,00	0,37	0,37
	122	Protection des données à caractère personnel	0,04	0,39	0,39	0,00	0,38	0,38	0,00	0,37	0,37
60		Médiateur du Faso		0,43	0,43	0,00	0,43	0,43	0,00	0,58	0,58
	123	Médiateur du Faso	-	0,43	0,43	0,00	0,43	0,43	0,00	0,58	0,58
98		Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	28,01	57,13	57,13	12,08	41,25	41,25	9,26	38,59	38,59
	135	Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	28,01	57,13	57,13	12,08	41,25	41,25	9,26	38,59	38,59
99		Dépenses Communes Interministérielles	30,16	280,64	265,56	41,41	256,91	174,67	10,20	241,18	184,96
	133	Dépenses communes interministérielles	30,16	280,64	265,56	41,41	256,91	174,67	10,20	241,18	184,96
Total général			2 270,97	2 297,78	1 972,61	1 222,77	2 191,93	1 947,45	780,54	2 366,67	2 137,63

Source : Direction générale du budget, Projets de lois de règlements.

3.2.3. Evolution des dépenses par titre budgétaire et par ministère et institution

Tableau N°3.24 : Evolution de l'exécution des dépenses du titre I par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ministère de l'Economie et des Finances	66,69	67,92	92,69	104,65	158,56	177,20	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	na	na	na	228,39
Dépenses Communes Interministérielles	0,40	0,42	0,46	0,45	0,98	16,97	0,70
Total	67,09	68,34	93,14	105,10	159,55	194,17	229,10

Source : Direction générale du budget, lois de règlement

Tableau N°3.25 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes (en milliards FCFA)

	2017		2018		2019	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Dépenses Communes Interministérielles	0,5	0,05	0,50	0,42	0,50	0,36

Source : Direction générale du budget/Projets de lois de règlement.

Tableau N°3.26 Evolution de la situation d'exécution des charges financières de la dette (en milliards FCFA)

	2017		2018		2019	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Ministère de l'économie, des finances et du développement	67,69	69,63	99,71	95,77	100,00	116,77

Source : Direction générale du budget, Projets de lois de règlement.

Tableau N°3.27 : Evolution des dépenses du titre II par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Présidence	1,00	1,05	1,20	1,21	1,26	1,00	1,37
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	0,24	0,23	0,25	0,29	0,29	0,28	0,38
Premier Ministère	0,38	0,40	0,43	0,46	0,58	0,70	0,87
Parlement	na	na	na	na	na	na	na
Conseil Economique et Social	0,11	0,12	0,13	0,14	0,17	0,16	0,20
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	0,10	0,12	na	na	na	na	na
Min. Relat° avec le Parlement et Réf Pol	na	na	0,17	0,19	na	na	na
Ministère des Relations avec les Institutions et les Réformes Politiques	na	na	na	na	0,24	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	3,61	4,14	na	na	na	na	na
Min. Admin.Territ. Décentral. & Sécu.	na	na	25,15	27,40	na	na	na
Min. Admin.Territoriale et Sécurité	na	na	na	na	32,32	29,39	na
Min. Admin.Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	na	na	na	na	na	na	51,09
Ministère de la Justice	4,79	5,24	na	7,75	8,00	na	na
Min. de la Justice Promo. Droits Hum.	na	na	6,47	na	na	na	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	na	na	na	na	na	10,10	13,85
Ministère de la Défense	47,45	52,72	na	na	na	na	na
Ministère Défense Nle et Anc. Comb.	na	na	64,67	63,50	65,72	70,24	63,19
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	7,64	8,17	7,04	12,49	13,31	12,22	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	na	na	16,27
Ministère de la Sécurité	11,63	13,44	na	na	na	na	na
Ministère de l'Economie et des Finances	12,09	13,20	15,69	16,46	20,38	22,37	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	na	na	na	26,51
Ministère des Finances et du Budget	na	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	1,39	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et francophonie	na	1,79	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture et du Tourisme	na	na	1,63	1,72	2,06	1,86	2,17
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na	na	na	na	na	na	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	0,57	0,64	na	na	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	1,01	na	na	na	na	na	na
Min. FonctPubl et Reforme Adm.	na	1,11	na	na	na	na	na
Min. FonctPublTrav. & Sécu. Sociale	na	na	1,97	2,01	2,44	2,77	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale	na	na	na	na	na	na	3,25
Ministère de l'Information	na	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Communication	na	na	0,61	1,02	1,50	na	na
Ministère de la Communication, chargé Relat° avec CNT	na	na	na	na	na	1,91	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	na	2,17
Ministère de la Promotion de la Femme	0,34	0,40	0,52	na	na	na	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du genre	na	na	na	0,51	0,67	0,74	na
Ministère des Sports et des Loisirs	0,76	0,82	0,95	1,02	1,25	0,77	1,76
Ministère de la Santé	26,56	29,30	34,84	38,64	48,67	46,72	67,83
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	4,17	3,92	4,76	4,88	6,12	5,92	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	na	na	na	na	na	na	8,36
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	71,52	na	na	na	na	na	na
Min de l'Education Nle et Alphabétisation	na	85,40	93,64	98,39	139,60	128,72	198,95
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	21,34	na	na	na	na	na	na
Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur	na	24,19	29,86	33,75	43,53	48,96	na
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	0,77	na	na	na	na	na	na
Min. de l'Indus., Commerce, P Init. Priv Art.	na	0,81	na	na	na	na	na

Ministère et institution	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Min. de l'Industrie Commerce & Artisanat	na	na	0,93	0,96	1,16	1,10	1,44
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	0,25	0,29	0,37	na	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	na	na	na	0,42	0,49	0,54	0,63
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	5,56	5,91	na	na	na	na	na
Min. de l'Agriculture & de l'Hydraulique	na	na	6,33	na	na	na	na
Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	na	na	na	6,39	6,76	na	na
Min Agri RessHydrAss&Séc Alimentaire	na	na	na	na	na	8,23	na
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	na	na	na	na	na	na	11,46
Ministère des Ressources Animales	2,20	2,42	2,65	na	na	3,79	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutique	na	na	na	2,92	3,43	na	4,73
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	2,62	na	na	na	na	na	na
Ministère Environnement et du Développement Durable	na	2,73	3,13	3,63	4,55	na	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na	na	na	na	na	4,48	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	na	na	na	na	6,26
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na	na	na	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	na	na	na	1,66	2,22	2,38	na
Ministère des Infrastructures	na	na	na	na	na	na	2,88
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	1,08	1,19	1,45	na	na	na	na
Ministère des Postes et Télécommunications	na	na	na	na	na	na	na
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	0,15	0,15	na	na	na	na	na
Ministère des Transports	0,31	0,35	na	na	na	na	na
Min. Transports Postes & Eco. Numériq.	na	na	0,62	0,44	na	na	na
Min. Dév. Eco. Numérique et des Postes	na	na	na	na	0,43	0,34	0,55
Ministère de l'Economie et du Développement	na	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Promotion des Droits Humains	0,28	0,31	na	na	na	na	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	0,33	0,67	na	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	0,55	0,68	na	na	na	na	na
Min Jeunesse Form. Profession. & Emp.	na	na	0,85	1,03	1,43	1,55	na
Min Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	na	na	na	na	na	na	2,61
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	0,46	0,53	0,65	0,66	0,81	0,63	0,99
Min. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na	na	na	na	na	na	na
Ministère RechScientif et Innovation	na	na	0,18	0,43	0,95	0,83	na
Min. Enseig Supérieur. Recherche Scienc. Innov	na	na	na	na	na	na	58,47
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	na	na	na	na	0,69	na	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	na	na	na	na	1,30	na	na
Grande Chancellerie	0,03	0,03	0,03	0,04	0,05	0,06	0,06
Conseil Supérieur de l'Information	na	na	na	na	na	na	na
Conseil Supérieur de la communication	0,10	0,10	0,12	0,13	0,16	0,19	0,28
Inspection Générale de l'Etat	na	na	na	na	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	0,22	0,23	0,29	0,34	0,33	0,27	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	na	na	na	na	0,41
Délégation Générale à l'Informatique	na	na	na	na	na	na	na
Conseil Constitutionnel	0,23	0,23	0,29	0,28	0,34	0,43	0,53
Conseil d'Etat	0,24	0,29	0,29	0,26	0,29	0,27	0,45
Cour des Comptes	0,29	0,31	0,39	0,44	0,50	0,51	0,69
Cour de Cassation	0,35	0,38	0,42	0,45	0,52	0,45	0,78
Médiateur du Faso	na	na	na	0,24	na	na	na
Commission Electorale Nationale Indépendante	na	na	na	na	na	na	na
Dépenses Communes Interministérielles	13,07	18,03	24,73	20,80	20,87	56,61	6,33
Total	245,44	281,37	333,69	353,67	436,08	467,47	557,77

Source : Direction générale du budget, Lois de règlement

Tableau N°3.28 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses du personnel par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et Institution	2017		2018		2019	
	CP	Ordonnance- ment	CP	Ordonnance- ment	CP	Ordonnance- ment
Présidence du Faso	1,68	1,68	2,03	3,37	3,80	3,78
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,43	0,43	0,44	0,52	0,63	0,62
Premier Ministère	0,89	0,89	0,95	1,38	1,30	1,29
Conseil Economique et Social	0,18	0,18	0,20	0,21	0,18	0,18
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	0,27	0,26
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale	60,32	60,31	10,74	11,44	11,05	11,03
Ministère de la Justice	15,07	16,06	18,07	17,24	20,52	20,46
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	78,63	78,60	83,58	83,58	117,61	117,61
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération	19,56	19,46	26,77	17,38	18,95	18,44
Ministère de la Sécurité			48,25	49,21	77,99	77,78
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	28,28	28,27	28,16	38,53	35,18	35,16
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	2,30	2,30	2,58	2,85	3,07	3,06
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,31	3,28	3,99	3,71	3,69	3,69
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	2,37	2,37	2,37	2,38	2,13	2,09
Ministère des Sports et des Loisirs	1,81	1,82	1,86	1,90	2,02	2,02
Ministère de la Santé	71,70	71,69	75,89	78,71		102,24
Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Familie et de l'Action Humanitaire	8,61	8,60	7,94	8,31	8,08	8,04
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	262,82	262,79	272,07	322,83	385,99	385,93
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	19,83	19,81	5,25	8,26	6,31	6,18
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	1,55	1,55	1,68	1,66	2,04	2,03
Ministère des Mines et des Carrières	0,81	0,81	0,48	0,66	0,70	0,70
Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro- agricoles	10,81	10,81	10,61	11,28	11,03	10,92
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	4,94	4,93	5,22	5,46	5,53	5,51
Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique	9,49	9,55	8,56	9,79	10,28	10,23
Ministère des Infrastructures	2,98	2,98	2,43	2,57	2,45	2,44

Ministère et Institution	2017		2018		2019	
	CP	Ordonnance- ment	CP	Ordonnance- ment	CP	Ordonnance- ment
Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	0,58	0,58	0,73	0,63	0,68	0,68
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	0,24	0,24	0,48	0,89	1,11	1,04
Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entreprenariat des Jeunes	2,71	2,71	2,17	3,12	3,00	2,99
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	1,11	1,11	1,17	1,22	1,34	1,31
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	1,84	1,84	2,04	2,32	2,17	2,15
Ministère de l'Energie	na	na	0,26	0,48	0,62	0,62
Grande Chancellerie	0,06	0,06	0,06	0,12	0,14	0,14
Conseil Supérieur de la Communication	0,31	0,31	0,35	0,33	0,38	0,37
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,45	0,45	0,51	0,49	0,47	0,47
Conseil Constitutionnel	0,45	0,45	0,62	0,58	0,49	0,49
Conseil d'Etat	0,55	0,55	0,54	0,54	0,56	0,56
Cour des Comptes	0,83	0,83	0,76	0,82	0,77	0,77
Cour de Cassation	0,98	0,98	0,94	0,95	1,02	0,95
Dépenses Communes Interministérielles	2,40	0,02	74,73	0,00	0,00	0,00
Total	620,89	619,31	705,52	695,70	743,53	844,24

Source : Direction générale du budget, Projets de lois de règlement.

Tableau N°3.29 : Evolution des dépenses du titre III par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Présidence	2,90	3,28	3,56	4,59	5,02	5,64	6,19
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	0,13	0,15	0,32	0,20	0,26	0,27	0,23
Premier Ministère	0,38	0,39	0,56	0,67	0,57	0,66	0,84
Parlement	na	na	na	na	na	na	na
Conseil Economique et Social	0,41	0,41	0,41	0,44	0,48	0,47	0,59
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	0,16	0,35	na	na	na	na	na
Min. Relat° avec le Parlement et Réf Pol	na	na	0,15	0,21	na	na	na
Ministère des Relations avec les Institutions et les Réformes Politiques	na	na	na	na	0,20	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	1,03	3,05	na	na	na	na	na
Min. Admin.Territ. Décentral. & Sécu.	na	na	7,04	14,95	na	na	na
Min. Admin.Territoriale et Sécurité	na	na	na	na	7,07	7,41	na
Min. Admin.Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	na	na	na	na	na	na	8,66
Ministère de la Justice	0,86	1,21	0,00	2,35	2,83	na	na
Min. de la Justice Promo. Droits Hum.	na	na	1,44	na	na	na	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	na	na	na	na	na	3,56	3,26
Ministère de la Défense	3,93	5,03	na	na	na	na	na
Ministère Défense Nle et Anc. Comb.	na	na	5,56	6,83	6,50	10,60	18,24
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	6,77	9,30	9,57	11,66	10,70	11,74	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	na	na	13,10
Ministère de la Sécurité	3,77	1,42	na	na	na	na	na
Ministère de l'Economie et des Finances	1,75	4,57	3,12	2,71	4,49	5,47	0,00
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	na	na	na	5,55
Ministère des Finances et du Budget	na	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	0,36	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et Francophonie	na	0,09	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture et du Tourisme	na	na	0,10	0,23	0,39	0,48	0,35
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na	na	na	na	na	na	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	0,16	0,14	na	na	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	1,18	na	na	na	na	na	na
Min. FonctPubl et Reforme Adm.	na	1,50	na	na	na	na	na
Min. FonctPublTrav. & Sécu. Sociale	na	na	1,68	2,10	1,89	2,05	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale	na	na	na	na	na	na	2,40
Ministère de l'Information	na	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Communication	na	0,26	0,33	0,45	0,90	na	na
Ministère de la Communication, chargé Relat° avec CNT	na	na	na	na	na	1,06	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	na	0,99
Ministère de la Promotion de la Femme	0,13	0,14	0,11	na	na	na	na

Ministère et institution	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	na	na	na	0,18	0,25	0,35	na
Ministère des Sports et des Loisirs	0,15	0,38	0,44	0,53	0,54	0,65	3,92
Ministère de la Santé	9,06	9,57	10,25	9,15	9,85	12,44	11,49
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	0,35	0,33	0,36	0,51	0,64	0,68	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	na	na	na	na	na	na	0,59
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	6,67	na	na	na	na	na	na
Min de l'Education Ntle et Alphabétisation	na	5,69	7,34	7,33	7,27	6,95	18,20
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	1,49	na	na	na	na	na	na
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur	na	1,33	1,58	2,03	1,90	2,58	na
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	0,03	na	na	na	na	na	na
Min. de l'Indus., Commerce, P Init. Priv Art.	na	0,19	na	na	na	na	na
Min. de l'Industrie Commerce & Artis.	na	na	0,07	0,20	0,36	0,44	0,38
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	0,06	0,04	0,07	na	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	na	na	na	0,14	0,22	0,28	0,18
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	0,68	0,67	na	na	na	na	na
Min. de l'Agriculture & et de l'Hydrauliq.	na	na	0,76	na	na	na	na
Min. Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	na	na	na	0,57	0,92	na	na
Min Agri RessHydrAss&Séc Alimentaire	na	na	na	na	na	1,64	na
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	na	na	na	na	na	na	0,44
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	na	na	na	na	na	na	0,94
Ministère des Ressources Animales	0,25	0,23	0,29	na	na	0,72	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	na	na	na	0,60	0,73	na	0,62
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	0,46	na	na	na	na	na	na
Ministère Environnement et du Développement Durable	na	0,43	0,46	0,72	0,57	na	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na	na	na	na	na	0,95	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	na	na	na	na	0,80
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na	na	na	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	na	na	na	1,23	1,89	2,05	na
Ministère des Infrastructures	na	na	na	na	na	na	1,42
Min. Transports Mob. Urbaine & Sécurité Routière	na	na	na	na	na	na	0,24
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	0,34	0,57	0,85	na	na	na	na
Ministère des Postes et des Technologies	na	na	na	na	na	na	na
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	na	na	na	0,94	1,19	1,23	1,34
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	0,10	0,06	na	na	na	na	na
Ministère des Transports	0,02	0,04	na	na	na	na	na
Min. Transports Postes & Eco. Numériq.	na	na	0,19	na	na	na	na
Ministère de l'Economie et du Développement	na	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Promotion des Droits Humains	0,12	0,05	na	na	na	na	na

Ministère et institution	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	0,24	0,20	na	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	0,10	0,11	na	na	na	na	na
Min Jeunesse Form. Profession. & Emp.	na	na	0,15	0,20	0,21	0,28	na
Min Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	na	na	na	na	na	na	0,21
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	0,06	0,08	0,11	0,19	0,45	0,50	0,46
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	na	na	na	0,06	0,33	na	na
Min. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na	na	na	na	na	na	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	na	na	na	0,41	0,17	na	na
Ministère RechScientifq et Innovation	na	0,06	0,31	0,28	0,65	0,48	na
Min. Enseig Supérieur. Recherche Scienc. Innov	na	na	na	na	na	na	2,11
Grande Chancellerie	0,21	0,22	0,33	0,27	0,24	0,29	0,45
Conseil Supérieur de l'Information	na	na	na	na	na	na	na
Conseil Supérieur de la communication	0,16	0,14	0,22	0,24	0,17	0,54	0,25
Inspection Générale de l'Etat	na	na	na	na	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	0,31	0,35	0,36	0,46	0,40	0,42	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	na	na	na	na	0,27
Délégation Générale à l'Informatique	na	na	na	na	na	na	na
Conseil Constitutionnel	0,13	0,21	0,23	0,30	0,25	0,48	0,22
Conseil d'Etat	0,11	0,12	0,16	0,17	0,18	0,28	0,19
Cour des Comptes	0,26	0,27	0,32	0,36	0,31	0,35	0,31
Cour de Cassation	0,07	0,13	0,12	0,20	0,14	0,20	0,19
Commission Electorale Nationale Indépendante	na	na	na	na	na	na	na
Médiateur du Faso	na	na	na	0,22	na	na	na
Transferts Ressources Collectivités T.	na	1,78	1,83	3,82	3,32	4,13	4,80
Dépenses Communes Interministérielles	45,66	42,80	59,97	39,14	27,03	29,48	16,78
Total	90,74	97,14	120,69	118,10	101,68	117,79	127,20

Source : Direction générale du budget, Lois de règlement

Tableau N°3.30 : Situation d'exécution des dépenses pour les acquisitions de biens et services par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et Institution	2017		2018		2019	
	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP
Présidence du Faso	6,96	6,70	6,27	5,20	10,56	9,95
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,32	0,31	0,28	0,27	0,35	0,34
Premier Ministère	1,14	1,10	1,32	1,28	1,24	1,17
Conseil Economique et Social	0,66	0,65	0,58	0,58	0,64	0,64
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	0,50	0,46	0,82	0,70
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	3,55	3,45	3,52	3,29	2,90	2,72
Ministère de la Justice	3,44	3,31	3,90	3,80	3,32	3,21
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	17,70	17,70	19,54	19,54	18,95	18,95

Ministère et Institution	2017		2018		2019	
	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération	13,35	13,24	14,40	13,34	19,28	18,94
Ministère de la Sécurité	4,47	4,43	5,08	4,99	7,32	6,89
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	45,12	44,78	60,24	59,34	42,10	41,79
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	0,50	0,46	0,66	0,63	0,69	0,66
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,42	3,35	2,98	2,83	2,87	2,72
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	2,03	2,01	1,79	1,78	2,49	2,42
Ministère des Sports et des Loisirs	4,27	4,25	4,08	4,03	5,15	5,06
Ministère de la Santé	14,26	13,83	15,54	15,37	19,10	18,92
Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	1,01	0,89	1,44	1,26	0,91	0,88
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	21,61	21,09	22,10	21,71	24,82	24,29
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	2,53	2,51	1,95	1,92	2,27	2,25
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	0,43	0,41	0,46	0,43	0,51	0,48
Ministère des Mines et des Carrières	0,34	0,33	0,29	0,22	0,36	0,30
Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles	1,25	1,22	1,29	1,24	1,35	1,31
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,67	0,61	0,59	0,57	0,75	0,72
Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique	1,18	0,99	1,32	1,07	1,39	1,31
Ministère des Infrastructures	1,76	1,69	2,08	1,85	1,91	1,82
Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	1,47	1,46	1,61	1,58	1,39	1,38
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	0,44	0,42	0,49	0,46	0,64	0,62
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	0,36	0,33
Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entreprenariat des Jeunes	0,31	0,29	0,34	0,32	0,50	0,50
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	0,59	0,51	0,22	0,17	0,26	0,23
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	0,57	0,55	0,53	0,51	0,69	0,66
Ministère de l'Energie	0,24	0,23	0,25	0,20	0,29	0,26
Grande Chancellerie	0,62	0,61	0,52	0,52	0,58	0,58
Conseil Supérieur de la Communication	0,45	0,31	0,48	0,39	0,42	0,35
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,53	0,53	0,69	0,69	0,77	0,71
54-Conseil Constitutionnel	0,32	0,31	0,31	0,31	0,31	0,31
Conseil d'Etat	0,19	0,19	0,21	0,21	0,22	0,22
Cour des Comptes	0,29	0,29	0,29	0,29	0,35	0,35
Cour de Cassation	0,22	0,22	0,19	0,18	0,21	0,21
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,08	0,08	0,06	0,06	0,16	0,16
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,02	0,02	0,04	0,04	0,02	0,02
Médiateur du Faso	0,02	0,02	0,01	0,01	0,17	0,17
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	4,98	4,98	4,98	4,98	4,98	4,98
Dépenses Communes Interministérielles	17,05	13,60	15,13	14,58	25,61	20,63
Total général	180,34	173,91	198,55	192,47	209,96	201,10

Source : Direction générale du budget, Projets de lois de règlement

Tableau N°3.31 : Evolution des dépenses du titre IV par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Présidence	0,60	0,71	0,70	1,45	0,32	0,59	1,69
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	na	na	na	na	na	na	na
Premier Ministère	1,59	1,98	2,26	2,24	2,83	2,31	2,61
Parlement	8,40	8,50	9,39	10,43	9,48	8,16	na
Assemblée Nationale	na	na	na	na	na	na	12,66
Conseil Economique et Social	na	na	na	na	na	na	na
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	8,22	8,68	na	na	na	na	na
Min. Admin. Territoriale et de la Sécurité	na	na	na	4,80	4,52	14,80	na
Min. Admin.Territ. Décentral. & Sécu.	na	na	12,78	na	na	na	na
Min. Admin.Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	na	na	na	na	na	na	11,18
Ministère de la Justice	0,35	0,55	0,00	1,03	0,76	na	na
Ministère de la Justice et de la Promotions des Droits Humains	na	na	0,31	na	na	na	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	na	na	na	na	na	1,14	0,93
Ministère de la Défense	0,91	0,97	na	na	na	na	na
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	na	na	1,12	1,39	2,22	2,63	2,31
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	0,62	0,63	0,83	0,58	0,55	0,69	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	na	na	0,46
Ministère de la Sécurité	3,51	1,09	na	na	na	na	na
Ministère de l'Economie et des Finances	4,94	23,05	23,45	23,41	17,51	13,94	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	na	na	na	11,44
Ministère des Finances et du Budget	na	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	3,23	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et Francophonie	na	1,56	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na	na	na	na	na	na	1,63
Ministère de la Culture et du Tourisme	na	na	1,81	1,74	1,41	1,58	na
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na	na	na	na	na	na	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	0,40	0,18	na	na	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	0,99	na	na	na	na	na	na
Min. FonctPubl et Reforme Adm.	na	1,47	na	na	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale	na	na	1,96	2,26	2,08	2,66	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale	na	na	na	na	na	na	2,73
Ministère de l'Information	na	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Communication	na	1,66	1,73	4,90	3,55	na	na
Ministère de la Communication, chargé Relat° avec CNT	na	na	na	na	na	1,81	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	na	4,56

Ministère et institution	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ministère de la Promotion de la Femme	0,23	0,28	0,50	na	na	na	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	na	na	na	0,29	0,39	0,26	na
Ministère des Sports et des Loisirs	0,56	0,60	0,71	0,73	0,73	0,68	0,57
Ministère de la Santé	20,24	24,59	30,02	33,28	26,22	29,48	43,73
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	1,66	1,72	11,14	2,16	2,04	2,13	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	na	na	na	na	na	na	2,35
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	6,55	na	na	na	na	na	na
Min de l'Education Ntle et Alphabétisation	na	6,05	11,85	26,66	20,03	12,03	31,67
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	33,47	na	na	na	na	na	na
Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur	na	34,12	36,39	42,83	38,75	42,02	na
Min. Enseig Supérieur. Recherche Scienc. Innov	na	na	na	na	na	na	53,71
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	0,92	na	na	na	na	na	na
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	na	na	1,69	1,33	1,43	1,20	1,60
Min. de l'Indus., Commerce, P Init. Priv Art.	na	1,16	na	na	na	na	na
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	2,36	1,91	2,49	na	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	na	na	na	2,87	2,73	3,04	2,62
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	1,88	2,05	na	na	na	na	na
Ministère de l'Agriculture et de l'Hydrauliq.	na	na	3,96	na	na	na	na
Min. Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	na	na	na	2,27	1,28	na	na
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	na	na	na	na	na	na	2,30
Min Agri RessHydrAss&Séc Alimentaire	na	na	na	na	na	2,35	na
Ministère des Ressources Animales	0,31	0,26	0,80	na	na	1,03	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	na	na	na	1,15	1,47	na	0,94
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	na	na	na	na	1,60
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	0,54	na	na	na	na	na	na
Ministère Environnement et du Développement Durable	na	0,64	0,74	0,70	0,64	na	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na	na	na	na	na	0,95	na
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na	na	na	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	na	na	na	0,88	0,56	0,72	na
Ministère des Infrastructures	na	na	na	na	na	na	0,93
Min. Transports Mob. Urbaine & Sécurité Routière	na	na	na	na	na	na	0,21
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	0,28	0,19	0,24	na	na	na	na
Ministère des Postes et des Technologies	na	na	na	na	na	na	na
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	0,01	0,10	na	na	na	na	na
Ministère des Transports	0,15	0,22	na	na	na	na	na
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	na	na	na	0,31	0,19	0,34	0,31

Ministère et institution	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ministère des Transports, des Postes et de l'Economie Numérique	na	na	0,85	na	na	na	na
Ministère de l'Economie et du Développement	na	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Promotion des Droits Humains	0,03	0,01	na	na	na	na	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	0,03	0,32	na	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	1,53	3,37	na	na	na	na	na
Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi	na	na	3,26	3,33	3,57	3,33	na
Min. Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	na	na	na	na	na	na	2,93
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	0,04	0,02	0,05	0,04	0,01	0,01	0,01
Min. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na	na	na	na	na	na	na
Ministère des Recherches Scientifique et Innovation	na	2,19	3,82	4,31	4,23	4,06	na
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	na	na	na	7,63	7,40	na	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	na	na	na	0,36	0,22	na	na
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	na	na	na	na	na	na	0,17
Grande Chancellerie	na	na	na	na	na	na	na
Conseil Supérieur de l'Information	na	na	na	na	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	na	na	na	na	0,05
Conseil Supérieur de la communication	0,16	0,16	0,15	0,15	0,15	0,11	0,11
Inspection Générale de l'Etat	na	na	na	na	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	na	na	na	na	na	na	na
Délégation Générale à l'Informatique	na	na	na	na	na	na	na
Conseil Constitutionnel	na	na	na	na	na	na	na
Conseil d'Etat	na	na	na	na	na	na	na
Cour des Comptes	na	na	na	na	na	na	na
Cour de Cassation	na	na	na	na	na	na	0,10
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,20	0,20	0,19	0,20	0,37	0,16	0,21
Commission Informatique et des Libertés	na	na	na	0,40	0,32	0,29	0,33
Médiateur du Faso	na	na	na	0,02	0,46	0,48	0,43
Dépenses Communes Interministérielles	82,37	113,18	195,08	143,98	181,37	165,88	166,79
Total	187,26	244,08	360,28	330,16	340,12	320,90	365,89

Source : Direction générale du budget, Lois de règlement.

Tableau N°3.32 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2017		2018		2019	
	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP
Présidence du Faso	3,67	3,21	3,67	2,83	6,58	6,58
Premier Ministère	2,89	2,87	4,24	4,13	4,45	4,42
Parlement	12,17	12,17	13,17	13,17	15,63	15,63
Conseil Economique et Social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	0,25	0,25	1,43	1,43
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale	12,70	11,95	14,44	14,16	14,95	14,94
Ministère de la Justice	1,31	1,14	1,14	1,14	1,35	1,35
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	2,35	2,35	2,35	2,35	2,35	2,35
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	0,52	0,52	2,52	2,52	0,83	0,82
Ministère de la Sécurité	2,41	2,22	3,88	3,80	3,79	3,42
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	11,88	11,56	21,50	17,59	32,32	30,88
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	2,36	2,31	3,86	3,83	4,05	4,02
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,13	3,13	4,57	4,57	5,15	5,14
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	5,18	4,48	7,43	7,43	5,78	5,78
Ministère des Sports et des Loisirs	0,46	0,40	0,43	0,43	0,63	0,63
Ministère de la Santé	49,83	49,74	63,88	63,88	63,89	63,88
Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	2,37	2,17	2,34	2,32	3,76	3,73
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	19,24	19,20	23,45	22,11	24,81	24,18
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	63,02	63,01	64,39	64,39	70,75	70,75
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	8,24	8,23	11,55	8,55	2,39	2,36
Ministère des Mines et des Carrières	2,75	2,37	1,96	1,96	4,73	4,73
Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles	3,65	3,62	2,45	2,45	6,95	6,92
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,94	0,92	1,01	0,98	1,07	1,05
Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique	1,64	1,63	2,21	2,19	2,74	2,74

Ministère et institution	2017		2018		2019	
	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP
Ministère des Infrastructures	0,33	0,33	0,44	0,44	0,30	0,30
Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	0,32	0,32	0,31	0,31	0,44	0,44
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1,05	1,05	1,04	1,04	0,60	0,60
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	0,26	0,26
Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entreprenariat des Jeunes	3,23	3,07	3,45	3,43	5,83	5,82
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	0,03	0,00	0,03	0,02	0,02	0,02
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	1,04	1,01	0,98	0,97	0,98	0,95
Ministère de l'Energie	2,78	2,78	1,29	1,29	2,37	2,37
Conseil Supérieur de la Communication	0,11	0,11	0,07	0,07	0,11	0,06
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,05	0,05	0,05	0,05	0,06	0,06
Conseil Constitutionnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Conseil d'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Cour des Comptes	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Cour de Cassation	0,20	0,20	0,19	0,18	0,21	0,20
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,19	0,19	1,19	1,19	0,22	0,21
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,33	0,33	0,35	0,35	0,35	0,35
Médiateur du Faso	0,41	0,41	0,42	0,42	0,41	0,41
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	18,88	18,88	18,88	18,88	18,88	18,88
Dépenses Communes Interministérielles	200,77	198,40	123,78	122,66	182,54	141,20
Total	442,46	436,34	409,19	398,33	493,98	449,86

Source : Direction générale du budget, Projets de lois de règlement.

Tableau N°3.33 : Evolution des dépenses du titre V (hors financements extérieurs) par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Présidence	2,42	0,62	3,47	10,68	11,77	7,81	9,81
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	na	0,07	0,50	0,05	0,04	na	na
Premier Ministère	4,72	5,41	0,91	12,00	10,89	21,26	16,82
Parlement	0,60	0,61	0,70	0,35	2,18	na	na
Conseil Economique et Social	na	na	na	na	na	na	na
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	na	na
Ministère des Relations avec le Parlement et des Réformes Politiques	na	na	3,00	na	na	na	na
Ministère des Relations avec les Institutions et les Réformes Politiques	na	na	na	na	na	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	11,87	7,02	na	na	na	na	na
Min. Admin. Territoriale & de la Sécurité	na	na	na	13,04	8,04	31,10	na
Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	na	na	15,15	na	na	na	na
Min. Admin. Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	na	na	na	na	na	na	16,36
Ministère de la Justice	1,56	1,35	na	4,26	2,33	na	na
Min. de la Justice Promo. Droits Hum.	na	na	2,97	na	na	na	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	na	na	na	na	na	1,65	0,82
Ministère de la Défense	10,74	7,27	na	na	na	na	na
Ministère Défense Nle et Anc. Comb.	na	na	13,88	32,00	12,26	4,00	11,70
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	2,30	1,30	5,22	4,58	0,45	12,03	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	na	na	5,50
Ministère de la Sécurité	2,91	3,40	na	na	na	na	na
Ministère de l'Economie et des Finances	19,18	20,46	36,01	40,49	38,80	32,72	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	na	na	na	35,02
Ministère des Finances et du Budget	na	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	2,39	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et Francophonie	na	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture et du Tourisme	na	na	0,62	0,62	1,07	1,20	0,41
Min. FonctPubl et Reforme Adm.	na	0,10	na	na	na	na	na
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na	na	na	na	na	na	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	0,38	0,18	na	na	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	0,16	na	na	na	na	na	na
Min. FonctPublTrav. & Sécu. Sociale	na	na	1,29	1,43	0,61	0,97	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale						na	0,73
Ministère de l'Information	na	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Communication	na	1,38	0,46	4,31	2,93	na	na
Ministère de la Communication, chargé Relat° avec CNT	na	na	na	na	na	4,50	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	na	0,64
Ministère de la Promotion de la Femme	0,16	0,20	0,63	na	na	na	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	na	na	na	0,43	0,06	na	na
Ministère des Sports et des Loisirs	0,06	0,18	0,70	0,41	0,03	0,39	1,21
Ministère de la Santé	18,62	9,32	14,87	21,90	8,28	17,14	23,66

Ministère et institution	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	0,88	1,25	2,23	7,07	1,89	2,49	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	na	na	na	na	na	na	2,28
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	22,22	na	na	na	na	na	na
Min de l'Education Ntle et Alphabétisation	na	8,92	15,93	11,04	13,34	7,81	17,42
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	7,74	na	na	na	na	na	na
Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur	na	5,14	10,54	19,23	7,93	1,01	na
Min. Enseig Supérieur. Recherche Scienc. Innov	na	na	na	na	na	na	8,84
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	4,47	na	na	na	na	na	na
Min. de l'Indus., Commerce, P Init. Priv Art.	na	0,16	na	na	na	na	na
Min. de l'Industrie Commerce & Artis.	na	na	3,24	1,71	2,53	0,48	0,86
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	0,69	10,35	12,43	na	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	na	na	na	30,16	0,69	5,26	6,15
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	30,61	46,71	na	na	na	na	na
Min. de l'Agriculture & de l'Hydrauliq.	na	na	62,68	na	na	na	na
Min. Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	na	na	na	36,57	26,56	na	na
Min Agri RessHydrAss&Séc Alimentaire	na	na	na	na	na	57,80	na
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	na	na	na	na	na	na	34,36
Ministère des Ressources Animales	2,32	1,89	11,96	na	na	2,12	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	na	na	na	8,57	7,21	na	3,64
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	0,60	na	na	na	na	na	na
Ministère Environnement et du Développement Durable	na	0,18	0,64	0,70	2,05	na	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na	na	na	na	na	1,98	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	na	na	na	na	2,55
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na	na	na	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	32,05	33,22	49,94	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	na	na	na	60,64	29,90	32,17	na
Ministère des Infrastructures	na	na	na	na	na	na	56,01
Ministère des Postes et des Technologies	na	na	na	na	na	na	na
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	na	na	na	2,34	2,64	0,39	0,97
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	0,80	0,42	na	na	na	na	na
Ministère des Transports	0,13	0,38	na	na	na	na	na
Min. Transports Postes & Eco. Numériq	na	na	2,28	na	na	na	na
Ministère de l'Economie et du Développement	na	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Promotion des Droits Humains	na	na	na	na	na	na	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	0,15	0,30	na	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	1,52	2,60	na	na	na	na	na
Min Jeunesse Form. Profession. & Emp.	na	na	16,08	6,85	12,06	6,05	na
Min Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	na	na	na	na	na	na	7,99
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	4,22	1,08	9,81	7,66	6,17	4,01	4,76

Ministère et institution	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Min. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na	na	na	na	na	na	na
Ministère RechScientif et Innovation	na	0,28	0,63	0,81	0,71	0,36	na
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	na	na	na	6,00	0,53	na	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	na	na	na	33,99	26,01	na	na
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	na	na	na	na	na	na	24,20
Grande Chancellerie	0,56	0,26	0,34	1,07	0,44	0,10	na
Conseil Supérieur de l'Information	na	na	na	na	na	na	na
Conseil Supérieur de la communication	0,23	0,20	0,25	na	na	na	na
Inspection Générale de l'Etat	na	na	na	na	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	na	na	na	0,30	0,29	0,03	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	na	na	na	na	0,06
Délégation Générale à l'Informatique	na	na	na	na	na	na	na
Conseil Constitutionnel	na	na	na	na	na	na	0,04
Conseil d'Etat	na	na	na	na	na	na	na
Cour des Comptes	0,03	na	0,06	na	na	na	na
Cour de Cassation	na	na	na	0,03	0,04	0,06	na
Commission Electorale Nationale Indépendante	na	na	na	na	na	na	na
Transferts Ressources Collectivités T.	5,39	11,18	12,51	20,06	18,53	7,08	10,25
Dépenses Communes Interministérielles	103,13	73,24	62,97	73,71	30,56	17,93	16,41
Total	295,62	256,33	374,90	475,17	290,13	281,89	319,45

Source : Direction générale du budget, Lois de règlement

Tableau N°3.34 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses d'investissements « part Etat » par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2017			2018			2019		
	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
Présidence du Faso	13,24	18,23	15,87	29,78	9,60	9,42	34,29	16,58	16,58
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	na	na	na	0,10	0,00	0,00	0,24	0,12	0,12
Premier Ministre	24,23	19,85	19,85	11,47	8,17	8,17	12,49	11,19	11,16
Parlement	3,25	3,25	3,25	3,50	3,50	3,50	0,00	5,24	5,24
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	0,10	0,00	0,00	0,18	0,17	0,15
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale	7,23	16,49	15,19	31,77	6,53	6,33	1,94	7,47	7,42
Ministère de la Justice	10,19	5,01	3,10	9,07	5,02	5,01	6,48	6,80	5,11
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	13,00	15,42	15,42	67,93	64,47	64,47	67,95	70,82	70,82
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération	13,60	4,73	4,72	12,60	2,92	2,74	5,22	2,80	2,72
Ministère de la Sécurité	12,58	14,43	14,30	13,89	14,01	14,00	14,20	14,04	14,02
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	57,89	26,17	24,93	12,82	12,09	12,00	21,73	12,47	12,42
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	8,04	0,96	0,53	9,41	0,06	0,06	0,41	0,32	0,32
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	2,19	1,81	1,59	5,21	0,88	0,88	1,72	0,78	0,78
Ministère de la Communication et des	5,74	1,46	1,39	2,59	1,47	1,47	1,40	1,16	0,97

Ministère et institution	2017			2018			2019		
	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
Relations avec le Parlement									
Ministère des Sports et des Loisirs	3,25	2,24	1,80	2,92	1,22	1,15	1,43	1,20	1,18
Ministère de la Santé	70,06	48,55	47,49	46,76	36,80	36,60	39,61	28,93	28,93
Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	2,93	2,23	1,95	2,79	1,59	1,31	0,86	2,73	2,35
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	21,92	24,23	23,54	17,40	13,45	12,95	5,06	11,73	11,20
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	90,68	16,94	16,88	27,70	9,32	8,91	31,00	13,27	13,25
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	10,39	3,21	3,07	7,86	4,75	4,73	3,18	2,43	2,43
Ministère des Mines et des Carrières	0,00	0,02	0,02	4,34	0,00	0,00	0,48	0,27	0,11
Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles	54,27	59,90	56,13	88,37	46,65	44,78	38,87	33,64	32,35
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	101,20	9,59	9,15	44,49	8,31	7,45	7,57	9,34	9,27
Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique	3,95	4,90	3,61	2,60	2,60	2,47	6,21	4,29	3,25
Ministère des Infrastructures	628,31	92,92	92,41	134,00	81,22	80,35	20,03	51,32	51,00
Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	4,50	3,06	3,02	3,46	4,05	4,05	1,66	4,61	4,57
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	2,72	0,21	0,17	17,18	4,49	4,08	7,20	7,19	6,99
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	na	na	0,00	0,13	0,13
Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes	1,91	11,38	11,06	1,67	5,46	4,81	1,09	2,30	2,11
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	15,57	6,27	5,62	8,93	2,90	2,62	6,99	6,56	4,16
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	63,03	74,83	73,11	75,12	45,64	43,82	18,92	26,45	25,83
Ministère de l'Energie	149,07	12,24	12,11	98,58	9,06	8,73	34,93	9,45	9,13
Grande Chancellerie	0,21	0,21	0,21	0,00	0,03	0,03	0,00	0,00	0,00
Conseil Supérieur de la Communication	0,05	0,03	0,03	0,50	0,05	0,03	0,40	0,10	0,10
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	6,10	1,96	1,68	1,00	0,98	0,98	1,20	1,17	1,17
Conseil Constitutionnel	5,37	1,83	1,81	32,33	2,34	2,34	0,00	0,00	0,00

Ministère et institution	2017			2018			2019		
	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
Cour de Cassation	0,06	0,06	0,00	0,11	0,00	0,00	0,16	0,11	0,11
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,04	0,04	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	28,01	33,27	33,27	12,08	17,39	17,39	9,26	14,73	14,73
Dépenses Communes Interministérielles	9,97	39,73	36,98	8,91	17,26	14,78	5,14	27,48	21,48
Total	1 444,75	577,66	555,28	849,32	444,32	432,44	409,49	409,35	393,63

Source : Direction générale du budget ; Direction générale du trésor et de la comptabilité publique ; Direction générale des impôts ; Direction générale des douanes ; Direction générale de la coopération

(*) Les données relatives aux investissements de 2018 ont été actualisées

Tableau N°3.35 : Evolution des dépenses du titre VI par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Dépenses communes interministérielles	3,80	3,85	5,50	39,65	9,12	4,68	6,99

Source : Direction générale du budget, Lois de règlement

Tableau N°3.36 Evolution de la situation d'exécution budgétaire des dépenses de Transferts en capital (en milliards FCFA)

Ministère et Institution	2017			2018			2019		
	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
Dépenses Communes Interministérielles	20,19	20,19	16,52	32,50	25,50	22,23	5,06	5,06	1,31

Source : Direction générale du budget, Projets de lois de règlement.



QUATRIEME PARTIE :

SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE



4.1. Encours de la dette

Tableau N°4.1 : Evolution de l'encours de la dette extérieure par détenteur (en milliards FCFA)

Détenteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dette bilatérale	203,66	214,69	216,44	211,91	218,11	237,35	241,93	237,61	245,18	242,54
Club de Paris	55,59	66,05	63,01	61,57	59,68	44,25	51,22	73,98	86,23	87,37
Hors Club de Paris	148,07	148,64	153,42	150,34	158,43	193,10	190,71	163,63	158,95	155,17
Dette multilatérale	914,42	957,58	1 074,11	1 084,06	1 194,74	1 377,71	1 524,21	1 505,38	1 664,38	1 946,03
Fonds monétaire international	94,88	71,69	105,86	102,62	107,62	122,04	129,23	109,35	106,45	134,04
Association intern. pour le développement	380,85	425,35	445,70	463,95	511,17	629,49	732,93	729,92	834,35	980,35
Fonds africain développement	186,16	202,96	240,70	244,06	253,20	280,42	291,20	298,44	313,72	329,21
Autres dettes extérieures	252,52	257,58	281,86	273,42	322,76	345,74	370,85	367,67	409,87	502,43
Total dette extérieure	1 118,07	1 172,26	1 290,55	1 295,96	1 412,85	1 615,05	1 766,14	1 742,99	1 909,56	2 188,57

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

Tableau N°4.2 : Evolution de l'encours de la dette intérieure par détenteur (en milliards FCFA)

Détenteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Institutions financières	8,24	49,11	49,18	81,34	74,11	82,92	79,67	60,24	40,65	124,83
Institutions non financières	9,02	8,14	62,53	50,08	47,14	29,92	9,58	7,09	161,68	148,84
Marché monétaire et financier	177,34	230,10	239,99	306,36	401,84	460,61	641,72	956,87	1254,06	1505,29
Autres dettes intérieures	11,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total dette intérieure	206,33	287,36	351,69	437,78	523,10	573,46	730,97	1 024,20	1 456,39	1 778,96

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

4.2. Service de la dette publique

Tableau N°4.3 : Evolution du service de la dette publique selon l'origine par type de service (en milliards FCFA)

Type de dette	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Service de la dette extérieure	25,57	29,61	37,42	38,85	45,51	48,75	56,33	70,37	78,14	80,45
Amortissement	15,52	18,43	21,84	26,03	30,81	32,88	39,38	50,21	55,08	59,58
Charges, intérêts et commissions	10,05	11,18	15,58	12,82	14,70	15,87	16,94	20,16	23,06	20,87
Service de la dette intérieure	41,13	38,48	55,13	66,61	110,90	119,60	172,06	158,93	177,90	264,62
Amortissement	30,19	23,53	29,00	48,54	81,47	91,72	122,06	109,47	103,64	233,91
Charges, intérêts et commissions	10,94	14,95	26,13	18,07	29,43	27,88	50,01	49,46	74,26	30,71
Total service de la dette publique	66,70	68,09	92,55	105,46	156,41	168,35	228,39	229,30	256,04	345,07

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

4.3. Ratios d'endettement

Tableau N 4.4 : Evolution des principaux ratios d'endettement

Ratios	Norme	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ratio de viabilité											
Valeur actualisée de la dette/PIB	<=40	20,70	20,40	19,20	18,10	20,60	19,32	22,90	25,00	30,90	33,60
Valeur actualisée de la dette/XBS	<=180	141,90	152,90	165,60	76,40	54,60	53,41	61,70	57,40	70,00	138,86
Valeur actualisée de la dette/Rev	<=250	115,00	113,70	251,70	92,40	96,60	93,57	92,60	88,80	132,00	158,62
Ratio de soutenabilité											
Service de la dette /XBS	<=15	3,25	2,60	2,56	2,89	3,34	3,49	3,36	3,73	3,55	3,91
Service de la dette /Rev	<=18	3,76	3,71	3,75	3,40	4,27	4,65	4,58	5,07	5,10	4,60
Agrégats											
Encours de la dette (en milliards de FCFA)		1 324,41	1 459,62	1 642,25	1 733,75	1 935,94	2 188,51	2 497,11	2 767,19	3 365,95	3 967,53
PIB nominal (en milliards de FCFA)		4 447,57	5 060,32	5 700,58	5 902,38	6 119,57	6 162,49	6 444,23	7 177,42	7 866,31	8 260,13

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

PIB : Produit intérieur brut ; XBS : Exportation des biens et service ; Rev : Revenu national ;

4.4. Tirages sur emprunts

Tableau N°4.5 : Evolution des tirages sur emprunts par type (en milliards FCFA)

Type	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dette extérieure	127,95	103,16	148,68	69,59	60,83	145,10	170,68	146,08	214,17	336,70
Multilatéraux	110,09	84,60	142,65	62,62	57,12	131,30	152,11	113,94	193,47	321,62
Prêts programme	10,48	9,73	37,49	28,77	3,79	54,64	81,94	3,53	13,99	103,70
Prêts projets	99,61	74,87	105,16	33,85	53,34	76,66	70,16	110,41	179,48	217,92
Bilatéraux	17,86	18,56	6,03	6,97	3,71	13,80	18,57	32,14	20,70	15,07
Prêts programme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,18
Prêts projets	17,86	18,56	6,03	6,97	3,71	13,80	18,57	32,14	20,70	5,89
Dette intérieure	43,28	60,60	32,35	121,60	41,68	96,72	165,00	351,77	347,19	362,80
Emprunts obligataires intérieurs	43,28	60,60	32,35	121,60	41,68	96,72	165,00	351,77	347,19	362,80
Total tirages	171,23	163,76	181,03	191,19	102,51	241,82	335,68	497,86	561,36	699,50

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

4.5. Allègements de dette obtenus

Tableau N°4.6 : Evolution des allègements obtenus de la dette par type (en milliards FCFA)

Type	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Initiative des Pays pauvres très endettés (PPTE)	16,74	16,25	18,89	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01
Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)	14,84	14,61	13,68	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95
Total allègements obtenus	31,58	30,86	32,57	31,96	31,96	31,96	31,96	31,96	31,96	31,96

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique



CINQUIEME PARTIE :

SITUATION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT



5.1. Aide publique au développement par nature de financement

Tableau N°5.1 : Déboursement de l'aide extérieure par nature de financement (millions de dollars US)

Nature	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Prêts	249,14	353,75	192,34	117,84	256,73	277,97	313,74	282,25	416,46	532,16
Subventions	807,43	785,99	970,51	1 030,31	848,29	822,72	781,04	852,39	1023,76	1016,56
Ensemble	1 056,56	1 139,74	1 162,85	1 148,14	1 105,02	1 100,69	1 094,78	1 134,65	1 440,22	1 548,72

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

Tableau N°5.2 : Déboursement de l'aide extérieure par secteur et sous-secteur nationaux (millions de dollars US)

Secteurs\sous-secteurs	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Appui programme	325,36	355,05	326,09	214,96	197,72	264,71	267,00	22,72	152,23	nd
Appui budgétaire général	320,51	350,07	323,95	212,99	196,91	264,53	266,59	22,72	151,68	nd
Non attribué	4,85	4,98	2,14	1,98	0,82	0,17	0,41	0,00	0,55	nd
Organisation, infrastructures et équipements administratifs	64,42	116,05	101,16	128,28	131,09	124,74	132,06	240,50	347,10	nd
Cartographie	0,00	0,14	2,20	1,77	0,74	0,00	0,00	0,00	0,00	nd
Informatique	0,66	0,52	0,51	0,90	0,90	1,41	3,38	29,80	12,57	nd
Infrastructure	5,69	27,18	13,98	24,03	27,74	39,69	16,84	17,64	21,78	nd
Matériel et équipement administratif	9,94	15,16	13,37	12,89	6,84	7,70	7,90	3,71	4,36	nd
Mesures et actions institutionnelles	38,64	52,63	50,36	74,44	94,77	74,92	103,93	181,15	308,25	nd
Non attribué	9,49	20,41	20,74	14,26	0,11	1,02	0,00	8,20	0,13	nd
Production	122,66	167,89	198,36	201,87	195,17	188,86	172,95	322,66	218,61	nd
Agriculture	97,69	144,00	170,90	164,18	149,04	162,83	123,25	250,51	151,14	nd
Artisanat	0,00	0,08	0,24	2,35	1,19	0,80	0,00	0,23	0,20	nd
Elevage	7,24	7,50	5,83	4,69	20,42	8,81	11,85	22,01	17,62	nd
Environnement	15,69	14,04	9,14	17,45	19,15	13,21	20,21	41,66	39,20	nd
Industrie	0,26	0,00	0,12	0,00	0,13	0,16	5,32	1,55	2,88	nd
Mines	0,66	0,71	0,44	2,37	4,91	2,76	6,30	5,77	5,91	nd
Pêche	0,00	0,89	1,27	0,12	0,02	0,11	0,89	0,92	1,34	nd
Non attribué	1,12	0,67	10,42	10,70	0,31	0,17	5,14	0,00	0,32	nd
Secteurs sociaux	348,04	332,47	334,30	338,81	301,80	273,60	245,73	318,42	414,88	nd
Action sociale	56,11	33,80	31,34	47,41	69,88	50,80	60,53	59,13	122,43	nd
Education et formation	95,65	156,66	119,95	86,25	87,70	90,29	93,99	90,07	114,86	nd
Habitat et urbanisme	0,81	0,75	0,00	0,00	0,00	0,76	2,24	7,51	24,89	nd
Information, art et culture	3,19	2,14	3,99	2,13	11,39	12,89	1,37	13,41	5,67	nd
Santé	121,83	104,24	136,34	146,27	120,42	106,17	69,55	143,19	146,81	nd
Sports et loisirs	0,00	0,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,00	nd
VIH/SIDA	17,00	10,85	22,14	26,83	0,86	3,45	0,97	0,84	0,22	nd
Non attribué	53,47	23,24	20,54	29,91	11,55	9,24	17,08	4,20	0,00	nd
Soutien à la production	196,08	168,28	175,43	225,21	245,56	237,73	241,00	229,27	301,90	nd
Commerce	10,27	14,22	4,53	15,40	15,25	56,47	3,62	4,80	1,38	nd
Eau et aménagements hydro agricole	73,36	103,77	89,20	72,80	108,20	77,79	131,21	94,38	97,06	nd
Energie	27,08	14,56	29,98	46,23	60,51	52,14	38,56	66,23	84,39	nd
Tourisme et hôtellerie	0,00	0,08	0,00	0,00	0,00	0,07	0,04	0,00	0,00	nd
Transports	84,28	30,89	48,70	89,23	54,66	50,49	67,55	63,86	119,06	nd
Non attribué	1,09	4,76	3,02	1,55	6,95	0,76	0,02	0,00	0,00	nd
Secteur non attribué	0,00	0,00	27,51	39,01	33,68	11,08	36,03	1,08	5,50	nd
Non attribué	0,00	0,00	27,51	39,01	33,68	11,08	36,03	1,08	5,50	nd
Total	1 056,56	1 139,74	1 162,85	1 148,14	1 105,02	1 100,72	1 094,78	1 134,65	1 440,22	nd

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

5.2. Principaux ratios de l'aide publique au développement

Tableau N°5.3 : Evolution des principaux ratios de l'aide publique au développement (APD)

Ratios	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
APD/PIB (en %)	12,00	10,41	10,23	9,79	9,08	8,99	10,07	9,20	10,20	11,55
APD/tête (en \$US)	67,20	70,10	69,30	66,30	61,80	59,57	57,52	57,80	71,14	81,29
APD/tête (en milliers de FCFA)	33,90	32,40	34,70	33,30	31,09	29,97	34,08	33,63	39,55	47,63

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide /Institut national de la statistique et de la démographie

5.3. Aide publique au développement par donateur

Tableau N°5.4 : Evolution de l'aide publique au développement par bailleur (en millions de \$US)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Bilatérale	376,01	446,13	496,50	539,97	405,01	409,42	396,41	424,85	419,94	473,09
Abu Dhabi	2,65	0,00	2,05	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Allemagne	40,34	32,39	42,34	37,67	48,57	50,11	38,19	43,77	45,37	74,10
Arabie Saoudite	3,12	4,66	0,98	1,46	0,02	0,00	5,92	0,00	0,00	1,68
Autriche	0,00	4,70	7,16	7,61	3,69	4,45	5,36	3,59	0,00	8,65
Banque de Chine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16,35
Belgique	3,29	0,00	2,98	0,00	8,32	0,00	0,00	6,18	17,11	18,86
Bésil	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00
Canada	23,05	28,04	28,22	26,82	17,75	22,33	27,32	22,55	39,59	29,43
Chine-Taiwan	29,86	25,32	23,78	25,56	26,81	15,14	26,86	20,48	0,00	0,00
Corée du Sud	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,09	0,00	0,00	0,00
Danemark	32,93	43,83	41,47	37,71	48,41	36,31	39,38	59,39	54,90	26,93
Espagne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Etats Unis	63,87	90,57	115,90	160,18	109,26	83,27	46,23	105,12	93,71	73,23
France	31,18	47,08	39,51	44,45	31,73	87,16	107,89	82,79	81,99	105,55
Inde	0,00	0,00	11,15	7,21	0,43	1,49	0,13	1,59	0,61	1,39
Italie	3,82	0,00	0,00	0,00	11,95	12,56	6,64	5,81	7,06	10,69
Japon	17,86	37,15	50,03	39,29	28,07	26,61	15,03	26,58	13,44	11,05
Koweït	5,26	4,62	6,19	3,63	2,16	2,13	0,89	0,00	0,00	3,09
Luxembourg	15,59	16,00	9,23	14,93	22,69	21,01	23,50	16,34	21,88	24,74
Norvège	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pays-Bas	54,39	57,60	56,00	39,46	1,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Principauté de Monaco	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,77	0,79	0,00	0,94	1,57
Suisse	15,62	18,27	26,42	29,61	24,76	32,28	27,73	24,50	27,85	29,43
Suède	33,19	35,90	33,08	62,84	18,71	13,75	24,44	6,16	15,48	36,35
Multilatérale	647,55	638,77	627,42	574,87	653,84	636,21	660,66	643,96	958,65	999,56
Banque africaine de développement	114,02	87,99	67,66	38,76	32,31	71,84	51,88	78,13	103,43	48,74
BADEA	7,77	5,18	4,40	3,05	3,87	1,15	3,14	2,87	4,84	16,98
Banque islamique de développement	35,75	24,70	19,42	7,71	0,28	3,61	19,60	23,14	50,81	65,83
Banque mondiale	171,07	216,55	143,53	193,93	262,28	199,35	296,79	196,63	404,36	331,90
Banque Ouest-africaine de développement	9,69	35,39	12,57	9,73	30,69	18,09	30,54	25,13	29,99	25,51
CEDEAO	0,00	2,98	2,01	2,85	14,58	0,00	0,00	8,27	10,21	0,00
Fonds monétaire international	22,37	25,98	49,02	9,61	7,53	37,60	32,04	6,07	25,16	49,69
Fonds OFID	0,60	4,75	17,63	0,48	3,53	1,44	0,75	1,14	8,45	4,02
Fonds Vert pour le Climat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,59
Fonds Mondial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91,53
GAVI Alliance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,95
Indépendant	44,59	6,80	50,07	30,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Nations Unies	109,76	90,09	150,20	130,45	104,51	108,61	97,43	108,87	85,11	179,58
Union européen.	131,93	138,35	110,91	147,43	194,27	194,51	128,48	193,71	236,30	176,24
ONG Internat.	33,00	54,84	38,93	33,30	41,76	55,06	37,71	65,84	61,64	76,07
Populations cibles	0,00	0,00	0,00	0,00	4,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	1 056,56	1 139,74	1 162,85	1 148,14	1 105,02	1 100,69	1 094,78	1 134,65	1 440,22	1 548,72

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

5.4. Aide publique au développement selon les instruments de financement

Tableau N°5.5 : Evolution de l'aide publique au développement selon les instruments de financements

Instruments de financements	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Aide projet (en millions de \$US)	691,56	753,54	716,87	793,11	803,10	647,71	774,08	948,09	1 134,53	1 118,10
Appui budgétaire (en millions de \$US)	328,40	371,02	347,96	256,13	269,73	420,03	282,70	133,47	242,62	328,86
Aide alimentaire (en millions de \$US)	25,27	10,68	52,97	39,51	22,02	25,79	31,66	52,03	50,92	40,43
Assistance et secours d'urgence (en millions de \$US)	11,34	4,51	45,05	59,39	10,17	7,16	6,34	1,06	12,15	61,32
Total APD (en millions de \$US)	1 056,56	1 139,74	1 162,85	1 148,14	1 105,02	1 100,69	1 094,78	1 134,65	1 440,22	1 548,72
Total APD (en milliards de F CFA)	533,62	526,73	583,00	577,58	555,88	553,70	648,60	660,22	800,73	907,41

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

Tableau N°5.6 : Evolution de l'aide projet par agence donatrice (en millions de \$US)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Aide projet - Avec fonds commun	53,56	52,54	72,15	90,83	29,88	25,14	102,29	40,95	44,41	65,39
Affaires Mondiales Canada	11,20	11,97	10,99	7,05	0,82	8,42	10,13	7,70	7,72	7,54
Agence danoise pour le développement international	2,90	2,66	13,54	5,02	5,58	5,34	2,93	2,59	5,99	1,00
Agence française de développement	2,66	0,43	0,17	6,33	4,02	2,20	54,90	11,79	7,61	15,34
Agence suédoise de développement international	0,29	3,09	1,49	5,76	5,91	1,75	2,21	0,00	0,00	0,00
Association internationale de développement	0,00	0,00	3,14	22,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Agence Italienne pour la Coopération au Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,63	0,00	2,61
Coopération néerlandaise	21,34	20,84	29,60	15,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération autrichienne	0,00	0,43	0,00	3,80	0,66	0,90	0,75	1,10	0,00	0,00
Coopération suédoise	10,12	0,00	0,39	2,59	0,00	0,00	16,64	2,77	2,72	0,00
Direction du développement et de la coopération	3,90	3,21	4,78	0,00	4,18	4,93	2,18	2,15	2,03	14,61
FAD/BAD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,18	0,00
Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et la Malaria	0,00	5,44	0,00	2,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds Européen de Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7,32	15,68	0,00
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	0,00	0,00	0,94	10,96	0,00	0,00	5,44	0,00	0,00	0,00
Fonds des Nations Unies pour la population	0,00	0,00	0,00	0,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,21
GAVI Alliance	0,59	1,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
GIZ	0,00	2,54	3,17	2,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Grand Duché du Luxembourg	0,13	0,16	3,93	1,51	4,43	1,47	6,02	4,89	2,48	12,54
KfW	0,04	0,00	0,00	0,00	4,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Lux-développement	0,00	0,00	0,00	4,39	0,00	0,00	1,53	0,02	0,00	0,00
Principauté de Monaco	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,13	0	0	0	0
Programme des Nations unies pour le développement	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	-0,47	0,00	0,00	0,00
Service de coopération et d'action culturelle	0,40	0,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	0,00	0,54
Aide projet - Sans fonds commun	638,00	701,00	644,72	702,29	773,21	622,56	671,79	907,14	1090,12	1052,72
ACDI/VOCA	0,00	0,33	1,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Abu Dhabi	2,65	0,00	2,05	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Africare	0,00	0,00	0,00	0,15	0,56	1,12	0,00	0,44	0,15	0,00
Affaires Mondiales Canada	11,85	16,07	17,23	19,78	16,93	13,90	17,19	14,85	31,87	21,89
Agence danoise pour le développement international	11,56	17,95	4,32	9,25	17,81	8,12	22,75	38,90	32,61	18,29

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Agence française de développement	11,93	27,33	15,54	10,67	5,98	67,20	39,54	56,98	50,84	44,53
Agence Internationale de Coopération pour le Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16,35
Agence suédoise de développement international	0,00	12,63	2,50	8,80	6,29	4,61	5,00	0,59	0,63	3,77
Association internationale de développement	78,50	94,48	50,39	101,74	162,04	49,35	144,10	196,63	328,94	233,74
Association Solidarité Afrique de l'Ouest	0,00	1,59	1,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres ONG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Banque arabe pour le développement économique en Afrique	7,77	5,18	4,40	3,05	3,87	1,15	3,14	2,87	4,84	16,98
Banque européenne d'investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,05	0,00	0,00
Banque Islamique de Développement	35,75	24,34	19,42	7,71	0,28	3,30	19,60	23,14	50,81	65,83
Banque Ouest-africaine de développement	9,69	35,39	12,57	9,73	30,69	18,09	30,54	25,13	29,99	25,51
Banque d'investissements et de développement de la CEDEAO	0,00	2,98	2,01	2,85	14,58	0,00	0,00	8,27	10,21	0,00
Bornefonden	0,00	0,00	0,00	0,00	2,18	0,00	1,63	1,34	0,00	0,00
Brésil	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00
Catholic Relief Services	11,59	12,42	4,59	6,68	10,88	20,59	12,11	13,51	0,00	8,61
Centre italien d'aide à l'enfance	0,00	1,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Commission européenne	0,00	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,12	8,81	1,77
Compassion Internationale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,23	22,45	25,28	31,86
Coopération allemande	0,00	0,00	4,55	0,25	8,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération chinoise-taïwanaise	29,66	24,88	23,78	25,17	25,20	13,34	22,49	19,58	0,00	0,00
Coopération espagnole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération française	0,00	0,00	0,00	3,33	0,00	0,00	2,03	0,00	0,00	0,00
Agence Italienne pour la Coopération au Développement	3,16	0,00	0,00	0,00	11,95	11,14	6,64	5,18	7,06	8,08
Coopération japonaise	5,53	27,36	44,82	33,07	28,07	22,24	11,91	23,69	8,12	0,77
Coopération norvégienne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération néerlandaise	9,27	5,18	1,33	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération technique belge	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération autrichienne	0,00	4,27	6,00	3,20	2,96	3,55	3,97	2,50	0,00	5,04
Coopération suédoise	5,00	0,00	2,75	3,02	1,48	6,10	0,58	2,81	12,12	32,58
Corée du Sud	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,09	0,00	0,00	0,00
Diakonia	0,00	1,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Direction du développement et de la coopération	3,80	5,83	14,45	21,08	13,08	16,51	17,39	15,09	18,07	9,23
FAD/BAD	0,00	0,75	0,00	19,45	0,00	0,08	14,50	58,63	76,18	15,95
Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et la Malaria	44,00	0,00	50,07	28,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91,53
Fondation Nouvelle planète	0,00	0,94	3,60	0,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds africain de développement	98,75	47,59	28,89	19,31	32,31	9,72	37,38	19,50	27,06	18,81
Fonds européen de développement	22,14	53,14	36,43	47,86	91,16	82,54	60,39	84,27	108,33	71,94
Fonds français pour l'environnement mondial	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds international de développement agricole	4,27	5,51	5,89	3,07	0,00	6,18	6,21	11,43	5,56	17,55
Fonds koweïtien	5,26	4,62	6,19	3,63	2,16	2,13	0,89	0,00	0,00	3,09
Fonds mondial pour la nature	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds OPEP	0,60	4,75	17,63	0,48	3,53	1,44	0,75	1,14	8,45	4,02
Fonds saoudien	3,12	4,66	0,98	1,46	0,02	0,00	5,92	0,00	0,00	1,68

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Fonds d'équipement des Nations unies	0,28	0,22	0,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds de l'environnement mondial	0,00	0,51	0,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds des Nations unies pour l'enfance	36,57	29,82	4,78	26,29	37,45	41,04	20,99	32,77	8,85	37,89
Fonds des Nations unies pour la population	7,98	9,14	11,43	10,74	8,80	7,04	13,09	8,19	10,46	6,81
Fonds Vert pour le Climat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,59
GAVI Alliance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,95
GIZ	11,09	8,72	12,02	12,57	15,69	18,01	8,49	24,75	24,42	26,63
Grand Duché du Luxembourg	14,70	15,30	5,30	9,04	8,70	12,44	13,50	11,43	19,39	12,19
Helen Keller International	0,00	3,34	0,03	0,08	0,13	1,18	1,93	0,75	0,51	2,18
Helvetas Burkina Faso	0,00	0,00	0,00	1,17	2,62	1,02	2,01	2,86	2,62	3,49
Hunger Project Burkina	0,00	1,02	0,60	0,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Inde	0,00	0,00	11,15	7,21	0,43	1,49	0,13	1,59	0,61	1,39
KFW	17,28	18,36	16,42	14,61	12,26	17,47	29,70	19,02	18,24	32,92
Lutheran World Relief	0,00	0,15	0,00	0,00	0,86	0,00	0,28	0,30	0,00	0,00
Lux-développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,45	0,00	0,00	0,00
Marie Stopes International Burkina Faso	0,00	1,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Millennium Challenge Account-Burkina Faso	24,93	29,02	82,43	116,73	0,00	0,00	0,18	0,00	0,00	0,00
OCADES	0,00	0,00	0,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Organisation mondiale de la santé	9,74	12,16	8,33	8,88	8,98	7,99	5,64	3,40	3,04	3,04
Organisation néerlandaise de développement	0,00	3,03	0,00	0,00	1,69	0,00	3,62	0,00	0,00	0,00
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	13,13	14,54	12,13	4,46	9,63	8,79	4,31	5,05	0,00	3,32
Oxfam Belgique	0,45	0,24	0,23	0,00	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Oxfam Intermon	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,53	0,00	5,74	0,00	0,00
Oxfam Québec	0,26	0,93	0,35	0,73	0,26	0,94	0,06	0,00	0,00	0,00
Oxfam Burkina Faso	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13,67	0,00
Plan Burkina	20,05	24,94	18,82	16,76	19,35	18,49	9,22	6,09	0,00	0,00
Plan International	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12,23	14,43
Populations cibles	0,00	0,00	0,00	0,00	4,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Principauté de Monaco	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,64	0,79	0,00	0,82	1,46
Programme alimentaire mondial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00	0,00	0,00	0,00	16,47
Programme des Nations unies pour le développement	16,54	17,44	20,51	14,47	18,41	14,12	11,75	6,73	11,72	14,93
RES PUBLICA	0,00	1,76	1,73	2,50	2,66	2,42	0,00	2,23	0,00	1,73
Royaume de Belgique	3,29	0,00	2,98	0,00	8,32	0,00	0,00	6,18	16,96	17,29
SOS Sahel International France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,55	2,86	0,00	0,00	0,00	0,00
Save The Children	0,00	0,00	1,69	0,00	0,00	0,00	0,00	4,51	4,84	7,51
Self Help Africa - Programme de l'Afrique de l'Ouest	0,00	0,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Service Allemand de Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Service de coopération et d'action culturelle	6,93	4,50	11,68	15,76	15,87	15,09	4,21	2,72	9,80	5,00
United States Agency for International Development	38,94	61,55	33,47	43,44	102,07	78,20	46,01	97,12	83,65	58,96
Water Aid	0,00	0,00	1,70	1,39	1,57	3,36	2,36	2,63	2,34	6,13
Welt hunger hilfe	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,08	2,98	0,00	0,00
Total	691,56	753,54	716,87	793,11	803,10	647,71	774,08	948,09	1134,53	1118,10

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

Tableau N°5.7 : Evolution de l'appui budgétaire par agence donatrice (en millions de \$US)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Appui budgétaire général	313,84	336,77	313,80	210,68	211,93	266,49	275,58	74,15	192,42	251,05
Agence canadienne pour le développement international	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Agence danoise pour le développement international	9,88	11,36	10,46	11,01	11,05	10,98	10,40	11,39	11,87	0,00
Agence française de développement	8,59	9,23	8,35	8,35	5,87	2,57	7,19	11,30	11,80	37,22
Agence suédoise de développement international	0,00	16,36	15,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Association internationale de développement	92,57	122,07	90,00	69,80	100,23	100,00	152,87	0,00	75,42	98,16
Commission européenne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération néerlandaise	23,78	28,56	25,08	23,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération autrichienne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,64	0,00	0,00	0,00
Coopération suédoise	17,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Direction du développement et de la coopération	7,92	9,23	7,19	8,53	7,50	10,84	8,16	7,26	7,75	5,59
FAD/BAD	0,00	39,65	38,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds africain de développement	15,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds européen de développement	103,80	74,33	65,40	77,92	74,61	96,40	64,27	38,13	60,42	60,40
Fonds monétaire international	22,37	25,98	49,02	9,61	7,53	37,60	32,04	6,07	25,16	49,69
KFW	11,89	0,00	3,60	1,98	5,14	8,11	0,00	0,00	0,00	0,00
Appui budgétaire sectoriel	14,56	34,24	34,16	45,45	57,79	153,53	7,12	59,32	50,19	77,81
Agence danoise pour le Développement International	8,60	11,86	13,15	12,42	13,97	11,87	3,30	6,50	4,43	7,64
Agence française de développement	0,00	4,47	3,08	0,00	0,00	0,10	0,00	0,00	0,00	0,00
Agence suédoise de développement international	0,00	3,82	5,81	5,69	2,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Association Internationale de Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération chinoise-taïwanaise	0,00	0,43	0,00	0,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Banque Islamique de Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,32	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds Africain de Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62,04	0,00	0,00	0,00	13,80
Fonds européen de développement	5,29	10,17	8,87	21,65	28,49	15,58	3,82	52,82	43,05	41,81
Grand Duché du Luxembourg	0,00	0,00	0,00	0,00	9,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
KFW	0,03	2,79	2,57	5,30	2,83	6,52	0,00	0,00	2,71	14,55
Lux-développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7,11	0,00	0,00	0,00	0,00
Service de coopération et d'action culturelle	0,65	0,71	0,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	328,40	371,02	347,96	256,13	269,73	420,03	282,70	133,47	242,62	328,86

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

Tableau N° 5.8 : Evolution de l'aide alimentaire par agence donatrice (en millions de \$US)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Banque islamique de développement	0,00	0,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Catholic Relief Services	0,00	0,00	0,21	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération chinoise-taïwanaise	0,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération italienne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération japonaise	12,33	9,79	5,21	6,22	0,00	4,37	3,12	2,89	5,33	4,59
Coopération autrichienne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Direction du développement et de la coopération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds européen de développement	0,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Grand Duché du Luxembourg	0,00	0,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Oxfam Intermon	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,21	0,00	0,00	0,00	0,00
Principauté de Monaco	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,12	0,11
Programme alimentaire mondial	12,34	0,00	47,55	33,29	19,54	16,71	28,54	41,14	45,48	35,73
Service de coopération et d'action culturelle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
United States Agency for International Development	0,00	0,00	0,00	0,00	2,48	4,50	0,00	8,00	0,00	0,00
Total	25,27	10,68	52,97	39,51	22,02	25,79	31,66	52,03	50,92	40,43

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

Tableau N°5.9 : Evolution de l'assistance et secours d'urgence par agence donatrice (en millions de \$US)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Agence Canadienne pour le Développement International	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Agence Danoise pour le développement international	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Agence suédoise de Développement International	0,00	0,00	0,00	16,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Catholic Relief Services	0,66	1,14	1,34	0,14	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Commission européenne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération allemande	0,00	0,00	0,00	0,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération chinoise-taïwanaise	0,00	0,00	0,00	0,00	1,61	1,80	4,37	0,90	0,00	0,00
Coopération italienne	0,66	0,00	0,00	0,00	0,00	1,41	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération japonaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,70
Coopération néerlandaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération autrichienne	0,00	0,00	1,16	0,60	0,07	0,00	0,00	0,00	0,00	3,61
Coopération suédoise	0,00	0,00	4,22	20,92	2,07	1,29	0,00	0,00	0,00	0,00
Direction du développement et de la coopération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds africain de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,18
Fonds européen de développement	0,31	0,65	0,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,32
Fonds d'équipement des Nations unies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds des Nations unies pour l'enfance	0,00	0,00	35,73	11,68	0,89	0,73	0,00	0,00	0,00	32,62
GlZ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Grand Duché du Luxembourg	0,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Helen Keller International	0,00	0,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Lutheran World Relief	0,00	1,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	2,55	0,52	0,00	5,14	0,76	1,01	1,93	0,16	0,00	0,00
Oxfam Belgique	0,00	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Plan Burkina	0,00	0,00	0,00	2,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme alimentaire mondial	6,36	0,00	1,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme des Nations unies pour le développement	0,01	0,21	1,25	1,08	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Royaume de Belgique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,14	1,57
Save The Children	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,14
SOS Sahel International France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,34	0,00	0,00	0,00	0,00
Service de coopération et d'action Culturelle	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,95	2,91
United States Agency for International Development	0,00	0,00	0,00	0,00	4,71	0,58	0,04	0,00	10,06	14,27
Total	11,34	4,51	45,05	59,39	10,17	7,16	6,34	1,06	12,15	61,32

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide



SIXIEME PARTIE :

TABLEAUX DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT ET SOLDES CARACTÉRISTIQUES

6.1. Situation des opérations de recettes de l'Etat

Tableau N°6.1 : Evolution des opérations de recettes par nature (en milliards FCFA)

Nature	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Recettes courantes	681,28	793,62	998,81	1 117,27	1 064,69	1 047,93	1 230,48	1 389,27	1 530,78	1 747,70
Recettes fiscales	565,75	695,63	890,78	992,61	940,68	929,28	1 075,39	1 238,24	1 354,26	1 424,86
Recettes non fiscales	115,53	97,98	108,04	124,66	124,01	118,66	155,09	151,03	176,52	322,83
Recettes en capital	0,00	0,00	0,10	0,11	0,01	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00
Recettes totales	681,28	793,62	998,91	1 117,38	1 064,70	1 047,93	1 230,51	1 389,27	1 530,78	1 747,70
Dons	198,94	253,67	277,50	324,36	256,45	230,04	180,19	194,30	215,09	134,27
Dons Projets	51,13	73,10	111,61	205,23	157,51	105,21	98,99	119,95	122,39	45,89
Dons Programmes	147,81	180,57	165,89	119,13	98,94	124,83	81,20	74,36	92,70	88,38
Recettes totales et dons	880,22	1 047,29	1 276,41	1 441,75	1 321,15	1 277,98	1 410,70	1 583,57	1 745,87	1 881,97

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2010-2019

Tableau N°6.2 : Evolution des opérations de recettes fiscales par type (en milliards FCFA)

Type	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Impôts sur les revenus, bénéfiques et gains en capital	133,58	201,02	256,03	277,20	262,61	234,55	285,83	323,29	375,28	448,64
Impôts sur la main d'œuvre	5,48	4,99	5,90	7,29	7,41	7,89	8,76	10,81	12,43	13,22
Impôts sur la propriété	4,16	4,90	5,77	7,15	9,42	7,52	10,69	8,42	7,81	8,65
Impôts et taxes sur les biens et services	318,44	366,76	467,46	523,44	509,61	528,90	601,62	702,88	744,88	746,85
Taxes sur la valeur ajoutée	236,21	282,50	364,39	423,26	386,89	388,48	440,58	511,93	537,72	536,74
Taxes sur les produits pétroliers	31,71	35,49	46,34	33,02	50,37	63,61	71,82	90,17	100,04	102,92
Autres taxes spécifiques sur consommation hors TPP	50,52	48,77	56,74	67,16	72,35	76,81	89,22	100,79	107,12	107,19
Impôts sur le comm. et transactions interna. (hors TVA au cordon douanier)	96,76	111,98	148,61	168,63	143,74	142,90	159,14	181,19	202,47	195,89
Droit sur commerce extérieur	85,48	99,52	131,02	149,47	127,19	125,64	139,21	159,51	180,42	174,91
Droits et taxes à l'import.	73,78	86,60	130,41	148,83	126,51	125,04	138,79	15,38	179,97	174,48
Contribution du secteur de l'élevage	11,71	12,92	0,61	0,63	0,68	0,60	0,40	0,06	0,45	0,42
Prélèvement communautaire (UEMOA et CEDEAO)	10,80	11,91	16,62	18,30	15,76	16,34	18,94	20,59	20,53	19,72
Autres recettes sur commerce extérieur	0,47	0,55	0,97	0,86	0,79	0,92	0,99	1,09	1,16	1,09
Autres recettes fiscales	7,33	5,98	7,00	8,90	7,88	7,52	9,34	11,64	11,40	11,63
Total	565,75	695,63	890,78	992,61	940,68	929,28	1 075,39	1 238,24	1 354,26	1 424,86

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2010-2019

Tableau N°6.3 : Evolution des opérations recettes non fiscales par type (en milliards FCFA)

Type	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Droits et frais administratifs	4,91	5,64	4,67	4,67	5,17	5,15	5,66	6,34	6,55	6,61
Ventes non industrielles	81,34	28,27	33,92	46,11	27,88	29,19	34,73	35,59	29,96	151,70
Amendes et condamnations pécuniaires	3,21	2,72	2,12	3,16	4,10	6,89	17,45	1,99	2,62	2,39
Produits financiers	2,99	14,24	15,08	21,58	29,96	20,00	29,52	33,44	38,94	45,35
Autres recettes non fiscales	23,07	47,11	52,25	49,15	56,90	57,42	67,72	73,67	98,44	116,78
Total	115,53	97,98	108,04	124,66	124,01	118,66	155,09	151,03	176,52	322,83

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2010-2019

6.2. Situation des opérations de dépenses de l'Etat

Tableau N°6.4 : Evolution des opérations de dépenses et prêts nets par nature (en milliards FCFA)

Nature	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dépenses totales	1 083,22	1 163,39	1 453,74	1 677,41	1 440,76	1 424,16	1 645,11	2 150,00	2 137,70	2 201,27
Dépenses courantes	530,87	628,25	828,67	818,97	886,63	923,21	1 118,75	1 318,66	1 383,36	1 644,48
Salaires	245,82	281,39	332,34	355,52	437,29	468,53	554,47	617,95	705,11	844,43
Dépenses de fonctionnement	90,76	97,14	120,57	118,60	102,37	109,44	127,98	174,08	196,22	198,43
Intérêts dus	21,35	28,29	41,81	34,76	44,01	43,75	65,35	69,52	97,24	117,07
Dette intérieure	11,15	15,90	28,81	21,93	29,31	27,88	48,54	49,35	74,14	95,56
Dette extérieure	10,20	12,39	12,99	12,82	14,70	15,87	16,81	20,16	23,10	21,51
Transferts courants	172,93	221,43	333,95	310,10	302,96	301,48	370,94	457,12	384,79	484,56
dont collectivités	10,73	7,41	11,19	3,62	12,28	13,43	11,97	0,00	0,00	10,79
dont EPE	33,93	29,30	49,91	53,67	77,19	74,49	111,67	87,79	104,40	109,97
dont subventions produits pétroliers (sociales)	0,91	0,80	13,03	16,79	10,89	18,13	9,76	35,48	0,00	0,00
dont subventions SONABEL	18,08	31,68	13,22	11,04	23,63	11,87	27,42	50,00	51,00	81,00
Dépenses en capital	552,35	535,13	625,08	858,44	554,13	500,95	526,36	831,33	754,34	556,79
Investissements sur ressources propres	344,66	329,09	402,45	496,98	329,29	302,47	338,55	570,38	446,95	418,99
dont chèques du Trésor	28,95	26,20	28,49	24,00	38,91	14,46	25,51	15,00	10,00	25,00
dont reliquat dépenses exceptionnelles 2009	67,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
dont dépenses d'investissement exercice 2010	0,00	46,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts en capital et restructurations	3,80	3,85	5,50	95,76	9,12	46,92	6,99	16,52	82,23	1,31
Investissements sur ressources extérieures	203,89	202,19	217,13	265,70	215,71	151,57	180,82	244,44	225,16	136,50
Dons	51,13	73,10	111,61	205,23	157,51	105,21	98,99	119,95	122,39	45,89
Prêts	152,77	129,09	105,52	60,47	58,20	46,36	81,83	124,49	102,77	90,60
Prêts nets	-6,20	2,65	-0,88	-24,76	-6,13	-12,56	-8,66	-3,53	-10,10	-23,85
Rembours. prêts (hors emprunt d'Etat)	-5,17	-7,30	-5,20	-1,71	-1,97	-4,00	-1,53	-8,42	-9,80	-8,77
Avances et rétrocession emprunt d'Etat (Net)	-1,02	9,95	4,33	-23,05	-4,17	-8,56	-7,14	4,90	-0,30	-15,08
Dépenses totales et prêts nets	1 077,03	1 166,04	1 452,87	1 652,66	1 434,63	1 411,60	1 636,45	2 146,47	2 127,61	2 177,42

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2010-2019

6.3. Situation des soldes caractéristiques

Tableau N°6.5 : Evolution des soldes caractéristiques et financements (en milliards FCFA)

Indicateur	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Principaux soldes caractéristiques										
Solde courant	150,41	165,36	170,15	298,30	178,06	124,73	111,73	70,61	147,41	103,21
Solde global base engagements	-196,81	-118,75	-176,46	-210,91	-113,48	-133,62	-225,75	-562,90	-381,74	-295,45
Solde global hors dons (Base engagement)	-395,75	-372,42	-453,96	-535,27	-369,92	-363,66	-405,94	-757,20	-596,83	-429,73
Ajustement caisse	-2,11	13,19	72,28	50,82	75,99	-89,21	87,09	74,76	-96,65	-2,59
Solde global base caisse	-198,91	-105,57	-104,18	-160,09	-37,49	-222,84	-138,66	-488,13	-478,39	-298,04
Solde de base	-191,86	-170,23	-236,83	-269,57	-154,21	-212,09	-225,12	-512,76	-371,67	-293,23
Solde primaire	-170,50	-141,94	-195,02	-234,82	-110,20	-168,34	-159,77	-443,25	-274,43	-178,39
Solde primaire courant	171,76	193,65	211,95	333,05	222,07	168,48	177,08	140,13	244,65	220,28
Financements										
Financement intérieur	44,24	-3,95	12,01	128,01	-9,44	131,66	31,80	408,28	394,59	196,93
Financement extérieur	150,68	108,80	85,55	34,45	51,41	89,20	105,75	74,28	75,89	97,15
Décaissement	165,41	129,09	107,28	60,47	82,22	122,08	144,80	124,49	13,99	97,15
Amortissement dette	-14,74	-20,29	-21,74	-26,03	-30,81	-32,88	-39,06	-50,21	-55,08	-58,95
Financement	194,91	104,85	97,56	162,46	41,98	220,86	137,54	482,57	470,48	294,09

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2010-2019



SEPTIEME PARTIE :

COMPTES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES



7.1. Compte des régions

Tableau N°7.1 : Evolution des recettes totales des conseils régionaux par région (en millions FCFA)

Région	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019*
B. du Mouhoun	368,49	399,47	348,11	328,93	396,93	295,93	442,53	577,50	811,03	791,25
Cascades	219,20	279,33	284,25	314,50	290,58	321,05	266,05	357,85	539,88	740,40
Centre	3 685,26	2 593,20	3 032,18	2 551,05	2 798,37	2 752,14	2 295,94	2 715,78	2 439,59	2 242,00
Centre-Est	396,20	368,66	345,14	418,46	441,21	864,17	587,40	585,97	295,27	818,38
Centre-Nord	335,23	420,19	413,00	443,24	527,00	595,59	732,00	289,27	900,39	1 295,45
Centre-Ouest	365,12	419,09	430,31	523,96	467,07	524,66	552,04	645,21	751,73	1 041,18
Centre-Sud	248,61	302,40	247,38	193,80	169,48	138,54	309,66	326,12	649,52	210,14
Est	396,40	396,01	480,58	432,83	602,50	581,51	744,92	758,54	563,12	1 202,00
Hauts-Bassins	1 116,85	1 905,79	1 493,68	2 146,30	1 967,41	1 602,09	1 465,12	1 416,53	1 286,29	1 546,08
Nord	225,95	200,59	218,33	338,82	256,65	205,16	426,94	289,27	763,26	759,42
Plateau Central	252,62	314,45	321,78	356,52	369,88	392,57	414,29	389,49	859,58	990,32
Sahel	295,66	401,83	350,10	339,09	297,17	274,48	395,09	605,96	1 291,21	1 155,90
Sud-Ouest	185,02	211,87	189,43	162,90	181,23	123,50	162,91	390,47	646,94	645,28
Burkina Faso	8 090,61	8 212,88	8 154,27	8 550,40	8 765,48	8 671,39	8 794,89	9 347,96	11 797,81	13 437,80

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la cohésion sociale

(*) : Les données sont provisoires

Tableau N°7.2 : Evolution des dépenses totales des conseils régionaux par région (en millions FCFA)

Région	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019*
B. du Mouhoun	192,29	272,62	305,32	237,48	281,98	291,21	294,12	483,24	503,13	655,24
Cascades	155,09	160,28	175,73	176,74	206,59	250,51	100,90	144,50	102,90	294,42
Centre	2 998,37	1 948,53	2 682,84	1 677,20	1 720,49	1 652,76	986,57	1 058,37	1 440,58	1 188,08
Centre-Est	193,98	217,41	193,36	231,24	86,36	730,15	222,24	443,89	234,45	688,31
Centre-Nord	57,52	146,74	197,61	168,47	152,64	326,79	678,58	279,03	337,28	281,11
Centre-Ouest	193,72	251,46	226,23	317,91	166,35	247,52	233,16	442,79	515,04	512,39
Centre-Sud	89,56	147,74	228,80	151,09	103,16	156,37	168,36	289,54	606,03	147,52
Est	171,43	138,96	244,82	164,50	210,98	243,30	282,55	432,87	464,37	464,96
Hauts-Bassins	332,64	966,11	497,88	1 165,97	1 067,87	795,64	603,88	1 036,28	498,76	1 003,60
Nord	183,28	177,12	192,19	262,72	160,48	180,51	325,37	279,03	507,03	314,02
Plateau Central	79,83	150,91	153,19	209,79	111,08	301,97	351,41	254,87	164,49	237,32
Sahel	39,01	190,97	160,72	285,38	104,22	134,60	245,97	311,05	450,94	346,79
Sud-Ouest	65,25	142,81	141,26	107,09	129,09	172,17	107,75	297,34	239,15	303,93
Burkina Faso	4 751,97	4 911,66	5 399,95	5 155,58	4 501,29	5 483,50	4 600,86	5 752,80	6 064,15	6 437,69

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la cohésion sociale

(*) : Les données sont provisoires

7.2. Comptes des communes

Tableau N°7.3 : Evolution des recettes des communes urbaines par commune (en millions FCFA)

Commune	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019*
Boromo	158,38	214,38	320,66	291,38	215,66	309,60	263,95	409,68	404,58	398,45
Dédougou	382,40	407,48	447,87	398,85	396,31	476,57	477,61	760,77	958,53	965,11
Koudougou	869,55	832,09	927,62	1 275,64	1 185,13	1 470,80	1 741,04	1 471,88	1 670,80	1 371,49
Léo	174,35	269,08	339,19	363,60	344,05	484,98	451,18	637,45	706,53	nd
Nouna	172,21	149,73	324,49	251,66	165,07	292,19	221,92	559,35	657,72	649,47
Toma	129,11	184,07	146,81	162,31	119,72	191,41	139,11	261,98	569,81	247,76
Tougan	227,07	264,74	365,42	368,24	242,98	296,74	317,79	628,64	624,55	562,06
Banfora	1 124,28	1 466,94	1 225,59	1 204,80	1 103,08	970,29	810,08	1 425,95	1 129,39	1 466,77
Batié	90,17	156,29	187,46	232,10	272,15	202,44	211,44	434,34	431,07	416,77
Bittou	243,38	320,43	378,17	516,86	436,60	330,61	416,59	603,48	625,19	656,01
Bobo-Dioulasso	7 334,69	668,85	4 876,10	5 053,37	5 550,96	6 314,62	6 212,44	8 925,44	9 736,83	8 368,64
Bogandé	356,53	358,48	457,15	258,80	257,51	362,17	261,36	688,36	627,80	739,71
Boulsa	205,05	236,85	456,08	483,91	338,70	426,68	391,11	820,12	690,88	499,56
Boussé	152,30	187,01	299,94	381,91	217,81	244,85	312,06	543,82	543,82	nd
Dano	216,17	259,21	238,90	262,51	195,79	239,49	199,50	403,18	265,77	324,32
Diapaga	227,41	260,09	277,74	224,66	195,95	317,89	412,20	394,09	585,59	572,36
Diébougou	209,98	282,38	341,70	354,14	282,49	324,31	315,33	666,60	552,91	550,73
Djibo	282,55	319,71	417,29	462,73	412,42	458,13	487,01	665,42	604,16	342,13
Dori	396,79	410,77	230,51	571,45	475,36	647,87	520,39	856,99	855,50	554,02
Fada-N'gourma	660,51	733,90	900,03	1 044,31	1 139,41	1 278,79	1 364,95	1 990,34	2 237,74	1 869,77
Gaoua	470,99	477,84	497,13	451,63	445,70	456,00	441,51	856,99	908,87	833,04
Garango	181,38	265,11	324,88	411,79	329,00	234,39	490,46	458,24	713,66	719,18
Gayéri	105,93	216,21	373,48	404,02	399,40	236,99	230,15	633,92	487,63	495,52
Gorom-Gorom	258,16	314,62	354,35	509,00	517,58	591,08	973,68	1 358,61	1 602,67	1 886,33
Gourcy	261,36	337,70	390,42	352,46	238,90	469,05	347,33	nd	858,21	1 107,03
Houndé	221,76	260,71	336,47	330,00	422,51	406,85	403,28	649,92	745,85	1 071,19
Kaya	670,77	581,63	688,66	868,42	800,10	971,18	1 072,44	1 261,72	1 436,20	1 850,14
Komissiri	251,06	320,93	370,50	370,44	245,84	nd	422,46	642,69	796,06	561,48
Kongoussi	215,25	323,90	351,17	490,40	315,74	360,94	430,78	593,98	661,02	548,78
Koupéla	323,80	377,20	430,85	290,27	363,91	334,75	460,22	552,77	513,83	500,67
Manga	149,58	173,55	271,86	277,42	272,78	263,93	288,99	468,24	585,62	807,05
Niangoloko	152,24	123,75	259,52	476,97	545,60	570,28	395,01	666,04	564,68	667,37
Orodara	261,37	241,02	300,30	350,14	382,68	297,41	303,13	364,61	485,40	543,65
Ouagadougou	22 018,72	19 854,21	19 452,78	20 767,79	21 499,25	24 972,68	24 468,03	29 560,52	35 324,67	38 391,55
Ouahigouya	1 289,34	946,06	784,65	128,78	734,91	801,37	786,77	1 106,08	1 193,54	1 360,30
Ouargaye	180,11	221,74	243,32	235,58	357,35	184,49	139,27	287,47	256,38	326,02
Pama	95,39	134,08	187,82	234,27	128,18	221,05	202,49	364,16	210,83	412,40
Po	206,20	241,96	285,60	240,32	203,66	313,19	310,07	581,89	454,89	617,17
Pouytenga	342,95	nd	415,50	448,12	570,26	419,55	492,98	917,66	712,80	747,89
Réo	233,40	418,02	291,45	324,15	277,17	197,81	328,08	689,10	689,10	634,17
Sapouy	167,08	209,79	274,63	232,12	206,95	289,40	299,53	477,79	403,86	506,86
Sebba	131,58	142,20	170,75	153,30	134,09	276,33	232,36	344,42	260,49	308,46
Sindou	117,79	134,87	140,21	513,91	191,32	153,93	125,25	205,88	179,79	172,99
Solenzo	254,29	278,91	384,23	341,58	269,31	401,54	530,72	991,51	986,74	1 091,36
Tenkodogo	781,35	696,80	659,28	789,98	677,25	965,71	1 092,97	1 442,85	1 476,14	1 408,82
Titao	278,05	266,27	234,11	329,02	288,90	355,39	333,44	478,34	318,71	566,39
Yako	288,81	330,75	593,51	521,80	555,74	389,03	475,07	769,72	920,22	858,26
Ziniaré	569,29	585,82	940,95	753,81	652,10	925,84	125,46	994,13	1 053,46	889,21
Zorgho	144,20	200,35	330,41	270,61	224,48	292,87	290,77	473,71	479,23	475,29
Burkina Faso**	44 235,11	36 658,48	43 497,50	46 031,34	45 797,81	51 993,46	52 019,76	71 340,84	79 759,72	80 913,70

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la cohésion sociale

(*) les données sont provisoires

(**) les cas d'indisponibilité des données ont été traités comme des valeurs nulles

Tableau N°7.4 : Evolution des dépenses des communes urbaines par commune (en millions FCFA)

Commune	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019*
Boromo	131,37	153,25	265,68	191,96	136,23	261,43	219,85	326,71	356,44	400,24
Dédougou	247,65	350,30	424,47	277,98	318,69	408,35	299,96	490,49	716,12	745,75
Koudougou	737,65	553,25	787,58	759,88	726,62	977,24	1 368,06	1 001,54	1 538,37	1 128,09
Léo	96,77	155,28	202,72	611,85	105,02	233,24	179,76	291,34	663,97	nd
Nouna	84,06	236,58	239,63	158,63	98,57	234,23	155,78	219,88	384,47	352,54
Toma	53,07	176,46	96,53	104,01	96,80	157,83	90,04	214,16	529,96	226,36
Tougan	123,16	183,17	288,22	172,48	170,45	261,67	254,27	311,83	437,92	308,58
Banfora	6 995,99	957,88	977,63	688,64	992,19	948,00	727,82	1 266,14	838,91	1 057,73
Batié	38,15	129,87	91,06	180,85	193,56	108,69	79,01	190,63	275,85	236,61
Bittou	153,37	227,07	256,61	258,36	377,88	248,80	337,05	265,25	500,33	531,32
Bobo-Dioulasso	7 220,80	654,60	4 271,26	4 108,81	3 976,27	4 342,01	2 991,55	5 140,41	7 658,68	7 404,37
Bogandé	94,33	200,49	424,80	218,58	209,88	303,22	157,21	347,32	479,66	596,20
Boulsa	146,86	94,96	197,80	205,42	211,68	308,81	224,73	451,77	544,60	475,83
Boussé	84,79	110,38	168,98	272,90	169,12	161,28	111,88	341,80	341,80	nd
Dano	116,95	221,90	198,64	169,61	224,63	213,02	176,91	343,71	316,86	241,74
Diapaga	83,20	130,84	215,53	167,33	143,81	179,63	232,32	176,72	360,24	297,32
Diébougou	162,21	187,36	268,25	257,86	213,35	206,51	219,82	419,31	435,06	432,53
Djibo	190,86	175,95	234,36	220,02	274,77	377,83	346,39	424,80	599,39	275,43
Dori	255,04	283,17	60,39	287,67	351,22	576,98	352,60	597,07	743,97	471,18
Fada-N'gourma	385,50	367,15	497,41	647,46	491,54	654,48	621,41	693,48	1 580,59	1 497,88
Gaoua	270,18	288,43	327,81	333,81	333,31	341,07	249,19	414,83	645,92	465,54
Garango	64,96	129,83	182,41	185,25	247,81	171,65	438,99	230,31	507,51	593,18
Gayéri	62,75	103,73	229,61	298,81	288,88	164,82	153,15	359,47	354,29	195,94
Gorom-Gorom	135,49	181,08	266,34	422,12	484,99	489,37	866,16	1 030,09	1 329,29	1 108,33
Gourcy	169,03	273,91	303,82	165,58	173,46	377,76	178,28	nd	189,03	721,72
Houndé	177,23	229,20	302,91	296,69	302,64	361,33	272,29	557,55	623,10	780,33
Kaya	548,70	431,79	520,22	573,38	439,50	705,53	756,81	705,15	735,97	807,99
Kombissiri	133,50	185,43	263,55	386,41	211,03	nd	322,68	529,45	723,43	362,69
Kongoussi	90,47	290,00	262,16	186,94	338,64	365,82	388,62	421,82	581,37	407,72
Koupéla	188,47	243,12	444,86	136,46	266,28	267,30	354,64	440,98	464,86	313,78
Manga	148,64	147,64	173,41	168,15	202,22	171,37	138,26	169,22	292,15	311,31
Niangoloko	128,44	169,44	151,37	418,42	165,98	456,49	388,50	511,62	503,30	519,17
Orodara	194,86	167,92	136,99	201,85	259,11	217,10	204,17	153,40	325,97	307,78
Ouagadougou	16 262,79	14 659,98	14 123,80	15 049,83	13 724,02	15 809,20	12 582,23	13 096,80	19 060,52	20 255,17
Ouahigouya	1 077,98	848,92	644,74	651,11	780,92	762,78	624,34	945,18	983,80	1 216,84
Ouargaye	44,83	97,37	167,79	948,81	304,53	165,67	95,20	175,44	180,55	251,93
Pama	86,01	98,80	138,20	107,63	80,37	175,60	139,23	313,75	135,83	280,11
Po	124,26	188,00	267,67	100,82	223,63	248,01	186,29	520,55	268,02	465,73
Pouytenga	313,82	nd	373,44	264,98	398,68	277,99	232,79	753,28	659,78	464,35
Réo	172,55	346,56	156,14	225,00	218,65	321,18	199,24	492,21	492,21	354,35
Sapouy	98,47	134,76	211,86	143,68	114,51	235,22	241,02	369,66	296,28	426,41
Sebba	74,50	72,99	118,85	110,00	28,94	214,84	166,26	275,51	271,23	308,29
Sindou	65,27	99,33	80,39	158,75	199,13	105,81	96,02	158,41	152,78	110,08
Solenzo	193,53	236,39	289,02	193,02	157,06	253,64	256,96	471,36	530,83	761,57
Tenkodogo	403,69	391,44	363,41	443,15	334,47	496,16	576,52	779,48	894,03	553,55
Titao	166,76	235,28	155,89	214,89	161,06	225,01	228,04	450,93	187,84	421,02
Yako	120,86	200,58	307,49	400,27	464,15	162,26	238,38	303,18	611,49	410,88
Ziniaré	344,77	338,54	812,09	607,68	381,33	729,10	66,20	475,94	766,33	533,67
Zorgho	122,27	122,16	306,30	177,47	207,77	272,03	184,88	335,69	443,26	202,03

Burkina Faso 39 386,86 26 462,53 32 250,08 33 531,27 30 975,34 35 707,36 29 971,76 38 955,62 52 514,16 50 591,16**

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la cohésion sociale

(*) les données sont provisoires

(**) les cas d'indisponibilité des données ont été traités comme des valeurs nulles

Tableau N°7.5 : Recettes des communes rurales par région (en millions FCFA)

Région	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019*
Boucle du Mouhoun	3 026,84	4 142,26	4 547,90	5 484,16	5 104,20	7 052,98	7 515,46	11 464,04	13 539,39	13 660,84
Cascades	993,35	1 308,10	1 763,26	1 987,87	2 204,36	2 473,42	2 649,20	3 649,32	3 216,36	3 254,38
Centre	3 174,99	3 874,12	3 923,95	5 000,90	5 259,10	4 867,24	3 991,25	5 122,78	5 435,59	5 254,40
Centre-Est	2 611,78	2 797,88	3 023,95	4 368,56	4 321,78	5 164,70	5 922,69	5 710,85	6 655,40	7 022,73
Centre-Nord	2 124,41	2 348,35	3 371,35	4 668,45	4 334,02	5 999,07	5 767,77	9 152,83	10 534,65	12 259,85
Centre-Ouest	1 971,64	3 129,24	4 667,44	5 034,04	4 421,02	6 014,98	6 341,42	9 938,97	8 648,67	8 077,08
Centre-Sud	1 686,69	2 111,57	8 332,48	1 366,17	2 562,14	2 472,86	4 017,98	6 063,73	6 087,65	5 722,57
Est	2 186,55	3 261,78	3 954,50	3 584,22	4 238,84	4 907,55	4 818,13	7 388,58	8 055,87	9 709,38
Hauts-Bassins	2 677,33	3 381,47	3 650,67	3 905,31	3 829,81	5 389,94	4 988,17	7 369,49	7 445,23	6 786,00
Nord	5 104,27	6 806,04	7 715,84	4 253,63	3 592,47	4 757,59	5 065,02	7 754,97	6 920,66	7 425,53
Plateau Central	1 689,20	1 984,88	1 356,81	1 485,85	3 260,42	4 242,82	3 813,31	5 691,03	5 304,75	5 669,45
Sahel	1 351,52	2 129,14	2 748,24	3 261,69	3 531,40	4 607,37	4 353,37	6 217,81	6 381,22	7 301,88
Sud-Ouest	1 257,43	2 064,41	1 845,44	2 713,09	2 833,85	1 334,41	3 984,04	4 889,95	4 398,41	5 226,75
Burkina Faso	29 856,00	39 339,24	50 901,83	47 113,92	49 493,41	59 284,93	63 227,81	90 414,35	92 623,85	97 370,84

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la cohésion sociale

(*) : Les données sont provisoires

Tableau N°7.6 : Dépenses des communes rurales par région (en millions FCFA)

Région	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019*
Boucle du Mouhoun	2 219,45	3 491,56	3 454,12	3 458,91	2 924,05	4 951,25	4 218,99	6 090,07	8 240,89	6 590,63
Cascades	801,68	961,05	1 127,53	1 300,37	1 647,16	2 001,10	2 553,19	2 750,76	2 474,11	1 783,28
Centre	2 169,78	2 932,32	2 529,24	3 235,33	3 184,79	3 655,78	2 337,45	2 974,77	4 343,47	3 989,58
Centre-Est	1 777,15	2 018,73	1 962,10	3 314,56	2 318,80	3 772,47	4 470,76	4 570,22	4 697,41	4 218,25
Centre-Nord	1 134,81	1 663,90	2 214,78	3 438,02	2 571,53	4 902,25	4 033,02	5 797,45	6 865,01	6 132,74
Centre-Ouest	1 303,75	2 012,81	2 930,16	2 878,20	2 586,16	3 755,81	3 626,29	6 934,97	7 343,16	6 092,37
Centre-Sud	1 152,95	1 400,07	688,13	947,22	1 616,66	1 359,29	2 352,04	3 479,67	4 322,02	3 273,98
Est	1 579,01	2 446,12	2 805,42	1 996,80	2 277,88	3 543,13	3 151,76	3 995,49	6 213,53	5 995,33
Hauts-Bassins	1 657,25	2 602,05	2 601,33	2 561,70	2 426,38	3 721,63	3 530,08	5 093,69	5 529,25	4 292,26
Nord	1 617,76	2 623,38	2 866,91	2 946,65	2 526,34	3 400,79	3 256,86	5 665,58	5 499,81	4 788,98
Plateau Central	1 239,72	1 341,80	1 040,35	1 066,99	2 173,05	3 035,99	2 275,29	3 856,84	4 261,22	3 550,64
Sahel	916,91	1 574,55	2 108,63	2 114,86	2 201,90	3 253,35	2 780,48	3 890,02	4 656,61	3 542,80
Sud-Ouest	771,43	1 434,50	1 247,85	1 437,98	1 837,29	1 001,35	2 360,71	3 186,07	2 934,41	2 954,23
Burkina Faso	18 341,65	26 502,84	27 576,55	30 697,60	30 291,99	42 354,20	40 946,92	58 285,60	67 380,90	57 205,07

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la cohésion sociale

(*) : Les données sont provisoires

7.3. Recettes et dépenses des collectivités territoriales par nature

Tableau N°7.7 : Recettes des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)

Nature des recettes	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019*
Recettes de fonctionnement (A)	41,66	44,64	46,74	49,98	47,70	59,73	62,33	89,80	111,63	118,27
Recettes fiscales	16,69	17,43	17,72	20,58	21,34	20,18	23,84	23,40	28,78	31,23
Recettes non fiscales	6,29	6,58	6,96	7,66	8,71	8,41	10,30	12,83	15,28	16,05
Dotations liées aux compétences transférées	5,84	5,65	6,84	9,36	2,91	12,78	6,84	28,79	29,25	28,51
Appuis financiers de l'Etat (DGF, TPP, participation/Etat)	3,24	3,44	3,83	2,00	4,40	5,93	5,52	4,44	7,62	11,65
Autres subventions	1,54	2,40	1,10	1,85	2,57	2,09	1,35	0,73	1,54	2,49
Report de fonctionnement	8,05	9,14	10,29	8,53	7,76	10,34	14,48	19,62	29,16	28,34
Recettes d'investissement (B)	38,66	41,34	50,88	57,05	55,10	62,35	71,41	95,00	87,27	92,83
Epargne sur fonctionnement (C)	6,60	7,32	7,78	7,99	8,30	8,70	9,35	11,52	15,46	19,38
Soutien équipement /Etat	4,04	19,76	5,36	5,39	5,04	0,91	8,99	4,87	0,89	15,45
Dotations liées aux compétences transférées	0,00	0,00	11,03	14,34	6,09	10,34	7,98	27,65	11,91	10,09
Autres recettes d'investissement	17,75	0,10	11,43	9,64	9,64	14,38	19,91	20,12	18,87	16,13
Report investissement	10,27	14,15	15,28	19,69	26,04	28,01	25,17	30,84	40,14	31,78
Total recettes (A+B-C)	73,72	78,66	89,85	99,04	94,50	113,38	124,38	173,28	183,44	191,72

Source : Direction générale du développement territorial /MINEFID

(*) : Les données sont provisoires

Tableau N°7.8 : Dépenses des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)

Nature des dépenses	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019*
Dépenses de fonctionnement (A)	32,45	34,78	38,11	42,36	37,81	45,84	42,89	60,53	83,71	63,62
Denrées et fournitures	6,48	8,64	10,35	12,07	7,43	12,46	10,26	22,12	32,51	28,16
Carburant et lubrifiant	2,13	2,18	2,44	2,95	2,64	2,70	2,95	3,35	3,72	3,94
Fourniture de bureau	0,47	0,44	0,58	0,69	0,51	0,71	0,75	0,71	0,72	0,81
Fournitures scolaires	3,12	5,07	6,14	6,66	2,62	6,86	4,36	6,53	7,15	6,57
Autres denrées et fournitures	0,76	0,95	1,20	1,78	1,66	2,20	2,21	11,52	20,92	16,84
Allocations et subventions	2,08	1,71	2,01	1,99	1,94	2,00	1,52	2,00	2,35	2,24
Travaux et services extérieurs	5,50	5,01	5,72	7,03	6,10	7,57	6,86	6,95	8,56	8,13
Frais de personnel	6,04	6,32	6,72	7,07	8,17	9,05	8,88	11,17	15,54	15,33
Frais de gestion générale et de transport	3,72	3,59	3,86	4,16	3,39	3,07	3,63	4,21	6,58	6,76
Fêtes et cérémonies	0,48	0,45	0,48	0,58	0,34	0,25	0,41	0,55	0,70	0,71
Imprimés adm, reliures et autres prestations	0,50	0,55	0,59	0,59	0,44	0,54	0,60	0,49	0,55	0,63
Indemnités dues aux élus	1,38	1,39	1,38	1,59	1,45	1,08	1,49	1,97	3,59	3,29
Autres frais de gestion générale et de transport	1,36	1,20	1,42	1,41	1,15	1,20	1,13	1,19	1,74	2,13
Frais financiers	0,64	0,69	0,69	0,78	0,78	0,90	1,33	0,98	1,08	1,16
Autres dépenses de fonctionnement	1,39	1,50	0,99	1,26	1,70	2,07	1,06	1,57	1,63	1,84
Epargne section de fonctionnement (C)	6,60	7,32	7,78	7,99	8,30	8,70	9,35	11,52	15,46	19,38
Dépenses d'investissement (B)	24,59	26,47	31,39	31,26	27,45	38,86	42,00	55,51	57,64	50,59
Frais d'études et de recherches	0,64	0,60	0,80	0,73	0,55	0,76	0,80	1,14	1,12	1,12
Matériel outillage et mobilier	1,55	2,05	2,31	3,73	2,65	3,84	4,61	6,28	4,87	5,47
matériel de transport	0,68	0,53	0,85	1,40	1,22	1,21	1,18	2,11	1,70	2,38
Bâtiments	7,26	11,64	15,86	17,12	16,20	22,04	23,92	33,17	32,86	26,37
Travaux de voies et réseaux	8,11	4,21	2,91	1,57	0,89	2,01	1,16	0,80	2,34	2,50
Autres dépenses d'investissement	6,36	7,44	8,65	6,72	5,95	9,01	10,33	12,01	14,74	12,75
Total (A+B-C)	50,45	53,93	61,73	65,64	56,96	76,00	75,53	104,51	125,89	94,83

Source : Direction générale du développement territorial /MINEFID

(*) : Les données sont provisoires



HUITIEME PARTIE :

SITUATION DU COMMERCE EXTERIEUR



8.1. Solde commercial

Tableau N°8.1 : Evolution des flux du commerce extérieur (en milliards FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Exportations	650,4	1 111,1	1 117,5	1 172,7	1 209,9	1 286,1	1 489,5	1 675,7	1 798,3	1 896,7
Importations	1 072,5	1 226,0	1 740,3	2 050,7	1 660,8	1 760,5	1 958,2	2 238,0	2 399,9	2 453,2
Solde commercial	-422,2	-114,8	-622,7	-878,0	-451,0	-474,4	-468,8	-562,3	-601,6	-556,5
Taux de couverture (en %)	60,6	90,6	64,2	57,2	72,8	73,1	76,1	74,9	74,9	77,3

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

8.2. Exportations

Tableau N°8.2 : Evolution des exportations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA)

Sections	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Animaux vivants et produits du règne animal	5,5	5,6	3,0	2,9	4,8	3,0	2,0	1,2	1,2	0,6
Produits du règne végétal	52,0	82,7	81,5	141,8	134,7	198,3	174,5	205,1	240,5	160,2
Graisses et huiles animales ou végétales	1,8	2,3	2,3	4,4	7,6	7,8	9,3	11,7	14,0	20,7
Produits des industries alimentaires, boissons, liquides alcooliques	8,8	7,0	7,1	5,6	7,2	7,0	7,3	8,5	8,6	8,1
Produits minéraux	4,3	3,4	0,9	0,7	7,3	3,6	2,1	0,7	0,8	5,4
Produits des industries chimiques et connexes	2,4	3,3	4,0	2,5	3,9	8,7	14,0	4,2	12,2	7,4
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	1,3	2,4	2,0	2,4	2,5	1,2	4,6	2,3	2,2	2,5
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	1,6	2,0	1,7	1,3	1,2	0,3	1,3	0,0	0,1	0,1
Bois, charbons de bois et ouvrages en bois	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulósiques	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,8	0,1	0,1	0,2	0,1
Matières textiles et ouvrages en ces matières	113,8	131,4	156,7	236,2	232,1	179,8	255,5	217,4	180,1	209,1
Chaussures, coiffures, parapluies, parasols, cannes	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Ouvrages en pierres, plâtre, ciments, amiante, mica ou matières analogues	0,3	0,3	0,3	0,4	0,8	0,4	0,1	0,3	0,2	0,1
Perles fines ou de culture, gemmes et métaux précieux	438,7	852,2	809,8	728,9	722,4	795,5	922,2	1088,4	1192,4	1330,9
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	3,4	3,7	3,9	16,2	48,8	38,4	60,3	101,1	115,0	100,7
Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties	8,6	7,0	32,1	16,6	19,8	20,1	17,3	19,0	19,9	22,1
Matériel de transport	2,4	6,1	8,9	9,1	13,7	18,5	16,2	12,8	8,2	25,5
Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie	0,5	0,4	0,8	1,5	1,2	0,7	0,4	1,2	0,5	1,0
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	3,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,5	0,1	0,2	0,5
Marchandises et produits divers	1,1	0,8	1,9	1,3	1,2	1,6	1,2	1,5	1,2	1,4
Objets d'art, de collection ou d'antiquité	0,2	0,2	0,5	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3
Total exportations	650,4	1 111,1	1 117,5	1 172,7	1 209,9	1 286,1	1 489,5	1 675,7	1 798,3	1 896,7

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.3 : Evolution des exportations par principaux produits selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA)

Principaux produits	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Or et alliages d'or à usage non monétaire	438,7	852,2	809,6	728,9	722,4	794,6	920,4	1085,4	1190,7	1329,2
Coton (non compris les linters) en masse	110,3	125,6	152,8	230,8	227,4	169,4	236,5	195,3	177,0	206,1
Zinc	0,0	0,0	0,0	12,5	43,1	32,7	53,7	95,8	103,7	90,9
Noix de cajou fraîches ou sches, même sans leurs coques ou décortiquées	3,8	29,1	16,7	25,7	21,2	51,5	66,9	99,6	117,1	55,8
Graines de sésame	27,8	27,9	44,2	79,6	66,4	99,9	67,4	59,0	71,1	41,4
Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	7,3	14,9	10,2	21,5	24,1	21,9	22,6	18,0	23,2	39,0
Huiles végétales fixes, nda	1,0	2,0	1,8	3,5	6,2	5,4	6,4	7,2	12,4	18,6
Aerodynes entrainées par un organe moteur d'un pds à vide plus de 15000kg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	15,9
Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	2,6	2,5	3,1	3,0	4,2	6,3	8,4	8,9	13,3	13,7
Barres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,5	5,8	5,3
Explosifs préparés	0,0	0,1	0,1	0,1	0,7	0,1	0,2	0,7	2,4	4,2
Parties et pieces détachées nda des machines et appareils du SS-GP 7442	0,7	0,5	1,1	1,6	1,8	1,3	2,2	4,9	3,2	4,2
Huiles de coton	2,3	1,3	2,9	2,6	4,4	4,8	6,0	7,5	6,3	4,1
Ciments Hydrauliques	1,1	0,1	0,0	0,0	0,0	2,8	1,6	0,1	0,0	3,9
Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des marchandises	0,1	0,8	1,7	1,3	4,0	7,2	8,3	2,7	1,2	3,8
Maïs non moulu	3,2	2,0	1,8	3,7	5,5	7,1	2,9	7,6	1,5	3,6
Machines de sondage et de forage du sol, autres qu'autopropulsées	0,0	0,4	1,8	2,0	2,8	1,0	1,7	1,6	1,8	3,6
Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	0,7	0,3	0,8	0,9	1,7	2,1	2,6	1,7	0,6	2,6
Fves de soja	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,7	0,1	0,4	1,0	2,5
Voitures automobiles à usages spéciaux autres que le transport	0,5	0,9	0,8	0,7	2,9	2,9	1,5	4,0	1,0	2,1

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.4 : Evolution des exportations selon les principaux pays de destination (en milliards FCFA)

Destination	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Union européenne	60,3	92,7	78,7	65,7	94,3	83,7	116,6	89,5	131,5	118,4
dont										
France	15,5	27,5	25,8	27,1	40,7	35,2	36,4	43,1	71,9	58,6
Belgique, Luxembourg	8,9	24,2	1,5	9,1	5,0	0,8	1,8	3,7	5,2	8,2
Pays-Bas	10,5	19,7	21,3	8,0	5,7	6,0	5,9	16,4	16,0	5,1
Allemagne	1,9	1,9	1,9	3,7	3,1	4,0	6,3	5,1	7,2	8,5
Italie	1,3	2,2	0,8	1,3	1,5	0,4	1,3	0,7	0,7	1,8
Royaume-Uni	19,8	10,1	17,7	4,3	24,0	18,5	22,3	8,7	17,4	12,0
Autres pays européens	404,1	762,2	721,0	680,1	701,1	651,5	889,5	1 000,0	957,0	1 049,3
dont										
Suisse	403,9	762,1	720,7	679,4	701,1	651,4	889,5	1 000,0	957,0	1 048,9
Afrique du Nord	3,6	0,6	0,9	3,1	0,2	0,4	0,5	0,4	0,8	0,9
Afrique de l'Ouest	60,8	62,3	63,1	86,9	163,1	152,9	141,6	191,6	234,6	210,1
dont										
Mali	6,2	5,8	8,1	9,7	17,1	16,4	10,3	14,1	9,1	13,5
Niger	11,9	7,6	6,1	11,3	15,1	17,5	7,5	10,5	9,8	17,2
Côte d'Ivoire	10,1	11,6	15,6	23,1	62,8	45,7	63,5	107,3	114,2	103,5
Ghana	17,7	24,1	19,4	24,4	27,6	30,8	35,0	26,2	55,7	51,5
Togo	7,7	6,6	7,2	7,8	20,7	32,6	16,7	20,5	34,0	15,8
Bénin	4,3	3,6	3,1	5,8	12,8	2,5	0,8	0,5	1,2	0,7
Afrique centrale	0,3	0,5	1,5	1,7	0,5	0,7	0,3	0,4	0,3	0,5
Afrique australe	73,4	112,8	112,6	68,9	56,9	50,5	54,1	16,5	0,4	1,4
dont										
Afrique du Sud	73,4	112,7	112,1	68,9	56,8	50,3	54,1	16,5	0,4	1,3
Afrique orientale	0,1	0,4	0,4	4,1	0,5	0,1	0,3	0,7	0,3	3,2
Asie	41,8	71,8	118,8	256,9	188,9	338,1	274,7	374,0	460,6	497,5
dont										
Chine	1,8	2,2	37,4	64,5	15,0	38,2	24,9	5,8	7,3	8,1
Japon	0,5	1,1	1,0	27,8	14,3	9,3	9,5	16,7	2,3	4,3
Singapour	31,0	54,0	54,8	75,7	87,2	129,0	137,0	153,2	139,7	123,8
Amérique	5,9	6,9	19,0	5,0	4,3	8,2	11,9	2,6	12,6	15,2
dont										
Etats Unis	2,0	4,1	15,6	2,0	3,1	0,8	1,2	1,8	3,9	3,8
Canada	3,8	2,8	3,4	2,9	0,7	7,1	10,6	0,5	8,1	1,2
Océanie	0,0	0,9	1,5	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,2
Autres pays	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	650,4	1 111,1	1 117,5	1 172,7	1 209,9	1 286,1	1 489,5	1 675,7	1 798,3	1 896,7

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

8.3. Importations

Tableau N°8.5 : Evolution des importations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA)

Section	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Animaux vivants et produits du règne animal	12,0	14,3	14,7	17,3	19,4	18,6	17,5	19,7	24,1	26,1
Produit du règne végétal	64,8	81,4	103,7	109,4	91,4	102,6	117,9	128,4	142,2	126,5
Graisses et huiles animales ou végétales	10,6	12,5	17,9	18,5	16,1	17,4	25,8	18,7	20,9	14,8
Produits des industries alimentaires: boissons, alcool, etc.	71,2	86,0	103,5	114,2	97,8	110,0	112,7	114,2	113,5	104,2
Produits minéraux	269,7	315,7	489,8	565,2	542,5	527,1	480,9	621,6	722,5	756,7
Produits des industries chimiques et connexes	130,7	162,2	209,8	275,5	227,0	246,6	301,1	261,6	316,5	275,6
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	45,9	47,2	67,8	75,7	61,1	58,6	71,3	73,3	92,4	87,6
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	0,8	0,7	1,4	1,8	1,1	0,9	1,2	0,8	3,0	1,6
Bois, charbons de bois et ouvrages en bois	3,8	3,7	4,5	5,1	4,7	4,5	4,5	4,5	4,0	4,0
Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	23,4	22,6	25,8	23,6	23,7	23,8	27,4	28,7	30,8	29,3
Matières textiles et ouvrages en ces matières	30,9	25,1	30,9	53,9	30,3	24,9	61,7	34,8	31,0	51,6
Chaussures, coiffures, parapluie, cannes, etc.	3,7	4,6	5,4	7,1	7,5	3,8	8,3	5,8	6,6	5,9
Ouvrages en pierres, plâtres, ciments, amiante, mica ou matières analogues	8,4	10,7	12,7	14,4	15,7	13,6	14,0	16,7	17,5	22,5
Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux	0,1	0,2	0,4	0,6	0,4	0,3	0,2	0,3	0,4	0,2
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	90,2	95,7	130,0	164,4	128,8	115,1	140,8	151,0	167,5	168,8
Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties, etc.	165,1	195,8	331,0	373,3	223,8	273,2	362,8	499,5	424,4	466,6
Matériel de transport	115,1	119,3	160,3	196,7	134,0	181,0	162,1	212,1	222,6	263,4
Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographique	13,3	16,2	14,9	17,4	15,3	20,3	21,3	21,5	27,8	25,6
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	2,0	2,1	2,6	1,5	2,2	2,3	4,3	3,4	6,9	2,2
Marchandises et produits divers	10,8	10,2	13,4	15,0	18,1	16,0	22,5	21,2	25,5	19,9
Objets d'art, de collection ou d'antiquité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total importations	1 072,5	1 226,0	1 740,3	2 050,7	1 660,8	1 760,5	1 958,2	2 238,0	2 399,9	2 453,2

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.6 : Evolution des importations des principaux produits selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	210,5	253,2	404,2	464,0	451,7	423,4	373,1	452,8	539,8	583,6
Toxines, cultures de micro-organismes contenant d'autres substances	39,0	53,2	50,6	87,2	76,8	78,0	98,8	88,8	101,5	86,2
Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes	39,8	40,6	48,1	54,8	51,2	47,3	45,7	63,3	74,2	77,0
Brisures de riz	16,7	24,9	32,5	30,9	25,1	29,7	35,1	40,0	50,1	62,8
Energie électrique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	31,7	49,6	62,6
Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des marchandises	18,4	17,7	41,8	48,7	20,5	26,8	38,4	51,0	46,9	58,8
Ciments hydrauliques	37,1	34,9	46,6	53,8	46,9	58,0	63,6	82,9	70,9	48,2
Propane et butane liquéfiés	10,3	14,7	26,1	27,1	26,2	23,5	24,6	34,9	40,9	42,7
Aerodynes entrainées par un organe moteur d'un pds a vide plus de 15000kg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	15,9	0,0	0,0	0,0	37,7
Sérums d'animaux ou de personnes immunisés; vaccins microbiens	6,0	8,7	7,2	10,3	16,8	22,7	23,9	3,0	27,7	30,7
Parties et pieces detachees nda des machines et appareils du ss-gpe 7442	11,1	14,6	25,9	37,9	11,7	29,0	32,8	54,9	43,0	30,5
Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	18,2	19,1	22,2	25,5	27,1	29,4	27,7	31,6	26,5	29,5
Diodes transistors et dispositifs similaires à semi-conducteur.....	0,7	2,4	1,7	4,5	12,8	11,7	21,7	39,0	21,5	29,3
Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement....	4,4	3,6	13,2	15,1	5,9	8,7	11,6	16,7	10,3	27,4
Motocycles et velocipedes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	25,7	31,2	36,4	34,8	27,6	30,1	34,3	40,4	29,6	27,2
Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	2,5	3,7	13,0	28,1	5,8	10,0	37,0	16,7	17,7	27,2
Explosifs préparés	3,5	7,7	14,0	21,6	9,5	5,7	6,0	6,9	19,6	26,7
Parties et pieces detachees, nda, des machines et appareils du ss-gpe 7283	8,2	4,0	19,5	22,2	8,6	15,0	19,2	24,0	17,8	26,0
Antiparasitaires, antirongeurs, et produits similaires présentés à l' état	6,0	8,5	9,4	9,8	12,1	9,3	17,8	19,6	30,2	24,4
Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	10,4	13,0	14,3	16,6	16,9	23,3	23,9	26,0	24,7	23,3

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.7 : Evolution des importations des principaux produits importés (nomenclature INSD en milliards FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ensemble des importations	1072,5	1226,0	1740,3	2050,7	1660,9	1760,5	1958,2	2238,0	2399,9	2453,2
Machines non électriques	107,4	125,3	239,0	283,8	139,9	181,9	245,3	298,9	269,2	310,3
Gaz oil	79,0	112,8	177,9	218,0	192,9	174,2	167,9	195,5	242,0	288,7
Autres pétroles et produits dérivés du pétrole, nda	57,3	53,9	97,4	100,2	117,5	230,4	182,8	234,2	276,6	272,4
Machines et appareils électriques	63,0	72,1	95,1	95,2	92,0	93,0	116,2	200,1	139,4	146,7
Produits médicaux pharmaceutiques	47,6	67,4	61,7	100,6	96,9	109,1	127,4	97,5	137,1	128,1
Autres combustibles minéraux, lubrifiants et connexes, nda	12,2	12,5	18,4	20,6	17,9	14,6	22,9	57,1	74,3	87,2
Voitures de tourisme	34,4	35,8	43,5	49,1	43,2	44,8	44,3	62,0	72,8	75,5
Riz	30,5	40,3	57,7	61,1	49,2	50,9	61,9	65,9	81,0	69,3
Camions, camionnettes	18,4	17,7	41,8	48,7	20,5	26,8	38,4	51,0	46,9	58,8
Autres articles manufactures en métal, nda	24,6	23,8	38,0	63,4	36,8	31,9	36,2	52,6	58,7	55,0
Autres fer et acier, nda	29,6	34,9	43,6	53,2	41,2	39,2	47,5	36,6	45,4	54,2
Ciment hydraulique	37,1	34,9	46,6	53,8	46,9	58,0	63,6	82,9	70,9	48,2
Autres machines et matériels de transport, nda	4,8	8,3	4,4	4,6	4,6	22,0	4,9	8,3	15,9	46,7

Sources : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.8 : Evolution des importations selon les principaux pays d'origine (en milliards FCFA)

Pays d'origine	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Union européenne	325,5	406,7	553,7	708,1	546,2	593,0	513,2	667,9	589,4	617,1
dont										
France	117,5	144,6	153,8	183,1	181,3	159,2	160,4	192,4	176,8	181,8
Belgique, Luxembourg	23,5	22,4	32,5	57,0	32,6	51,5	35,0	42,9	42,6	51,1
Pays-Bas	44,5	50,9	50,1	166,8	114,3	134,7	92,3	152,3	77,0	54,8
Allemagne	44,1	53,0	62,4	78,4	48,5	51,1	59,2	88,3	82,8	73,5
Italie	12,1	16,2	26,5	29,5	23,0	39,0	33,3	34,2	38,0	51,0
Royaume-Uni	38,1	52,0	134,8	78,5	57,7	31,1	25,1	23,7	29,8	47,2
Autres pays européens	33,6	40,5	71,2	37,1	71,6	59,1	60,4	94,1	188,3	243,1
dont										
Russie	15,5	23,4	18,9	13,3	40,0	35,6	45,2	50,3	128,8	196,0
Afrique du nord	17,9	17,7	25,0	28,9	28,9	53,4	41,1	40,2	71,6	60,3
Afrique de l'Ouest	285,9	302,2	391,8	439,3	409,4	337,6	427,7	489,8	518,0	525,9
dont										
Sénégal	11,2	20,0	24,8	24,7	20,7	17,3	23,2	22,0	17,5	19,3
Côte d'Ivoire	163,3	123,3	159,9	161,2	164,1	147,1	170,1	227,8	271,1	255,5
Ghana	30,9	32,2	48,6	63,8	57,9	69,3	95,5	109,1	116,8	172,3
Togo	46,8	45,3	76,8	85,5	70,7	56,9	68,3	71,9	72,2	41,0
Nigeria	13,1	39,8	31,3	8,4	12,6	7,0	6,9	7,0	7,1	6,7
Afrique centrale	14,6	11,6	15,6	28,9	10,7	7,9	15,0	2,9	1,4	3,4
Afrique australe	29,6	21,6	43,3	46,6	45,5	45,5	34,7	44,1	47,1	38,2
dont										
Afrique du Sud	29,6	21,6	42,9	46,5	45,3	45,5	34,2	43,6	47,0	37,5
Afrique orientale	0,4	0,7	0,7	0,9	0,9	0,6	1,3	0,6	0,8	0,4
Asie	261,7	309,1	386,5	525,0	438,9	470,6	617,5	650,9	747,3	688,9
dont										
Chine	100,5	119,3	156,3	200,2	192,1	193,9	267,7	310,7	289,9	282,0
Japon	35,8	39,7	53,1	62,7	42,1	49,3	51,4	73,4	70,8	69,4
Thaïlande	10,5	19,1	20,5	20,0	31,7	36,2	43,3	38,8	39,9	32,0
Inde	28,1	43,5	58,0	87,2	62,6	57,5	91,1	91,5	124,6	138,4
Amérique	98,9	100,7	223,5	216,5	102,1	182,0	225,6	215,9	203,4	237,3
dont										
Etats Unis d'Amérique	49,6	59,2	126,1	133,6	71,0	113,9	160,6	158,2	142,1	156,2
Brésil	10,4	17,2	14,7	20,2	10,1	25,6	10,1	14,5	14,8	50,5
Océanie	4,5	15,2	29,0	19,4	6,6	10,9	21,6	31,6	32,5	38,7
Autres pays	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Ensemble	1 072,5	1 226,0	1 740,3	2 050,7	1 660,8	1 760,5	1 958,2	2 238,0	2 399,9	2 453,2

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur.



NEUVIEME PARTIE :

BALANCE DES PAIEMENTS



Tableau N°9.1 : Evolution de la balance des paiements (en milliards FCFA)

	2010(*)	2011(**)	2012(**)	2013 (**)	2014 (**)	2015 (**)	2016(**)	2017(**)	2018(**)	2019(**)
Compte des transactions courantes	-89,87	-75,58	-82,86	-664,56	-493,24	-529,37	-462,37	-412,10	-369,26	-529,90
1- Biens et services	-330,66	-328,90	-299,08	-788,24	-551,81	-601,47	-471,74	-413,23	-364,14	-561,36
Balance des biens	-65,58	14,17	108,48	-328,84	-128,64	-142,73	-0,38	105,23	161,12	-22,65
Exportations de biens FOB	787,97	1 131,98	1 464,33	1 315,33	1 362,29	1 397,69	1 676,36	1 995,63	2 196,37	2 059,08
dont :										
Dont intra-UEMOA	55,43	60,11	76,72	97,04	104,81	113,19	122,24	132,02	72,96	78,79
Réexportations	0,00	12,47	35,99	57,04	68,07	19,95	39,36	36,35	35,14	52,14
Importations de biens FOB	-853,56	-1 117,81	-1 355,84	-1 644,16	-1 490,93	-1 540,42	-1 676,74	-1 890,40	-2 035,25	-2 081,72
Importations de biens CAF	-1 120,85	-1 296,49	-1 823,99	-2 156,40	-1 770,38	-1 821,73	-1 983,52	-2 268,05	-2 435,97	-2 491,62
dont :										
Dont intra-UEMOA	-359,15	-342,16	-465,27	-559,77	-587,76	-617,15	-648,01	-680,41	-583,63	-612,81
Balance des services	-265,08	-343,08	-407,56	-459,40	-423,17	-458,74	-471,36	-518,46	-525,27	-538,71
Crédit	147,65	196,12	214,83	245,32	223,77	231,05	262,88	279,23	309,44	316,33
Dont voyage	35,76	35,40	43,03	75,59	66,66	64,69	72,15	68,11	67,21	68,22
Débit	-412,73	-539,19	-622,39	-704,72	-646,94	-689,79	-734,24	-797,69	-834,71	-855,04
Dont fret et assurances	-147,99	-198,78	-232,56	-345,02	-297,42	-311,05	-338,57	-381,72	-405,10	-415,84
2- Revenu primaire	-3,21	-3,72	-39,06	-93,25	-177,52	-199,48	-231,77	-230,42	-266,96	-238,83
Dont intérêts sur la dette	-10,20	-12,39	-12,99	-12,82	-14,70	-15,87	-16,81	-20,16	-53,50	-43,61
3- Revenu secondaire	244,00	257,04	255,28	216,92	236,09	271,57	241,14	231,54	261,84	270,29
- Administrations publiques	179,75	191,18	179,53	128,17	114,32	145,87	110,99	100,01	123,31	121,56
Dont aides budgétaires	147,81	180,57	161,44	119,10	98,94	124,83	81,20	74,36	92,70	88,38
- Autres secteurs	64,25	65,85	75,75	88,75	121,77	125,70	130,15	131,54	138,54	148,72
Dont transferts de fonds des migrants	52,37	96,42	99,29	144,28	179,70	211,51	218,10	221,31	230,16	241,67
Compte de capital	98,90	91,07	137,78	238,41	200,19	153,77	150,14	172,84	175,84	99,80
4- Acquisition/cessions d'actifs non financiers	0,02	0,06	0,08	-0,22	0,04	0,15	0,17	0,20	0,21	0,13
5- Transferts de capital	98,87	91,01	137,70	238,63	200,15	153,63	149,97	172,64	175,63	99,68
- Administrations publiques	51,17	73,10	111,61	205,20	157,51	105,21	98,99	119,95	122,39	45,89
Remises de dette	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Autres transferts de capital	51,17	73,10	111,61	205,20	157,51	105,21	98,99	119,95	122,39	45,89
- Autres secteurs	47,70	17,91	26,09	33,43	42,64	48,42	50,98	52,70	53,24	53,78
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	9,03	15,49	54,92	-426,15	-293,05	-375,60	-312,22	-239,26	-193,43	-430,10
Compte financier	-75,45	-32,91	61,70	-282,93	-163,49	-654,87	-554,91	-490,73	-313,22	-499,00
6- Investissement direct	-18,90	-19,54	-130,87	-213,41	-141,64	-128,76	-201,55	4,47	-111,48	-112,14
7- Investissements de portefeuille	-15,85	-9,67	-16,65	-6,92	86,18	-2,98	-7,93	-112,40	-150,20	-108,03
8- Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,04	0,04	0,00
9- Autres investissements	-40,71	-3,70	209,22	-62,61	-108,03	-523,12	-345,43	-382,84	-51,54	-278,83
- Administrations publiques	-150,95	-111,12	-85,12	-35,52	-50,69	-89,18	-145,01	-77,15	-158,62	-237,61
- Tirages	165,41	129,09	107,28	60,47	82,22	122,08	144,80	124,49	130,97	156,10
- Variations des arriérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Rééchelonnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Autre financement exceptionnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Amortissements	-14,74	-20,29	-21,74	-26,03	-30,81	-32,88	-41,91	-50,21	-55,08	-58,95
- Autres secteurs	110,23	107,43	294,33	-27,09	-57,35	-433,94	-200,43	-305,69	107,08	-41,22
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Variations des arriérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Rééchelonnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Remise de dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Autres (financement à rechercher)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Erreurs et omissions nettes	1,51	-4,27	3,41	-3,80	-3,36	4,30	-3,29	-4,50	-3,51	-3,87
Solde global	85,99	44,12	-3,37	-147,02	-132,92	283,57	239,40	246,98	116,29	65,03
g- Ecart d'évaluation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
h- Variation des avoirs extérieurs nets	-85,99	-44,12	3,37	147,02	132,92	-283,57	-239,40	-277,35	-113,38	-65,03
Banque centrale	80,24	22,76	41,44	193,30	143,87	8,21	70,93	-135,60	-311,48	233,80
Autres institutions de dépôts	-166,24	-66,88	-38,07	-46,28	-10,96	-291,78	-310,33	-141,70	198,09	-298,80

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

(*) Données issues des conversions réalisées en rapport avec les Services du FMI. (**) Données directement compilées au format MBP6

NB : Les données de 2018 sont des estimations.



DIXIEME PARTIE :

SITUATION MONETAIRE



Tableau N°10.1 : Situation des agrégats de monnaie (en milliards FCFA)

Agrégats	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Monnaie au sens large et ses composantes										
Circulation fiduciaire	215,08	189,53	230,10	204,72	227,93	299,17	280,60	447,89	577,81	655,88
Billets et monnaies mis en circulation	250,37	228,67	282,91	260,96	285,20	366,92	351,19	521,52	665,86	752,75
Encaisses des banques (à déduire)	32,36	35,86	48,23	49,97	51,60	61,57	62,61	66,01	78,64	90,59
Encaisses des Trésors (à déduire)	2,94	3,29	4,58	6,27	5,67	6,18	7,98	7,63	9,41	6,28
Dépôts transférables	512,08	679,03	758,86	863,85	937,55	1 130,69	1 333,21	1 577,75	1 710,97	1 828,64
BCEAO	0,44	0,56	0,58	0,47	0,49	0,56	0,56	0,38	0,37	2,17
Banques	438,72	593,59	674,30	770,03	803,84	968,75	1 153,72	1 377,24	1 486,23	1 576,25
CCP et CNE	72,93	84,88	83,97	93,35	133,22	161,38	178,93	200,12	224,37	250,22
M1	727,16	868,56	988,96	1 068,57	1 165,47	1 429,86	1 613,81	2 025,63	2 288,78	2 484,52
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	554,71	597,71	705,46	809,74	919,79	1 060,27	1 166,82	1 341,09	1 429,49	1 571,89
BCEAO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,27	0,33	0,33	0,33	0,33
AID	554,71	597,71	705,46	809,74	919,79	1 060,00	1 166,49	1 340,75	1 429,15	1 571,55
Masse monétaire (M2)	1 281,87	1 466,27	1 694,42	1 878,32	2 085,27	2 490,13	2 780,63	3 366,72	3 718,27	4 056,41
Contreparties de la masse monétaire										
Actifs extérieurs nets	676,30	720,66	773,58	557,72	455,23	737,75	1 052,76	1 330,12	1 443,50	1 508,53
BCEAO	299,33	271,05	229,93	39,10	-123,11	-136,05	-136,60	-0,98	310,50	76,72
Banques	376,97	449,61	543,65	518,63	578,35	873,81	1 189,37	1 331,09	1 133,00	1 431,81
Créances intérieures	814,15	938,60	1 161,21	1 528,06	1 873,60	2 036,12	2 055,84	2 436,31	2 721,90	3 068,01
Créances nettes sur l'Administration Centrale	-52,25	-91,67	-101,10	-34,78	44,35	17,87	-88,48	66,06	57,23	151,84
BCEAO	-49,49	-80,24	-84,57	-7,30	-17,22	-14,08	-149,77	-55,74	-66,74	-41,73
Banques	-2,76	-11,43	-16,53	-27,48	61,57	31,96	61,30	121,80	123,96	193,57
Créances sur les autres secteurs	866,40	1 030,27	1 262,31	1 562,84	1 829,26	2 018,25	2 144,32	2 370,24	2 664,67	2 916,17
BCEAO	3,73	4,25	4,64	4,23	3,22	3,57	4,23	5,19	5,70	6,33
Banques	862,67	1 026,02	1 257,67	1 558,61	1 826,04	2 014,68	2 140,09	2 365,06	2 658,98	2 909,84
Passifs à caractère non monétaire (2)	179,34	226,56	271,73	283,20	345,16	394,72	487,01	571,34	630,07	719,81
Actions et autres participations dans les ID	136,38	179,53	209,03	226,22	279,84	313,20	396,49	463,81	470,94	535,85
BCEAO	-1,87	0,50	0,47	0,82	5,23	8,73	17,95	22,70	16,51	1,55
Banques	138,25	179,03	208,56	225,40	274,61	304,47	378,55	441,11	454,43	534,30
Engagements non monétaires des ID	42,96	47,03	62,70	56,98	65,32	81,52	90,51	107,53	159,13	183,97
Dépôts exclus de M2	33,67	30,94	35,62	35,77	45,68	62,20	61,38	89,58	134,08	150,57
Emprunts	6,41	8,95	17,27	13,51	14,11	15,24	26,69	17,10	25,05	33,39
Titres autres q'actions exclus de M2	2,88	7,14	9,82	7,69	5,53	4,08	2,45	0,85	0,00	0,00
Autres postes nets (3)	29,24	-33,56	-31,37	-75,73	-101,59	-110,97	-159,03	-171,64	-182,93	-199,68
dont contrepartie des dépôts auprès des CCP	-72,93	-84,88	-83,97	-93,35	-133,22	-161,38	-178,93	-200,12	-224,37	-250,22
Total des contreparties de M2 (4)	1 281,87	1 466,27	1 694,42	1 878,32	2 085,27	2 490,13	2 780,63	3 366,72	3 718,27	4 056,41

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial auprès des banques, dépôts rémunérés dans livres de la Banque Centrale

(2) Actions et autres participations dans les institutions de dépôt et engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Tableau N°10.2 : Situation des créances nettes sur l'Administration centrale (en milliards FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale	-52,25	-91,67	-101,10	-34,78	44,35	17,87	-88,48	66,06	57,23	151,84
Créances nettes de la BCEAO	-49,49	-80,24	-84,57	-7,30	-17,22	-14,08	-149,77	-55,74	-66,74	-41,73
Créances	102,31	108,88	138,60	134,35	128,31	132,08	135,58	120,85	111,47	118,59
Crédits	102,31	108,88	138,60	134,35	128,31	132,08	135,58	120,85	111,47	118,61
Concours adossés aux DTS	31,87	34,40	33,37	29,18	24,71	19,93	15,00	9,93	4,70	0,59
Concours consolidés	8,73	4,92	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concours du FMI	61,70	69,56	104,24	105,17	103,60	112,16	120,58	110,92	106,76	118,02
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres crédits (créances financières) (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Portefeuille de titres du Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,02
Engagements	151,80	189,12	223,17	141,65	145,53	146,17	285,36	176,59	178,20	160,32
Encaisses du Trésor	2,94	3,29	4,58	6,27	5,67	6,18	7,98	7,63	9,41	6,28
Dépôts	148,86	185,84	218,60	135,37	139,86	139,98	277,37	168,94	168,79	154,03
Autres engagements (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	0,00
Créances nettes des banques	-2,76	-11,43	-16,53	-27,48	61,57	31,96	61,30	121,80	123,96	193,57
Créances	104,58	115,56	139,14	168,85	263,59	270,68	345,83	465,07	464,27	556,59
Crédits	8,60	19,63	11,70	8,46	52,22	25,76	31,19	49,97	9,44	8,60
Portefeuille de titres du Trésor	95,98	95,93	127,44	160,39	211,37	244,92	314,64	415,10	454,83	547,99
Engagements	107,34	126,99	155,67	196,33	202,02	238,73	284,53	343,27	340,31	363,02
dont dépôts	107,34	126,57	155,22	195,39	202,02	237,80	284,53	343,27	340,31	363,02

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

(1) Les créances sur position extérieure négative et autres créances financières dues par l'Etat

(2) Les dépenses pour le compte de l'Etat à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur l'Etat

(3) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte de l'Etat

Tableau N°10.3 : Situation des autres institutions de dépôt (en milliards FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
ACTIF										
Actifs extérieurs nets	376,97	449,61	543,65	518,63	578,35	873,81	1 189,37	1 331,09	1 133,00	1 431,81
Créances sur les non-résidents	477,87	588,01	696,27	735,24	897,58	1 204,26	1 645,43	1 975,63	1 604,19	1 775,46
Engagements envers les non-résidents	-100,90	-138,41	-152,62	-216,61	-319,23	-330,45	-456,06	-644,53	-471,19	-343,64
Créances sur la Banque Centrale	128,31	155,76	147,36	155,05	156,93	186,19	186,17	215,68	245,19	253,32
Numéraire	32,36	35,86	48,23	49,97	51,60	61,57	62,61	66,01	78,64	90,59
Dépôts	95,95	119,90	99,13	105,09	105,33	124,63	123,56	149,67	166,55	162,73
Autres créances sur la banque centrale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances nettes sur l'administration centrale	-2,76	-11,43	-16,53	-27,48	61,57	31,96	61,30	121,80	123,96	193,57
Créances sur l'administration centrale	104,58	115,56	139,14	168,85	263,59	270,68	345,83	465,07	464,27	556,59
Engagements envers l'administration centrale	-107,34	-126,99	-155,67	-196,33	-202,02	-238,73	-284,53	-343,27	-340,31	-363,02
Créances sur les autres secteurs	862,67	1 026,02	1 257,67	1 558,61	1 826,04	2 014,68	2 140,09	2 365,06	2 658,98	2 909,84
Créances sur les autres sociétés financières	10,46	13,47	16,62	17,82	19,53	20,03	22,11	33,22	13,33	18,46
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,04	21,83
Créances sur les sociétés non financières publiques	72,66	140,74	177,33	161,63	198,38	246,75	158,73	89,74	252,38	210,97
Créances sur le secteur privé	779,55	871,82	1 063,72	1 379,15	1 608,13	1 747,90	1 959,25	2 242,10	2 392,23	2 658,58
PASSIF										
Engagements envers la banque centrale	101,34	153,60	219,95	309,36	520,10	656,52	778,37	765,42	548,63	814,98
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire au sens large	438,72	593,59	674,30	770,03	803,84	968,75	1 153,72	1 377,24	1 486,23	1 576,25
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire au sens large	554,71	597,71	705,46	809,74	919,79	1 060,00	1 166,49	1 340,75	1 429,15	1 571,55
Titres autres qu'actions inclus dans la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts exclus de la masse monétaire au sens large	33,08	29,89	35,35	34,29	44,79	61,59	61,15	81,29	133,72	149,79
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire au sens large	2,88	7,14	9,82	7,69	5,53	4,08	2,45	0,85	0,00	0,00
Emprunts	6,41	8,95	17,27	13,51	14,11	15,24	26,69	17,10	25,05	33,39
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réserves techniques d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et autres titres de participation	138,25	179,03	208,56	225,40	274,61	304,47	378,55	441,11	454,43	534,30
Autres postes (net)	89,79	50,06	61,45	34,78	40,11	36,00	9,50	9,87	83,92	108,29

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

Tableau N°10.4 : Situation de la Banque centrale (en milliards FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
ACTIFS										
Actifs extérieurs nets	299,33	271,05	229,93	39,10	-123,11	-136,05	-136,60	-0,98	310,50	76,72
Créances sur les non-résidents	524,10	566,21	505,16	291,61	349,86	558,53	621,81	897,76	929,51	1031,97
Engagements envers les non-résidents	224,77	295,16	275,23	252,51	472,97	694,58	758,41	898,74	619,01	955,25
Créances sur les autres institutions de dépôt	102,38	153,31	219,78	314,56	519,89	657,17	776,14	762,04	645,72	864,23
Créances nettes sur l'administration centrale	-46,56	-76,95	-79,99	-1,03	-11,55	-7,90	-141,79	-48,11	-57,33	-35,45
Créances sur l'administration centrale	102,31	108,88	138,60	134,35	128,31	132,08	135,58	120,85	111,47	118,59
Engagements envers l'administration centrale	148,86	185,84	218,60	135,37	139,86	139,98	277,37	168,96	168,79	154,03
Créances sur les autres secteurs	3,73	4,25	4,64	4,23	3,22	3,57	4,23	5,19	5,70	6,33
Créances sur les autres sociétés financières	1,21	1,06	1,06	0,84	0,00	0,00	0,60	1,10	1,67	1,97
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les sociétés non financières publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur le secteur privé	2,52	3,19	3,58	3,39	3,22	3,57	3,63	4,09	4,03	4,36
PASSIFS										
Base monétaire	357,19	351,62	371,86	357,83	379,38	504,36	478,16	684,11	869,06	902,21
Circulation fiduciaire	250,37	228,67	282,91	260,96	285,20	366,92	351,19	521,52	665,86	752,75
Engagements envers les autres institutions de dépôt	106,38	122,38	88,36	96,40	93,70	136,61	126,09	161,87	202,49	146,95
Engagements envers les autres secteurs	0,44	0,56	0,58	0,47	0,49	0,83	0,89	0,72	0,71	2,51
Autres engagements envers autres institutions de dépôt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	0,59	1,06	0,27	1,48	0,89	0,62	0,23	8,30	0,36	0,79
Dépôts inclus dans la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres autres qu'actions inclus dans la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts exclus de la masse monétaire au sens large	0,59	1,06	0,27	1,48	0,89	0,62	0,23	8,30	0,36	0,79
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et autres titres de participation	-1,87	0,50	0,47	0,82	5,23	8,73	17,95	22,70	16,51	1,55
Autres postes (net)	2,98	-1,51	1,75	-3,28	2,94	3,08	5,64	3,03	18,67	7,27

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Tableau N°10.5 : Situation des créances sur les secteurs autres que l'Administration centrale (en milliards FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
CREANCES DES INSTITUTIONS DE DEPOTS	866,40	1 030,27	1 262,31	1 562,84	1 829,26	2 018,25	2 144,32	2 370,24	2 664,67	2 916,17
Créances de la BCEAO	3,73	4,25	4,64	4,23	3,22	3,57	4,23	5,19	5,70	6,33
Crédits	3,69	4,15	4,42	3,91	3,01	3,17	4,02	4,75	5,58	6,18
Autres secteurs résidents	2,48	3,09	3,36	3,07	3,01	3,17	3,42	3,65	3,91	4,22
Secteurs financiers non bancaires	1,21	1,06	1,06	0,84	0,00	0,00	0,60	1,10	1,67	1,97
Actions et autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances des banques	862,67	1 026,02	1 257,67	1 558,61	1 826,04	2 014,68	2 140,09	2 365,06	2 658,98	2 909,84
Crédit bancaire	843,47	1 004,26	1 226,77	1 521,53	1 800,55	1 971,44	2 125,65	2 354,83	2 643,05	2 900,50
Secteur financier non bancaire	8,24	10,32	13,37	15,27	15,61	16,67	19,62	28,38	8,70	11,88
Secteur public	72,66	136,74	177,33	161,63	198,38	231,19	158,73	89,74	252,23	231,91
Administration locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,45	21,13
Sociétés non financières publiques	72,66	136,74	177,33	161,63	198,38	231,19	158,73	89,74	251,79	210,78
Secteur privé	762,58	857,20	1 036,07	1 344,63	1 586,56	1 723,58	1 947,30	2 236,71	2 382,12	2 656,71
Sociétés non financières privées	452,60	501,71	594,19	778,75	889,29	938,79	1 028,49	1 157,64	1 181,80	1 367,44
Ménages et ISBLSM	309,98	355,50	441,88	565,88	697,27	784,79	918,81	1 079,07	1 200,32	1 289,27
Titres autres qu'actions	12,96	16,39	23,10	28,67	15,94	34,58	5,73	0,00	8,78	0,70
Secteur financier non bancaire	1,20	1,50	1,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Secteur public	0,00	4,00	0,00	0,00	0,00	15,56	0,00	0,00	0,60	0,70
Administration locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,60	0,70
Sociétés non financières publiques	0,00	4,00	0,00	0,00	0,00	15,56	0,00	0,00	0,00	0,00
Secteur privé	11,76	10,89	21,65	28,67	15,94	19,02	5,73	0,00	8,18	0,00
Sociétés non financières privées	11,76	10,89	21,65	28,67	15,94	19,02	5,73	0,00	8,18	0,00
Actions et autres participations	4,72	3,35	4,93	4,86	4,36	4,22	5,52	6,24	3,77	3,88
Secteur financier non bancaire	0,72	1,34	0,68	0,67	0,73	0,53	1,11	2,93	1,25	1,82
Secteur public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,59	0,20
Sociétés non financières publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,59	0,20
Secteur privé	4,00	2,01	4,25	4,19	3,63	3,68	4,41	3,32	1,93	1,87
Sociétés non financières privées	4,00	2,01	4,25	4,19	3,63	3,68	4,41	3,32	1,93	1,87

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Tableau N°10.6 : Situation des actifs extérieurs nets des institutions de dépôt (en milliards FCFA)

Actifs	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
ACTIFS EXTERIEURS NETS	676,30	720,66	773,58	557,72	455,23	737,75	1 052,76	1 330,12	1 443,50	1 508,53
BCEAO	299,33	271,05	229,93	39,10	-123,11	-136,05	-136,60	-0,98	310,50	76,72
Créances sur les non-résidents	524,10	566,21	505,16	291,61	349,86	558,53	621,81	897,76	929,51	1 031,97
Avoirs officiels de réserve	45,29	47,06	43,30	40,35	47,04	40,64	33,26	22,02	24,14	31,33
Or Monétaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Monnaies Étrangères	2,11	0,42	0,99	0,79	0,81	2,62	2,04	1,03	1,70	1,82
Dépôts et Titres inclus dans les réserves officielles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dép. Transf. Inclus dans les Réserves Officielles ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres Dép. Inclus dans les Réserves Officielles, Autres ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres Inclus dans les Réserves Officielles ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Position de réserve au FMI	6,54	9,16	5,50	4,28	8,55	7,07	21,16	13,53	19,82	17,08
Avoirs en DTS	36,64	37,47	36,81	35,28	37,68	30,95	10,06	7,46	2,63	12,43
Autres actifs extérieurs	478,81	519,15	461,86	251,26	302,82	517,89	588,55	875,74	905,37	1 000,64
Engagements extérieurs	224,77	295,16	275,23	252,51	472,97	694,58	758,41	898,74	619,01	955,25
Engagements extérieurs de court terme	63,59	73,23	105,85	102,44	107,80	122,41	129,84	110,51	108,16	118,20
Dépôts de non-résidents à court terme en monnaie étrangère	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dép. Transf. Excl. MMSL Non-Résidents Court Terme ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres Dép. Excl. MMSL Non-Résidents Court Terme ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits FMI	63,59	73,23	105,85	102,44	107,80	122,41	129,84	110,51	108,16	118,20
Autres engagements extérieurs	161,18	221,93	169,39	150,08	365,17	572,17	628,57	788,22	510,85	837,05
Allocation DTS	43,80	44,82	44,04	42,20	45,08	48,08	48,17	44,85	45,87	45,90
Autres	117,38	177,11	125,35	107,87	320,10	524,10	580,40	743,37	464,99	791,15
Dép. Transf. Excl. MMSL Non-Résidents, Autres MN	114,81	95,05	125,25	102,43	114,82	127,31	142,94	177,02	194,45	175,05
Autres Dép. Excl. MMSL Non-Résidents MN	2,56	0,03	0,10	0,82	0,11	3,56	1,62	0,08	8,20	15,74
Autres Crédits Non-Résidents Long Terme ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres Comptes à Payer, Autres Non-Résidents MN	0,00	82,03	0,00	0,00	204,42	393,23	435,55	566,27	262,33	600,35
Autres Comptes à Payer, Autres Non-Résidents ME	0,00	0,00	0,00	4,62	0,75	0,00	0,29	0,00	0,01	0,00
AUTRES INSTITUTIONS DE DEPOT	376,97	449,61	543,65	518,63	578,35	873,81	1 189,37	1 331,09	1 133,00	1 431,81
Créances sur les non-résidents	477,87	588,01	696,27	735,24	897,58	1 204,26	1 645,43	1 975,63	1 604,19	1 775,46
Avoirs en monnaies étrangères	1,71	1,14	1,17	2,04	2,83	1,56	6,90	5,24	2,49	3,15
Dépôts	85,96	99,73	96,37	68,75	108,78	120,77	232,38	261,50	219,24	98,75
Dépôts transférables	53,93	50,49	60,67	37,71	75,36	91,78	195,21	219,43	197,15	81,42
Autres dépôts	32,03	49,25	35,70	31,05	33,42	28,99	37,17	42,07	22,09	17,34
Crédits	147,23	149,74	184,33	198,25	231,82	329,59	326,26	601,68	454,25	686,52
Pensions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,01	147,02
Autres crédits	147,23	149,74	184,33	198,25	231,82	329,59	326,26	601,68	453,24	539,51
Titres autres qu'actions	240,71	332,80	406,21	455,49	541,29	736,45	1 057,14	1 084,06	912,33	935,92
Actions et autres titres de participation	1,84	4,44	8,01	10,43	12,14	13,67	20,68	16,13	10,96	48,83
Autres créances	0,42	0,17	0,17	0,27	0,73	2,23	2,08	7,01	4,92	2,29

Actifs	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Crédits commerciaux / avances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,68	1,01	1,07	0,00	0,00
Autres comptes à recevoir	0,42	0,17	0,17	0,27	0,73	1,55	1,06	5,95	4,92	2,29
Engagements envers les non résidents	100,90	138,41	152,62	216,61	319,23	330,45	456,06	644,53	471,19	343,64
Dépôts	81,03	96,68	108,49	118,80	213,38	201,21	293,04	383,60	305,36	185,95
Dépôts transférables	47,47	63,62	78,73	83,58	167,09	147,83	237,16	290,60	255,73	120,41
Autres dépôts	33,56	33,07	29,76	35,23	46,29	53,38	55,89	92,99	49,63	65,54
Crédits	19,66	41,11	43,07	97,81	105,84	129,16	162,93	256,55	161,02	154,44
Pensions	5,00	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19,46	0,00	5,03
Autres crédits	14,66	36,11	43,07	97,81	105,84	129,16	162,93	237,08	161,02	149,41
Autres engagements	0,21	0,61	1,06	0,00	0,01	0,08	0,09	4,39	4,81	3,25
Autres comptes à payer	0,21	0,61	1,06	0,00	0,01	0,08	0,09	4,39	4,81	3,25

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.



ONZIEME PARTIE :

CRITERES DE CONVERGENCE



11.1. Critères de convergence UEMOA

Tableau N°11.1 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1^{er} rang UEMOA)

Critères de 1 ^{er} rang UEMOA	Norme	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ratio du solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal	≥-3%	-4,4	-2,3	-3,1	-3,6	-1,9	-2,2	-3,9	-7,8	-4,9	-3,0
Taux d'inflation annuel moyen (IHPC) (en %)	≤3%	-0,6	2,8	3,8	0,5	-0,3	1,0	-0,2	2,9	1,9	-3,2
Ratio de l'encours total de la dette sur PIB nominal (en %)	≤70%	28,6	31,4	28,0	28,6	30,8	35,0	38,2	38,1	42,4	46,4

Source : Secrétariat permanent du Comité national de politique économique, juillet 2020

Tableau N°11.2 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2^{ème} rang UEMOA)

Critères de 2 ^{ème} rang UEMOA	Norme	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	≤35%	43,5	40,5	37,3	35,8	46,5	50,4	51,6	49,9	52,1	57,3
Taux de pression fiscale (en %)	≥20%	12,7	13,7	15,6	16,8	15,4	15,1	16,7	17,3	17,3	17,5

Source : Secrétariat permanent du Comité national de politique économique, juillet 2020

11.2. Critères de convergence CEDEAO

Tableau N°11.3 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1^{er} rang CEDEAO)

Critères de 1 ^{er} rang CEDEAO	Norme	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) rapporté au Produit intérieur brut (PIB)	≤3%	4,4	2,3	3,1	3,6	1,9	2,2	3,9	7,8	4,9	3,0
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤10%	-0,6	2,8	3,8	0,5	-0,3	1,0	-0,2	2,9	1,9	-3,2
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale	≤10% des recettes fiscales de l'année antérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves brutes en mois d'importation*	≥ 3 mois d'importations	6,4	7,1	6,5	4,7	4,6	5,0	4,4	4,2	4,8	5,6

Source : Secrétariat permanent du Comité national de politique économique, juillet 2020

(*) Calculé par la CEDEAO.

Tableau N°11.4 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2^{ème} rang CEDEAO)

Critères de 2 ^{ème} rang CEDEAO	Norme	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ratio dette / PIB	≤70%	28,6	31,4	28,0	28,6	30,8	35,0	38,2	38,1	42,4	46,4
Variation du taux de change nominal*	Maintenir stable (+/- 10%)	-3,9	1,4	-4,8	4,1	0,1	-9,3	0,5	2,1	2,6	-2,8

Source : Secrétariat permanent du Comité national de politique économique, juillet 2020

(*) Calculé par la CEDEAO.



DOUZIEME PARTIE :

AUTRES STATISTIQUES DU SECTEUR DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



12.1. Statistiques des passations de marchés publics

Tableau N°12.1 : Evolution des marchés publics par mode de passation (en nombre)

Mode de passation	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Appels d'offres ouverts	487	1026	902	395	236	243	164	228	368	309
Demandes de prix	387	1247	616	135	13	51	48	119	298	268
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	73	192	172	78	77	89	66	60	102	124
Appels d'offres restreints	55	50	80	49	66	21	5	5	16	63
Entente directe	49	106	114	66	57	97	53	62	164	127
Total	1051	2621	1884	723	449	501	336	474	948	891

Source : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers

NB : Les demandes de cotation, les contrats issus de la Maîtrise d'Ouvrage Délégée, les informations relatives aux marchés publics des structures régionales, provinciales, communales ainsi que des sociétés d'Etat et des établissements publics de l'Etat ne sont pas prises en compte.

Tableau N°12.2 : Evolution des marchés publics par mode de passation (en milliards FCFA)

Mode de passation	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Appels d'offres ouverts	221,82	106	182	116,69	244,91	118,51	106,14	37,76	122,01	132,39
Demandes de prix	2,07	5,61	3,53	1,42	0,12	0,44	0,46	2,1	5,12	4,84
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	8,52	6,79	16,39	6,89	11,2	15,29	16,67	4,19	10,85	11,19
Appels d'offres restreints	15,49	14,94	19,43	17,21	29,75	6,31	0,54	0,48	8,38	97,80
Entente directe	12,07	5,91	26,18	16,93	10,62	53,71	13,27	19,94	12,32	36,15
Total	259,97	139,24	247,53	159,15	296,6	194,26	137,09	64,46	158,68	282,36

Source : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers

NB : Les demandes de cotation, les contrats issus de la Maîtrise d'Ouvrage Délégée, les informations relatives aux marchés publics des structures régionales, provinciales, communales ainsi que des sociétés d'Etat et des établissements publics de l'Etat ne sont pas prises en compte.

12.2. Statistiques des systèmes financiers décentralisés

Tableau N°12.3 : Indicateurs des systèmes financiers décentralisés (SFD) (en nombre)

Indicateurs SFD	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre de Systèmes financiers décentralisés	263	155	154	154	151	134	133	125	125	132
Membres/ clients	1176286	1212101	1388526	1501898	1603915	1746160	1858806	1889641	2020346	1419136
Hommes	nd	691 105	721 395	871 540	940 253	980 569	1057 667	1079 217	1150 301	748 538
Femmes	nd	337 780	357 637	414 848	454 229	499 604	569 671	595 694	629 707	453 901
Groupements	nd	183 216	309 494	215 510	209 433	265 987	231 468	214 730	240 338	216 697

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière.

Tableau N°12.4 : Indicateurs des systèmes financiers décentralisés (en milliards de FCFA)

Indicateurs SFD	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Encours de l'épargne	71,86	84,11	121,36	158,77	175,96	180,67	195,12	199,86	212,46	251,14
Encours du crédit	67,85	79,38	80,12	103,45	120,89	129,32	142,94	155,80	167,38	200,34
Créances en souffrance	2,90	3,76	3,49	4,46	5,80	7,92	5,90	6,28	4,74	8,97
Portefeuille à risque de plus de 90 jours (en %)	4,28	4,74	4,09	4,64	5,60	6,55	5,60	4,00	2,83	4,44

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière.

Tableau N°12.5: Répartition des points de services des SFD agréés par région et par province (en nombre)

Région/Province	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Région de la Boucle du Mouhoun	122	105	118	122	122	122	nd
Balé	22	24	26	30	30	30	nd
Banwa	11	12	14	14	14	14	nd
Kossi	6	7	6	6	6	6	nd
Mouhoun	42	26	29	29	29	29	nd
Nayala	11	12	12	12	12	12	nd
Sourou	30	24	31	31	31	31	nd
Région des Cascades	11	17	11	11	11	11	nd
Comoé	7	13	7	7	7	7	nd
Léraba	4	4	4	4	4	4	nd
Région du Centre	145	93	102	122	122	127	nd
Kadiogo	145	93	102	122	122	127	nd
Région du Centre-Est	27	36	37	40	40	40	nd
Boulgou	19	18	23	26	26	26	nd
Koulpélégou	3	7	6	6	6	6	nd
Kouritenga	5	11	8	8	8	8	nd
Région du Centre-Nord	33	44	39	41	41	41	nd
Bam	17	23	21	23	23	23	nd
Namentenga	7	9	7	7	7	7	nd
Sanmatenga	9	12	11	11	11	11	nd
Région du Centre-Ouest	48	48	56	56	56	56	nd
Boulkiemdé	30	26	35	34	34	34	nd
Sanguié	6	7	6	6	6	6	nd
Sissili	9	8	10	10	10	10	nd
Ziro	3	7	5	6	6	6	nd
Région de Centre-Sud	30	25	28	31	31	31	nd
Bazèga	6	7	7	9	9	9	nd
Nahouri	7	6	8	8	8	8	nd
Zoundwéogo	17	12	13	14	14	14	nd
Région de l'Est	29	36	38	39	39	39	nd
Gnagna	7	10	7	7	7	7	nd
Gourma	8	13	17	18	18	18	nd
Komandjari	4	3	4	4	4	4	nd
Kompienga	3	3	3	3	3	3	nd
Tapoa	7	7	7	7	7	7	nd
Région des Hauts-Bassins	76	67	72	82	82	83	nd
Houet	60	48	53	63	63	64	nd
Kénédougou	8	9	8	8	8	8	nd
Tuy	8	10	11	11	11	11	nd
Région du Nord	50	51	54	59	59	59	nd
Loroum	4	4	4	4	4	4	nd
Passoré	8	9	8	8	8	8	nd
Yatenga	31	30	34	38	38	38	nd
Zondoma	7	8	8	9	9	9	nd
Région du Plateau Central	15	15	15	15	15	15	nd
Ganzourgou	6	5	6	6	6	6	nd
Kourwéogo	4	5	4	4	4	4	nd
Ouhritenga	5	5	5	5	5	5	nd
Région du Sahel	55	55	57	57	57	57	nd
Oudalan	8	9	8	9	9	9	nd
Séno	9	10	11	13	13	13	nd
Soum	36	34	36	37	37	37	nd
Yagha	2	2	2	2	2	2	nd
Région du Sud-Ouest	13	18	16	16	16	16	nd
Bougouriba	4	6	5	5	5	5	nd
Ioba	4	6	4	4	4	4	nd
Noumbiel	1	2	1	1	1	1	nd
Poni	4	4	6	6	6	6	nd
Total	654	610	643	691	691	697	nd

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière

12.3. Statistiques des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat

Tableau N° 12.6 : Nombre de bâtiments administratifs réhabilités et de baux administratifs conclus

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre de bâtiments administratifs réhabilités au titre du programme de réhabilitation	25	nd	50	15	59	0	48	61	34	35
Nombre de baux administratifs conclus	41	15	30	20	28	28	8	9	21	12

Source : Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat

Tableau N° 12.7 : Autres statistiques des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat (en millions FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dépense de consommation en eau-électricité-téléphone	27 568,08	26 759,51	27 314,16	27 555,83	28 274,96	28 408,49	29 284,43	29 707,07	32 634,20	33 321,37
<i>Dépense en eau des services de l'Etat</i>	6 830,38	7 248,33	7 133,27	7 322,26	7 295,00	7 042,15	7 571,92	7 128,52	8 169,02	8 706,86
<i>Dépense en électricité des services de l'Etat</i>	14 299,94	14 855,44	15 233,00	15 987,57	16 597,78	16 864,07	17 370,03	18 288,52	19 107,94	18 706,71
<i>Dépense en téléphone des services de l'Etat</i>	6 437,76	4 655,74	4 947,89	4 245,99	4 382,18	4 502,28	4 342,47	4 290,03	5 357,23	5 907,79
Budget du programme de réhabilitation des bâtiments administratifs	1 049,00	nd	1 000,00	1 500,00	2 500,00	1 000,00	1 000,00	2 500,00	1 200,00	1 519,90
Dotations budgétaires des locations de bâtiments	3 817,33	3 181,33	4 863,98	4 602,75	4 059,34	5 044,00	6 338,65	5 500,00	5 500,00	7 000,00
Dépense des locations de bâtiments	3 753,85	2 788,16	3 744,98	4 016,99	3 554,42	4 991,87	6 018,89	5 458,07	5 498,73	6 974,04
Recettes réalisées au titre des ventes aux enchères	684,00	342,00	663,00	357,00	510,00	634,00	1 651,00	824,00	943,86	470,99
Recettes réalisées au titre des ventes aux enchères au profit du budget de l'Etat	590,00	146,00	360,00	183,00	256,00	342,00	987,00	572,00	573,17	224,64

Source : Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat.

GLOSSAIRE

Concepts	Définitions
Aide alimentaire	L'aide alimentaire, selon la FAO, est la fourniture de vivres à des fins de développement, y compris les dons et prêts pour l'achat de vivres. Les dépenses connexes (transport, stockage, distribution, etc.) figurent aussi dans cette rubrique, ainsi que les articles apparentés fournis par les donateurs, la nourriture pour animaux et les intrants agricoles, par exemple, pour les cultures vivrières lorsque ces apports font partie d'un programme d'aide alimentaire.
Aide projet	L'aide projet comprend non seulement l'aide destinée aux projets d'investissements, mais également celle allant à la coopération technique liée aux projets d'investissement et à la coopération technique autonome
Aide publique au développement	L'Aide publique au développement (APD) correspond aux courants d'aide en direction de pays en développement et d'institutions multilatérales émanant d'organismes publics, y compris l'Etat et les autorités locales ou leurs agents d'exécution, et dont chaque opération répond aux critères suivants : a) avoir pour objectif principal de promouvoir le développement économique et le bien-être des pays en développement ; b) avoir un caractère concessionnel et comprendre un élément don d'au moins 35% (au taux d'escompte de 10, cf. Prêt libéral).
Appel d'offres ouvert	L'appel d'offres ouvert est la procédure d'appel à concurrence ouverte par laquelle l'autorité contractante choisit l'offre conforme évaluée la moins disant, sans négociation, sur la base de critères préalablement portés à la connaissance des candidats dans le dossier d'appel d'offres et qui peuvent être exprimés en termes monétaires.
Appel d'offres restreint	L'appel d'offres est dit restreint lorsque seuls peuvent remettre des offres, les candidats que l'autorité contractante a décidé de consulter. Le nombre de candidats admis à soumissionner, d'un minimum de trois (3), doit assurer une concurrence réelle. Il est ensuite procédé de manière identique comme en matière d'appel d'offres ouvert. Toutefois, lorsque le nombre d'entreprises exerçant dans le domaine est inférieur à trois (03), l'autorité contractante peut consulter les deux (02) entreprises. Il ne peut être recouru à la procédure de l'appel d'offres restreint que lorsque les biens, les travaux ou les services courants, de par leur nature spécialisée, ne sont disponibles qu'auprès d'un nombre limité de fournisseurs, d'entrepreneurs ou de prestataires de service susceptibles d'offrir les prestations sollicitées. De même, pour les acquisitions de certains types de biens notamment les biens de production locale ou artisanale, il peut être recouru à la consultation restreinte.
Appui budgétaire	Assistance qui ne s'inscrit pas dans le cadre de projets précis d'investissement ou de coopération technique mais correspond plutôt à des objectifs plus larges de développement macro-économique et/ou qui est fournie dans le but précis d'améliorer la balance des paiements du pays bénéficiaire et de mettre à sa disposition des devises. Cette catégorie comprend l'assistance en nature pour les apports de produits de base autres qu'alimentaires et les dons et prêts financiers permettant de payer ces apports. Elle comprend aussi les ressources correspondant aux annulations de dette publique.
Appui financier de l'Etat aux collectivités	Les appuis financiers au profit des collectivités s'effectuent essentiellement sous forme de subventions. Ils comprennent : 1. la subvention TPP servie aux communes depuis 1995. Elle est issue de la répartition des produits de la Taxe sur les Produits Pétroliers (TPP) entre l'Etat et les collectivités territoriales ; 2. la subvention des salaires des ex-agents provinciaux : après, la suppression des provinces en tant que collectivité territoriale, leur personnel a été transféré aux communes et aux régions. Pour alléger le poids de ces salaires sur les budgets de fonctionnement, l'Etat a décidé d'octroyer une subvention chaque année pour la prise en charge des salaires de ces ex-agents provinciaux ; 3. les dotations globales qui représentent la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement et d'investissement des collectivités territoriales ; 4. les interventions ponctuelles (participations) ; 5. les transferts de ressources en accompagnement des compétences transférées.
Autorisation d'engagement (AE)	Les autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de finances. Pour une opération d'investissement directement exécutée par l'Etat, l'autorisation d'engagement couvre une tranche constituant une unité individualisée formant un ensemble cohérent et de nature à être mise en service sans adjonction. Pour les contrats de partenariats publics-privés, contrats par lesquels l'Etat confie à un tiers le financement, la réalisation, la maintenance ou l'exploitation d'opérations d'investissements d'intérêt public, les autorisations d'engagement couvrent, dès l'année où les contrats sont conclus, la totalité de l'engagement juridique.
Autres droits d'enregistrement (ADE)	Impôt principalement perçu sur l'enregistrement des marchés publics et accessoirement par la taxation d'autres actes que ceux portant transmission de propriété ou de jouissance de biens.
Actifs extérieurs nets (AEN)	Solde de l'ensemble des opérations de la Banque Centrale et des Autres Institutions de Dépôt (AID) avec l'extérieur. Il s'obtient en déduisant des créances brutes sur l'extérieur, l'ensemble des engagements extérieurs.
Balance commerciale	Compte de la balance des paiements qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés. Pour calculer la balance commerciale, la comptabilité nationale procède à l'évaluation des importations et des exportations de biens à partir des statistiques douanières de

Concepts	Définitions
	marchandises. Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, on dit qu'il y a excédent commercial ou que la balance commerciale est excédentaire. Si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un déficit commercial ou sa balance commerciale est déficitaire.
Balance des biens et services	Elle regroupe la balance commerciale qui est la différence entre les exportations et les importations de biens et la balance des services qui est la différence entre les exportations et les importations de services (transport, communication, assurance, redevance et droits de licences, voyage, etc.)
Balance des paiements	Etat statistique qui retrace sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Les flux économiques et financiers à l'origine de ces opérations sont répartis en distinguant le compte des transactions courantes (échanges de biens, de services, de revenus et de transferts courants), le compte de capital (transferts en capital) et le compte financier (investissements directs ou de portefeuille).
Balance des revenus primaires	Le solde du compte de revenu primaire est la différence entre les flux de revenus primaires reçus par les unités institutionnelles résidentes et ceux versés aux unités non-résidentes. Le revenu primaire représente le revenu qui revient aux unités institutionnelles en contrepartie de leur contribution à la production ou de la fourniture d'actifs financiers et de la location de ressources naturelles à d'autres unités institutionnelles. On distingue deux catégories de revenus primaires : - Les revenus liés au processus de production (la rémunération des salariés qui est le revenu de la contribution du facteur travail à la production et les impôts et les subventions sur les produits et la production qui constituent également un revenu en rapport avec la production) ; - Les revenus liés à la propriété d'actifs financiers et d'autres actifs non produits (le revenu de la propriété est le revenu procuré par la fourniture d'actifs financiers et la location de ressources naturelles ; le revenu des investissements est le revenu procuré par la fourniture d'actifs financiers et comprend les dividendes et les revenus tirés des quasi-sociétés, les bénéfices réinvestis et les intérêts).
Balance des revenus secondaires	Le compte de revenu secondaire retrace les flux sans contreparties entre unités résidentes d'une économie et celles non-résidentes. Le revenu secondaire résulte de la redistribution ultérieure des revenus par transferts courants. Il est composé des transferts de personnels et des autres transferts courants (impôts courants sur le revenu ou le patrimoine, cotisations sociales versées par les ménages aux organismes d'assurance sociale, prestations sociales payées au titre des régimes de sécurité sociale, primes nettes d'assurance-dommages et garanties, indemnités d'assurance-dommages et appels au titre de garanties, coopération internationale courante comprenant notamment l'aide budgétaire, aides humanitaires en nature ou en espèce, etc.). Les transferts personnels comprennent tous les transferts courants en espèce ou en nature effectués par des ménages ou reçus de ménages non-résidents par des ménages résidents.
Compte de capital	Il retrace les transferts en capital (remises de dette, aides à l'investissement) entre le pays et l'étranger et les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers (brevets, droits d'auteur, etc.). Il y a transfert en capital lorsque la propriété d'un actif fixe est cédée ou lorsqu'un engagement financier est annulé par accord mutuel entre le débiteur et le créancier sans que ce dernier ne reçoive de contrepartie.
Compte de transactions courantes	Elément de la balance des paiements regroupant la balance des biens et services, la balance des revenus primaires et la balance des revenus secondaires.
Compte financier	Compte retraçant les différents flux financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents. Il prend en compte : les IDE, les investissements de portefeuille (achat ou vente d'actions et d'obligations de l'étranger ou à l'étranger), les autres investissements (financement d'opérations commerciales et diverses opérations de prêts ou d'emprunts), et les « avoirs de réserve » qui recensent la variation des réserves de change d'un pays.
Comptes courants postaux (CCP)	Solde des comptes de particuliers et entreprises auprès des chèques postaux.
Consommation finale des administrations publiques	Dépenses courantes des administrations publiques consacrées à l'achat de biens et de services (y compris la masse salariale). Elle comprend aussi la plupart des dépenses au titre de la défense et de la sécurité nationale, mais non les dépenses militaires de l'État, qui font partie de la formation de capital par l'État
Créances sur l'économie (CE)	Ensemble des créances des institutions de dépôt (BCEAO et AID) sur les secteurs intérieurs autres que l'Administration Centrale. Elles correspondent à la quantité de crédits dont bénéficient les particuliers et les sociétés non-financières publiques et privées pour le développement de leurs activités ou pour leur consommation
Créances nettes sur les Administrations Publiques Centrales (CN-AC)	Concours net des institutions de dépôts à l'Etat ; elles correspondent aux créances des institutions de dépôt (BCEAO et AID) nettes de leurs engagements envers l'Administration Publique Centrale. NB : les CCP et CNE sont exclus du champ de l'Administration Publique Centrale
Crédits de paiement (CP)	Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année.

Concepts	Définitions
Demande de prix	Procédure de mise en concurrence accélérée que l'on peut utiliser pour les marchés publics de travaux, de fournitures, d'équipement et de services courants d'un montant prévisionnel estimé en toutes taxes comprise n'excédant pas les seuils suivants : - Pour les marchés de travaux : - Montant prévisionnel inférieur ou égale à dix millions (10 000 000) de francs CFA TTC et strictement inférieur à soixante quinze millions (75 000 000) de francs CFA TTC pour les ministères, les institutions, les autorités administratives indépendantes, les établissements publics de l'Etat, les collectivités territoriales et les autres organismes publics ; - Montant prévisionnel inférieur ou égale à dix millions (10 000 000) de francs CFA TTC et strictement inférieur à cent millions (100 000 000) de francs CFA TTC pour les sociétés d'Etat. - Pour les marchés de fournitures, d'équipement et services courants : - Montant prévisionnel inférieur ou égale à dix millions (10 000 000) de francs CFA TTC et strictement inférieur à cinquante millions (50 000 000) de francs CFA TTC pour les ministères, les institutions, les autorités administratives indépendantes, les établissements publics de l'Etat, les collectivités territoriales et les autres organismes publics ; - Montant prévisionnel inférieur ou égale à dix millions (10 000 000) de francs CFA TTC et strictement inférieur à soixante quinze millions (75 000 000) de francs CFA TTC pour les sociétés d'Etat.
Demande de proposition précédée d'un avis à manifestation d'intérêt	La demande de proposition précédée d'un avis à manifestation d'intérêt est la procédure de droit commun pour la passation des marchés de prestations intellectuelles. Le contrat de prestations intellectuelles recouvre les activités qui ont pour objet des prestations à caractère principalement intellectuel, dont l'élément prédominant n'est physiquement quantifiable.
Dépenses	Engagements non remboursables des administrations, qu'il s'agisse d'opérations avec ou sans contrepartie. Elles se décomposent en dépenses ordinaires et en dépenses en capital
Dépenses communes interministérielles	Section 99 du budget destinée à la prise en charge des besoins de financement des ministères et institution, nés en cours d'année et de certaines dépenses spécifiques (subvention hydrocarbure, remboursement TVA.....)
Dépenses en capital	Dépenses d'investissement. Elles sont, en principe, destinées à l'acquisition de biens de capital fixe, de stocks stratégiques ou d'urgence, de terrains ou d'actifs incorporels ; elles concernent aussi les paiements sans contrepartie ayant pour but de permettre aux bénéficiaires d'acquérir des biens de capital. Cependant, l'acquisition par l'Etat de biens de capital pour les entreprises publiques est considérée comme une prise de participation et enregistrée en prêts nets. Les dépenses en capital sont regroupées selon l'origine du financement (ressources propres ou ressources extérieures, ces dernières portant sur l'ensemble du programme d'investissement public). On distingue également les investissements directement exécutés par les administrations publiques et les transferts en capital effectués par elles.
Dépenses ordinaires	Somme des charges financières de la dette, des dépenses de personnel, des dépenses d'acquisition de biens et services, des dépenses de transferts courants et des dépenses en atténuation des recettes
Dette	Montant, à une date donnée, de l'encours des engagements courants effectifs qui comportent l'obligation pour le débiteur de rembourser le principal et/ou verser des intérêts, à un ou plusieurs moments futurs, et qui sont dus à des résidents d'une économie par des personnes ou entités de la même économie et/ou d'autres économies.
Dette avalisée	Dette pour laquelle l'Etat ou ses démembrements est constitué aval (garant personnel).
Dette bilatérale	Ensemble des dettes contractées à une date donnée par un Etat auprès d'un autre Etat
Dette extérieure	Montant à une date donnée des engagements contractuels en cours et ayant donné lieu à un versement des résidents d'un pays vis-à-vis des non-résidents, comportant obligation de remboursement du principal avec ou sans paiement d'intérêt.
Dette intérieure (ou domestique)	Ensemble des dettes contractées auprès d'acteurs résidents dans le pays et exprimées en monnaie locale.
Dette intérieure contractuelle	Appelée « instruments de dette intérieure » par les Institutions de Brettons Woods, elle regroupe les dettes obtenues sur la base d'un contrat, d'une convention ou tout autre engagement signé entre l'Etat et les partenaires ou tout autre souscripteur, personne physique ou morale, résidents ; Ce sont les conventions d'emprunts passées avec les institutions financières et celles non financières, les obligations du Trésor, les bons du Trésor, les dettes titrisées ou consolidées sur les entreprises publiques ou privées et sur la banque centrale
Dette intérieure flottante	Appelée « autres dettes » par les Institutions de Brettons Woods, elle regroupe les engagements financiers à court terme de l'Etat, qui ne nécessitent pas l'établissement d'un contrat en tant que tel ; Elle regroupe deux catégories de dépenses à savoir les instances de paiement auprès du Trésor Public et les autres engagements de l'Etat à honorer par le biais du Trésor.
Dette multilatérale	Ensemble des dettes contractées par un Etat auprès d'un groupe d'Etats ou d'une Institution financière internationale (Banque mondiale, FMI, banques de développement régionales (comme la Banque africaine de développement) et autres institutions multilatérales (comme le Fonds européen de développement)).

Concepts	Définitions
Dettes publiques	Dettes résultant d'emprunts contractés par l'Etat ou ses démembrements auprès d'entités résidentes et/ou non résidentes.
Dettes publiques extérieures	Elle représente l'ensemble des prêts contractés par les pouvoirs publics d'un pays auprès de créanciers (privés ou publics, bilatéraux ou multilatéraux) extérieurs
Différé de remboursement	Il correspond à la période, généralement au début de l'emprunt, pendant laquelle l'emprunteur n'a pas à rembourser de capital. Mais durant cette période, l'emprunteur rembourse les intérêts de la dette.
Document de prévision budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP)	C'est un instrument de programmation triennal qui permet, sur la base d'un cadrage macroéconomique, d'évaluer le niveau global des recettes attendues de l'Etat, décomposées par grande catégorie d'impôts et de taxes et les dépenses budgétaires décomposées par grande catégorie de dépenses.
Document de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD)	Le DPPD est un instrument budgétaire sectoriel pluriannuel glissant établi en référence au DPBEP. Il présente l'évolution budgétaire des programmes sur une période de trois ans. Tous les ministères, budgets annexes et comptes spéciaux présentent chacun un DPPD qui regroupe les programmes qui leurs sont associés.
Droits fixes	Les droits fixes communément appelés frais de permis de recherche sont des taxes perçues par l'Etat avant l'octroi du permis. Les droits fixes sont acquittés en une seule fois par tout requérant lors de l'octroi, du renouvellement, du transfert des titres miniers ou des autorisations administratives délivrés en vertu du code minier.
Elément don	Différence entre la valeur nominale (ou valeur actualisée des décaissements) et la valeur actualisée du service de la dette, exprimée en pourcentage de la valeur nominale du prêt. C'est un indicateur qui permet de mesurer le degré de concessionnalité du prêt.
Emprunt d'Etat	Obligation ou titre de créance négociable émis généralement dans sa propre devise par un gouvernement.
Encours de la dette	Montant à une date donnée des décaissements de dette non encore remboursés
Endettement public	Action du secteur public (administration centrale, sociétés à capitaux publics, collectivités territoriales, établissements publics de l'Etat) impliquant la création d'une dette
Epargne de fonctionnement	Encore appelé prélèvement sur recettes de fonctionnement, l'épargne de fonctionnement est le montant provenant du prélèvement effectué sur les recettes de fonctionnement. Le taux est d'au moins 20%.
Exportations de biens et services	Valeur de tous les biens et services marchands fournis au reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services non facteurs. La valeur des revenus des facteurs et de la propriété (autrefois qualifiés de services, y compris les revenus des facteurs), comme le produit des placements, les intérêts et le revenu du travail, en est exclue.
Exportations FOB	Valeur des marchandises exportées sans les frais de transport et autres frais, taxes et charges d'assurances.
Financement	Par définition, le financement total est égal au déficit ou à l'excédent des opérations de l'Etat sur base caisse. Il représente donc les variations des engagements de l'Etat au titre de ses remboursements futurs et celles de ses avoirs liquides, qui lui sont nécessaires pour couvrir les différences entre ses décaissements et ses encaissements. Le financement recouvre les opérations par lesquelles les administrations publiques contractent des emprunts et les remboursent, ou reçoivent des dépôts de tiers pour gérer leurs liquidités. Il comprend aussi la variation nette des avoirs que ces administrations détiennent sous forme de monnaie et de dépôts.
Fonds communs ou paniers communs	Instrument d'intervention des PTF. Ils permettent aux PTF de cofinancer des programmes d'envergure dans une perspective d'harmonisation des procédures et des conditions de décaissements. Dans sa mise en œuvre, un PTF chef de file est désigné pour assurer la coordination avec le gouvernement
Formation brute de capital fixe (FBCF)	Dépenses consacrées à l'accroissement du capital fixe de l'économie, plus les variations nettes du niveau des stocks. L'accroissement du capital fixe recouvre les travaux d'amélioration foncière (clôtures, fossés, canaux d'écoulement, etc.) ; les installations et achats d'outillages et de matériels ; et la construction de routes, voies ferrées, et autres infrastructures, y compris les écoles, les immeubles de bureaux, les hôpitaux, les logements privés et les établissements commerciaux et industriels. Les stocks comprennent les quantités de marchandises détenues par les entreprises pour faire face à des fluctuations temporaires ou imprévues des niveaux de la production ou des ventes, ainsi que les « travaux en cours ». D'après le SCN de 1993, les acquisitions nettes de biens de valeur font également partie de la formation de capital.
Entente directe	Lorsque l'autorité contractante engage les discussions qui lui paraissent utiles avec un entrepreneur, un fournisseur, ou un prestataire de services et propose à l'autorité compétente l'attribution du marché à celui qu'elle a retenu. Le marché peut être passé par entente directe dans les cas suivants : 1. extrême urgence, pour les travaux, fournitures ou services que l'autorité contractante doit faire exécuter en lieu et place de l'entrepreneur, du fournisseur ou du prestataire défaillant ; 2. catastrophe naturelle renvoyant au déchaînement des forces de la nature entraînant d'importants dégâts et tout autre événement analogue imprévisible, indépendant de la volonté de l'autorité contractante et qu'elle ne peut surmonter en dépit de sa diligence et ne permettant pas de respecter les délais prévus dans les conditions d'appel à la concurrence nécessitant une intervention immédiate et lorsqu'elle n'a pas pu prévoir les circonstances qui sont à l'origine de l'urgence ;

Concepts	Définitions
	3. lorsque les besoins ne peuvent être satisfaits que par une prestation nécessitant l'emploi d'un brevet d'invention, d'une licence ou de droits exclusifs détenus par un seul entrepreneur, un seul fournisseur ou un seul prestataire ; 4. lorsque les marchés ne peuvent être confiés qu'à un prestataire déterminé pour des raisons techniques ou s'il y a une nécessité de continuer avec le même prestataire ou pour des raisons artistiques ; 5. lorsque les prestations requièrent la sélection d'un consultant particulier en raison de sa qualification unique ou de la nécessité de continuer avec le même prestataire ; 6. lorsque les prix unitaires des biens sont réglementés ou font l'objet d'une tarification et que le montant du contrat est strictement inférieur à deux cent cinquante millions (250 000 000) de francs CFA toutes taxes comprises ; 7. lorsque la procédure de demande de cotation est infructueuse ; 8. pour les prestations spécifiques dont la liste et les modalités de mise en œuvre sont données par arrêté du ministre en charge du budget.
Importations de biens et services	Valeur de tous les biens et services marchands provenant du reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services hors facteurs.
Importations Free On Board (FOB)	Valeur des marchandises importées sans les frais de transport et autres frais, taxes et charges d'assurances.
Impôt sur les bénéfices industriels des personnes physiques	Impôt annuel perçu sur les bénéfices des activités ou des professions industrielles, commerciales, artisanales, agricoles, pastorales et forestières exercées par les exploitants individuels. Il est également perçu sur les bénéfices réalisés par les titulaires de permis d'exploitation minière et d'autorisation d'exploitation de carrières.
Impôt sur les revenus des créances dépôts et cautionnements (IRC)	Impôt appliqué aux revenus de capitaux mobiliers entendus comme les intérêts, arrérages, primes de remboursement et tous autres produits des créances, dépôts, cautionnements et comptes courants ainsi que les produits des clauses d'indexation afférentes aux sommes mises ou laissées à la disposition d'une société par ses associés ou ses actionnaires
Impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRVM)	Impôt perçu sur les revenus distribués par les sociétés et personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés. Cet impôt est prélevé à la source sur les dividendes, jetons de présence, tantièmes, autres revenus des actions, parts sociales et obligations mis à la disposition des bénéficiaires. Il est régi par les articles 648 à 668 du Code de l'Enregistrement, du Timbre et de l'Impôt sur les Valeurs Mobilières.
Impôt sur les sociétés (IS)	Impôt perçu sur l'ensemble des bénéfices ou revenus des sociétés, des autres personnes morales et des organismes assimilés (regroupés sous le vocable de « sociétés ») ayant une activité commerciale.
Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)	Impôt dû mensuellement par les salariés domiciliés au Burkina Faso sur leurs revenus tels que les traitements publics et privés, les salaires, les indemnités, les émoluments, y compris les avantages en nature à l'exception de ceux supportés par l'Etat, les Collectivités territoriales et les Etablissements publics n'ayant pas un caractère industriel ou commercial. Autrement dit, l'IUTS est perçu sur toute rémunération versée à une personne à l'occasion ou en contrepartie d'une activité qu'elle en vertu d'un contrat écrit ou tacite qui la place en état de subordination vis-à-vis d'un employeur.
Impôts sur les revenus fonciers (IRF)	Impôt perçu sur les revenus de la location ou sous-location des immeubles bâtis ou non bâtis quel que soit leur usage, ainsi que les revenus accessoires.
Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)	Mesure de l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages entre deux périodes. Il s'agit d'un indice synthétique de type Laspeyres calculé mensuellement. L'indice annuel est une moyenne simple des indices élémentaires mensuels. Il est dit harmonisé car sa méthodologie est commune à tous les pays de l'UEMOA.
Investissements de portefeuille	Achats de titres de propriété ou de créance émis par des agents non-résidents (c'est-à-dire, schématiquement, à l'étranger) par des épargnants qui ne désirent pas pour autant prendre le contrôle de l'entreprise, mais simplement placer leur argent dans une optique de rentabilité. Conventionnellement, selon le FMI, on considère qu'un achat d'action est un investissement de portefeuille (un placement) tant que le Total des actions détenues représente moins de 10 % du capital social de l'entreprise.
Investissements directs étrangers (IDE)	Achats de titres d'entreprises par des agents non-résidents afin d'obtenir "un intérêt durable et la capacité d'exercer une influence dans la gestion". Ils peuvent prendre la forme d'une création d'entreprise, du rachat d'une entreprise existante, ou encore d'une simple prise de participation dans le capital d'une entreprise, à condition que cela permette d'obtenir un pouvoir de décision effectif dans la gestion. Plus précisément, d'après la définition du FMI, les IDE connaissent quatre formes : La création d'une entreprise ou d'un établissement; l'acquisition d'au moins 10 % du capital social d'une entreprise étrangère déjà existante ; le réinvestissement de ses bénéfices par une filiale ou une succursale située à l'étranger ; les opérations entre la maison mère d'une firme transnationale et ses filiales (souscription à une augmentation de capital, prêts, avances de fonds, etc.
Loi de finances initiale	Loi prévoyant et autorisant, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'Etat. Elle comprend deux parties distinctes : Dans la première partie, elle autorise la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier.

Concepts	Définitions
	Dans la seconde partie, elle fixe pour le budget général le montant global des crédits applicables aux services votés et arrête les autorisations nouvelles par titre et par ministère ; elle autorise, en distinguant les services votés des opérations nouvelles, les opérations des budgets annexes et les opérations des comptes spéciaux du Trésor. La loi de finances initiale doit être votée avant le début de l'année à laquelle elle se rapporte.
Loi de finances rectificative	Loi modifiant en cours d'année, les dispositions de la loi de finances initiale de l'année (appelée aussi "collectif").
Loi de règlement	Loi constatant les résultats financiers de chaque année civile et approuvant les différences entre les résultats et les prévisions de la Loi de finances de l'année, complétée, le cas échéant par ses lois rectificatives
Marché public	Contrat administratif écrit, conclu à titre onéreux par une autorité contractante avec des entités privées ou publiques pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures, d'équipements ou de services.
Masse monétaire (M2)	Ensemble des créances détenues par le reste de l'économie sur les institutions monétaires. Autrement, c'est la quantité de monnaie en circulation (ensemble des valeurs susceptibles d'être converties en liquidités) dans l'économie à un instant donné. Elle est constituée de la circulation fiduciaire, des dépôts transférables et des autres dépôts qui ne peuvent être utilisés immédiatement et sans coût comme moyen de paiement.
Minimum forfaitaire de perception (MFP)	Impôt équivalent à l'impôt sur les sociétés, perçu au titre d'une année déterminée, sur les sociétés déficitaires ou dont le résultat fiscal ne permet pas de générer un impôt sur les sociétés supérieur à un montant déterminé indiqué par le Code général des Impôts.
Obligations cautionnées (OC)	Traites douanières, cautionnées par une ou plusieurs banques, souscrites au profit du Trésor public par les particuliers ou entreprises, auxquels ont été consentis des délais de paiement.
Participation de l'Etat	Dans le domaine des finances locales, la participation de l'Etat est constituée un montant prévisionnel des contributions financières de l'Etat aux dépenses de fonctionnement d'une collectivité territoriale.
Prélèvement communautaire (PC)	Un prélèvement perçu pour le compte de la CEDEAO sur toutes les importations de marchandises originaires de pays tiers de la CEDEAO (0,5% de la valeur en douane de la marchandise importée).
Prélèvement communautaire de solidarité (PCS)	Un prélèvement perçu pour le compte de l'UEMOA sur toutes les importations de marchandises originaires de pays tiers de l'Union (1% de la valeur en douane de la marchandise importée).
Produit intérieur brut (PIB)	Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières : le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ; le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ; le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte
Programmation triennal d'investissements publics glissant	Le Programme triennal d'investissements publics glissant décrit le cadre de cohérence des investissements publics avec les grandes orientations de l'Etat définies dans les différents référentiels de développement économique et social. Il s'appuie sur le CBMT et constitue de ce fait un outil de gestion qui permet d'améliorer la transparence budgétaire et la visibilité des investissements. C'est un cadre de programmation des investissements sur une période de trois (3) ans, qui a pour ambition de présenter l'allocation des ressources budgétaires en se fondant sur des programmes réalistes et réalisables par les différents départements ministériels et institutions.
Programme	Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions représentatif d'une politique publique clairement définie dans une perspective de moyen terme. Aux programmes sont associés des objectifs précis, arrêtés en fonction de finalités d'intérêt général et des résultats attendus.
Ratio de la soutenabilité de la dette par rapport aux recettes d'exportation	Rapport entre le service de la dette et le total des recettes d'exportation de biens et services (non facteurs de production). Elle mesure le poids de la charge de la dette par rapport aux exportations de biens et services (non facteurs de production).
Recettes	Ensemble des encaissements non remboursables et sans contrepartie provenant de prélèvements obligatoires (tels les impôts) ainsi que les encaissements non remboursables et avec contrepartie (tels que le revenu de la propriété et du patrimoine, les droits divers et redevances) ne provenant pas d'autres administrations publiques, nationales ou étrangères, ou d'organisations internationales.
Recettes en capital	Paiements comportant une contrepartie correspondant à une opération en capital telle que la vente de biens de capital fixe, de stock, de terrains ou d'actifs incorporels. On rajoutera aux recettes en capital les recettes du portefeuille des participations de l'Etat et des transferts en capital (versements sans contrepartie effectuées à des fins de formation de capital) provenant de

Concepts	Définitions
	sources autres que les administrations publiques. Elles ne comprennent pas le produit des privatisations, qui doit être classé en financement.
Recettes fiscales	Paiements sans contrepartie et non remboursables effectués au profit des administrations publiques. Elles comprennent également les droits et frais perçus par les administrations n'ayant aucune commune mesure avec le coût ou l'ampleur du service fourni au payeur.
Recettes non fiscales	Elles comprennent tous les encaissements non remboursables des administrations publiques ayant une contrepartie à l'exception de ceux qui proviennent des ventes de biens en capital, toutes les amendes et pénalités à l'exception de celles relatives aux infractions fiscales, et tous les encaissements courants des administrations publiques représentant des versements volontaires, non remboursables et sans contrepartie.
Redevance informatique (RI)	Redevance perçue sur les déclarations en détail (5000 FCFA par déclaration en détail d'un article majoré de 1000 FCFA par article supplémentaire) pour les bureaux de douane informatisés.
Redevance statistique	Taxe inscrite au tableau des droits du Tarif extérieur commun de la CEDEAO (1% de la valeur en douane de la marchandise importée).
Remise spéciale (RSP)	Remise payée sur les déclarations dont les droits et taxes sont liquidés à crédit (1 pour milles sur le montant des droits et taxes liquidés).
Ressources financières transférées	Les ressources transférées sont des ressources affectées. En effet, la loi portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso exige que tout transfert de compétences soit accompagné d'un transfert de ressources. L'Etat a commencé à procéder à partir de 2009 aux transferts de ressources.
Retenues à la source	Technique de prélèvement de l'impôt. Elle est réalisée pour l'État par un tiers payeur tel qu'un employeur (pour les revenus provenant d'une activité salariée) ou encore une banque (pour les revenus découlant de valeurs mobilières), comme un acompte sur la somme finale de l'impôt.
Retenues extérieures (RET/EXT)	Idem aux retenues à la source
Retenues intérieures (RET/INT)	Idem aux retenues à la source, avec la particularité d'être collectées par les sociétés minières sur leurs fournisseurs.
Royalties ou redevances proportionnelles	C'est un ensemble de redevances dues, en échange d'un droit d'exploitation ou de passage, au propriétaire d'un terrain. Les royalties ainsi reversées par des exploitants, sont perçues sur la base d'un protocole préalablement établi. Elles sont calculées en fonction de la valeur, du type de minerai ou carrière exploité.
Secteur primaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale est l'agriculture, l'élevage, la chasse, la pêche ou la sylviculture.
Secteur secondaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale relève de l'industrie manufacturière; de l'industrie extractive; de la production et la distribution de l'électricité, de l'eau et du gaz; des bâtiments et travaux publics.
Secteur tertiaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale relève du commerce, du transport, des communications, des banques et assurances, des autres services et de l'administration.
Sections	Ministères ou institutions bénéficiaires de dotations budgétaires. Elles sont codifiées par deux (02) caractères et correspondent au premier niveau de la classification par destination.
Service de la dette	Principal remboursé ou à rembourser ainsi que les autres charges liées à l'emprunt (intérêts, commissions) payées ou à payer pendant une période donnée.
Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés (SIFIM)	Part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts (crédits) qu'ils leur accordent.
Solde budgétaire global	Capacité/besoin de financement, corrigé de la réorganisation des transactions sur actifs financiers et passifs réputées servir les objectifs de la politique générale (prêts en appui de politiques). Les prêts en appui de politiques sont ajoutés aux charges. Le produit de la privatisation tiré de la vente d'actifs non financiers et le remboursement des prêts (encadré 4.1) sont inclus dans les transactions sur postes financiers dans le calcul du solde budgétaire global.
Solde courant	Il est égal aux recettes courantes moins dépenses courantes. Ce solde indique l'effort consenti sur les ressources propres au profit de l'investissement public
Solde de base	Ce solde représente les recettes totales hors dons auxquelles il faut soustraire les dépenses courantes et les dépenses d'investissement sur ressources internes.
Solde global	Capacité/besoin de financement, y compris les transactions sur actifs financiers et passifs liées aux objectifs de la politique économique. Les soutiens financiers accordés sous forme de crédits doivent être assimilés à des charges, mais tous les produits des privatisations (y compris la vente d'actifs fixes) doivent être inclus parmi les transactions sur actifs financiers
Solde global base engagement (déficit ou excédent)	Le solde global mesure l'écart entre les ressources (Recettes Totale et dons) et les dépenses (Dépenses Totales et prêts nets). (Excédent, si les ressources sont supérieures aux dépenses ; déficit, dans le cas contraire).
Solde global hors dons	Il est égal à la différence entre les recettes Totales et les dépenses Totales et prêts nets. Il indique véritablement l'ampleur de l'effort budgétaire nécessaire pour équilibrer la situation financière de l'Etat, sans avoir recours aux dons. De plus, il permet de tenir compte de la nature discrétionnaire et souvent difficilement prévisible des dons.

Concepts	Définitions
Solde net de gestion	Il représente les recettes moins les charges. Le solde net de gestion est aussi égal à la variation de la valeur nette due à des transactions. C'est un indicateur synthétique de la viabilité des opérations financières de l'Etat.
Solde primaire	Ce solde représente la Capacité/besoin de financement hors charge d'intérêts ou charge nette d'intérêts. Il est utilisé pour l'analyse de la viabilité de la dette nette.
Solde primaire courant	Il est égal aux recettes courantes moins dépenses courantes hors charges de la dette. Il indique l'effort qui serait consenti sur les ressources propres au profit de l'investissement public si la charge de la dette ne devrait pas être payée
Soutenabilité de la dette	Situation dans laquelle un pays peut honorer toutes ses obligations en termes de service de la dette, maintenant et dans un futur déterminé, sans recourir à des restructurations de sa dette, sans accumuler d'arriérés et sans compromettre sa croissance économique.
Soutenabilité des finances publiques	Situation dans laquelle un pays est en mesure de remplir ses obligations actuelles et futures au titre du service de la dette, sans recourir aux financements exceptionnels (accumulation d'arriérés et/ou rééchelonnement) et sans compromettre la stabilité de son économie.
Stock de la dette	Il s'agit de l'encours de la dette qui prend en compte les intérêts échus.
Stratégie d'endettement public	Ensemble des décisions prises pour mettre en œuvre la politique d'endettement public et de gestion de la dette.
Tableau des opérations Financières de l'Etat (TOFE)	Instrument statistique cohérent qui permet de mesurer d'une part, l'activité des administrations publiques et leur impact sur les autres secteurs de l'économie et d'autre part, l'interaction entre les finances publiques et les différents agrégats macro-économiques (balance des paiements, situation monétaire, épargne et investissement). Il est essentiel pour la formulation, le suivi et la coordination des politiques budgétaires.
Taxe patronale et d'apprentissage (TPA)	Impôt payé par les personnes physiques et morales ainsi que des organismes qui paient des rémunérations à titre de traitements, indemnités, émoluments et salaires, et le cas échéant, qui accordent des avantages en nature. La TPA est due mensuellement par les employeurs.
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	Impôt indirect sur les dépenses de consommation payé par les entreprises sur les ventes ou les services rendus à des tiers. Dans la pratique, la TVA est payée par le consommateur et collectée par les entreprises qui participent au processus de production et de commercialisation, à concurrence d'un montant proportionnel au prix de vente hors taxe (HT). Le taux unique de 18% est applicable à toutes les opérations taxables.
Taxes superficielles	La taxe superficielle est une redevance perçue par l'Etat et les collectivités territoriales sur tout exploitant de site minier. La somme dû est proportionnelle à la superficie octroyée. Les taxes superficielles sont calculées annuellement, proportionnellement à la superficie occupée.
Tirages sur emprunts	Décaissement partiel ou total accordé par un bailleur à l'emprunteur sur le montant initialement convenu entre les deux parties.
Titre minier	C'est un Acte réglementaire donnant la prérogative d'effectuer la recherche ou l'exploitation des substances minérales conformément aux dispositions du code minier. Sont des titres miniers le permis d'exploitation de grande ou de petite mine, le permis d'exploitation semi-mécanisée de substance de mines, l'autorisation d'exploitation industrielle de substance de carrière et l'autorisation d'exploitation semi-mécanisée de substance de carrière.
Titre1	Jusqu'en 2003, il était intitulé « charge de la dette publique » Depuis 2004, il s'intitule « amortissements, charge de la dette et dépenses en atténuation des recettes ». A partir de 2017, il s'intitule « Charges financières de la dette »
Titre2	Dépenses de personnel
Titre3	Jusqu'en 2003, il était intitulé « dépenses de matériels » Depuis 2004, il s'intitule « dépenses de fonctionnement » A partir de 2017, il s'intitule «dépenses d'acquisition de biens et services »
Titre4	Transferts courants. A partir de 2017, il s'intitule « dépenses de transferts courants »
Titre5	Jusqu'en 2003, il était intitulé « dotation aux amortissements de la dette publique » Depuis 2004, il s'intitule « investissements exécutés par l'Etat ».
Titre6	Jusqu'en 2003, il était intitulé « Equipement-investissement et transferts en capital » Depuis 2004, il s'intitule «Transfert en capital »
Transferts	Les transferts concernent les virements effectués par l'Etat pour soutenir ses sous-secteurs ou d'autres secteurs de l'économie (par exemple, les subventions aux entreprises publiques, les subventions aux collectivités publiques autonomes, les bourses d'études, les subventions aux produits de première nécessité) mais aussi les dépenses liées à la participation de l'Etat aux organisations internationales, comme par exemple les cotisations annuelles.
Valeur ajoutée	Différence entre la production et les consommations intermédiaires. C'est la richesse produite par l'ensemble des unités de production.
Variations des stocks	Valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des pertes courantes sur stocks.
Viabilité de la dette	Situation dans laquelle l'évolution du rapport de la valeur actualisée nette (VAN) de la dette sur les exportations de biens et services et sur les recettes budgétaires est en deçà des normes définies.

METADONNEES

1. Taux d'inflation (en %)

Objectif : Mesurer l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages.			
Définition : Le taux d'inflation annuel est la variation du niveau moyen de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) entre deux années consécutives.			
$\text{Taux d'inflation} = \frac{IHPC_t - IHPC_{t-1}}{IHPC_{t-1}} \times 100$			
Référence de l'indicateur : Critère de convergence de l'UEMOA, PAP/POSEF	Producteur : INSD.	Désagrégation : Fonction de consommation, groupe et sous-groupe.	Périodicité : Mensuelle, Annuelle
Sources : INSD : Publications mensuelles IHPC, Annuaire statistique de l'INSD. Site Internet : www.insd.bf			

2. Produit intérieur brut (PIB) par tête en FCFA

Objectif : Mesurer la création de richesses.			
Définition : Le produit intérieur brut nominal correspond à la somme des valeurs ajoutées créées par tous les agents économiques résidant sur le territoire économique à une période donnée, à laquelle on ajoute les droits et taxes perçus à l'importation. Il couvre l'ensemble des activités productrices, y compris celles du secteur informel.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{PIB nominal}}{\text{Population totale}} \text{ (en FCFA)}$			
Référence de l'indicateur :	Producteur : INSD, DGEP/IAP.	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Annuelle.
Sources : Comptes nationaux et Instrument Automatisé de Prévision Sites Internet : www.insd.bf ; www.dgep.gov.bf			

3. Taux de croissance du PIB réel (en %)

Objectif : Mesurer la création de richesses, c'est à dire de la croissance économique, d'une année par rapport à une autre.			
Définition : Le PIB réel ou en volume (constant) est la valeur du PIB en tenant compte de la variation des prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel est constitué par la valeur des biens i produits au cours de la période t mesurés à prix constants. L'année de base, notée t ₀ , est 1999.			
$\text{PIB réel}_t = \sum_{i=1}^n P_{i,t_0} \cdot Q_{i,t}$ $\text{Variation annuelle du PIB réel} = \frac{\text{PIB réel}_t - \text{PIB réel}_{t-1}}{\text{PIB réel}_{t-1}} \times 100$			
Référence de l'indicateur : PNDES	Producteur : INSD, DGEP/IAP	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Trimestrielle, Annuelle.
Sources : Comptes nationaux et Instrument Automatisé de Prévision ; Sites Internet : www.insd.bf ; www.dgep.gov.bf			

4. Balance commerciale en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la contribution du commerce extérieur à la création de richesses.			
Définition : La balance commerciale en pourcentage du PIB est la différence entre le montant des exportations et celui des importations, rapportée au PIB nominal et exprimé en pourcentage.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{Exportations} - \text{Importations}}{\text{PIB nominal}} \times 100$			
Référence de l'indicateur :	Producteur : INSD, DGEP/IAP.	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Trimestrielle, Annuelle.
Sources : Comptes nationaux et Instrument Automatisé de Prévision ; Sites Internet : www.insd.bf ; www.dgep.gov.bf			

5. Encours de la dette en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la capacité du pays à générer des richesses nécessaires au remboursement de sa dette.			
Définition : L'encours de la dette publique (intérieure et extérieure) est le montant qui a été décaissé mais qui n'a pas encore été remboursé ou annulé. En d'autres termes, il s'agit du total des décaissements réels moins les remboursements du principal. Le produit intérieur brut correspond à la somme des valeurs ajoutées créées par tous les agents économiques résidant sur le territoire économique, à laquelle on ajoute les droits et taxes perçus à l'importation.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{Encours de la dette publique totale}}{\text{PIB nominal}} * 100$			
Référence de l'indicateur : Critère de convergence de l'UEMOA.	Producteur : DGTCP, DGEP, INSD, CNPE	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Annuelle.
Source : Compte nationaux, Instrument Automatisé de Prévision ; Site Internet : www.tresor.bf , www.dgep.gov.bf , www.insd.bf			

6. Valeur actuelle de la dette en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la viabilité de la dette			
Définition : La valeur actuelle de la dette est égale à la somme de toutes les obligations futures au titre du service de la dette existante (principal et intérêts), actualisée au taux d'intérêt du marché. Le ratio valeur actuelle de la dette en pourcentage du PIB permet de mesurer la capacité du pays à remplir toutes ses obligations actuelles et futures au titre du remboursement de la dette.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{Valeur actuelle de la dette}}{\text{PIB nominal}} * 100$			
Référence de l'indicateur : Initiative PPTE	Producteur : DGTCP, DGEP, INSD	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Annuelle.
Sources : Compte nationaux, Instrument Automatisé de Prévision Site Internet : www.tresor.bf , www.dgep.gov.bf , www.insd.bf			

7. Service de la dette en pourcentage des exportations de biens et services

Objectif : Mesurer la soutenabilité de la dette			
Définition : Le service de la dette représente l'ensemble des paiements effectués au titre du remboursement du principal d'un prêt, des intérêts et des commissions d'engagement. Le ratio du service de la dette en pourcentage des exportations de biens et services permet de cerner la capacité d'un pays à remplir toutes ses obligations actuelles et futures au titre du service de sa dette extérieure, sans allègement de dette, ni rééchelonnement, ni accumulation d'arriérés sur la base des devises générées par les recettes d'exportations.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{Service de la dette}}{\text{Exportations de biens et services}} * 100$			
Référence de l'indicateur : Initiative PPTE	Producteurs : DGTCP, DGEP, INSD	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Annuelle.
Sources : Compte nationaux, Instrument Automatisé de Prévision Site Internet : www.tresor.bf , www.dgep.gov.bf , www.insd.bf			

8. Aide publique au développement en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la dépendance du pays vis-à-vis de l'aide publique au développement.			
Définition : $\text{Indicateur} = \frac{\text{Aide publique au développement}}{\text{PIB nominal}} * 100$			
Référence de l'indicateur :	Producteur : DGCOOP ; DGEP ; INSD	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Annuelle.
Sources : Rapport pour la coopération au développement, Instrument Automatisé de Prévision. Sites Internet : www.insd.bf ; www.dgcoop.gov.bf ; www.dgep.gov.bf			

9. Taux de pression fiscale

Objectif : Critère de second rang du pacte de convergence de l'UEMOA, il vise entre autre à renforcer la stabilité macroéconomique des Etats membres. Ce ratio se veut supérieur ou égal à 20%.				
Définition : Le taux de pression fiscale mesure la proportion des recettes fiscales par rapport au PIB nominal				
$\text{Taux de pression fiscale} = \frac{\text{Recettes fiscales de l'année } n}{\text{PIB nominal}} * 100$				
Référence de l'indicateur : PNDES	de ODD,	Producteur : CNPE.	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Annuelle.
Source : Annuaire statistique de l'économie et des finances				

10. Incidence de la pauvreté (P₀)

Objectif : Mesurer la pauvreté, la vulnérabilité et les inégalités.				
Définition : Proportion d'individus considérés comme pauvres dans une population donnée. Un individu est dit pauvre lorsque son bien-être n'atteint pas un niveau considéré comme minimum « raisonnable » selon des critères spécifiés.				
$\text{Indicateur}(P_0) = \frac{\text{Nombre d'individus considérés comme pauvres}}{\text{Population totale}} * 100$				
Référence de l'indicateur : PNDES	de ODD,	Producteur : INSD.	Désagrégation : Région, milieu de résidence.	Périodicité : Quinquennale.
Source : Annuaire statistique national Site Internet : www.insd.bf .				

11. Profondeur de la pauvreté (P₁)

Objectif : Mesurer le degré de gravité de la situation des pauvres.				
Définition : Déficit total de tous les pauvres en termes de consommation par rapport au seuil de pauvreté. Il caractérise le manque à combler pour amener tous les pauvres au seuil de pauvreté.				
$\text{Indicateur}(P_1) = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \frac{z - y_i}{z} \text{ avec } q = \text{nombre d'individus considérés comme pauvres}$				
n=population totale ; z=seuil de pauvreté ; y _i =dépense moyenne par individu pauvre				
Référence de l'indicateur : PNDES	de ODD,	Producteur : INSD.	Désagrégation : Région, milieu de résidence.	Périodicité : Quinquennale.
Source : Annuaire statistique national Site Internet : www.insd.bf .				

12. Sévérité de la pauvreté (P₂)

Objectif : Mesurer l'éloignement moyen des pauvres du seuil de pauvreté.				
Définition : Mesure liée de très près à l'écart de la consommation par rapport au seuil de pauvreté, mais elle accorde aux plus pauvres une pondération plus grande dans l'agrégation qu'aux moins pauvres.				
$\text{Indicateur}(P_2) = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left(\frac{z - y_i}{z} \right)^2 \text{ avec } q = \text{nombre d'individus considérés comme pauvres}$				
n=population totale ; z=seuil de pauvreté ; y _i =dépense moyenne par individu pauvre				
Référence de l'indicateur : ODD, PNDES	de ODD,	Producteur : INSD.	Désagrégation : Région, milieu de résidence.	Périodicité : Quinquennale.
Source : Annuaire statistique national Site Internet : www.insd.bf .				

13. Indice du développement humain

Objectif : Mesurer le développement humain.

Définition : Le calcul de l'IDH est basé sur trois dimensions essentielles du développement humain à savoir la santé / longévité mesurée par l'espérance de vie à la naissance, l'instruction mesurée par la durée moyenne de scolarisation pour les adultes de plus de 25 ans et la durée attendue de scolarisation pour les enfants d'âge scolaire et les conditions de vie mesurées par le logarithme du Revenu National Brut (RNB) par habitant en Parité du Pouvoir d'Achat (PPA).

$$IDH = \sqrt[3]{\text{Indice de longévité} * \text{Indice d'instruction} * \text{Indice de revenu}}$$

La formule générale de calcul de chacun des trois indices est la suivante : $\frac{\text{Valeur constatée} - \text{Valeur min}}{\text{Valeur max} - \text{Valeur min}}$

avec :

Indice	Mesure	Valeur maximale	Valeur minimale
Longévité	Espérance de vie à la naissance (EV)	83,4 ans	20 ans
Instruction	Durée moyenne de scolarisation pour les adultes	13,1 ans	0
	Durée attendue de scolarisation	20,6	0
Condition de vie	Log RNB par habitant (en PPA)	107721	100

Référence de l'indicateur :	Producteur : PNUD.	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Annuelle.
------------------------------------	------------------------------	--	-----------------------------------

Sources : Institut National de la Statistique
Sites Internet : www.undp.org; www.insd.bf

EQUIPE D'ELABORATION DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE

Nom et Prénom(s)	Structure
SANE/CONGO Aïssata	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
NANEMA Marcellin	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
SISSAO Issa	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUEDRAOGO Franck	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
GANSONRE Ismaël	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
BAYALA Bouboualé	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUEDRAOGO Mahamadi	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
NIKIEMA Joseph	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
LENGANE Toubriyant	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
ZIBA Y. Aubin	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
SANGO/SAWADOGO Rihanata	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
SIMPORE Charles W.	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
TRAORE Yé Ida	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
ZIBA Didier Arnaud	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUEDRAOGO Ousséni	Direction générale du Budget
ILBOUDO Marcel	Direction générale du développement territoriale
BAYALA Firmin	Direction générale de la coopération
KI/OUEDRAOGO Fatoumata	Secrétariat permanent de la promotion de l'inclusion financière
SAWADOGO Lassinin	Direction générale des douanes
BAKOA André	Institut national de la statistique et de la démographie
SENI Yves Innocent	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/RG
MOSSE Francis	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/DSOFÉ
ZOUNGRANA Tasséré	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/DDP
SAWADOGO Yahaya	Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
OUEDRAOGO W. Claver	Direction générale des collectivités territoriales
BAMOGO Jean Paul	Direction de l'administration et des finances
OUEDRAOGO W. P. Justin	Banque centrale des états de l'Afrique de l'ouest
LOUGUE Théodore	Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'état
OUEDRAOGO R. Kadiatou	Direction des ressources humaines
BOUDA/YAMEOGO T. Odette	Secrétariat permanent du comité national de politique économique
BAYILI Niamboè	Direction générale de l'économie et de la planification

